



SEVENTH NATIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

FIRST SESSION

THURSDAY 14 MAY 2020

CONTENTS

QUESTION (*Oral*)

MOTION

BILLS (*Public*)

ADJOURNMENT

THE CABINET

(Formed by Hon. Pravind Kumar Jugnauth)

Hon. Pravind Kumar Jugnauth	Prime Minister, Minister of Defence, Home Affairs and External Communications, Minister for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity
Hon. Ivan Leslie Collendavelloo, GCSK, SC	Deputy Prime Minister, Minister of Energy and Public Utilities
Hon. Mrs Leela Devi Dookun-Luchoomun, GCSK	Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology
Dr. the Hon. Mohammad Anwar Husnood	Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management
Hon. Alan Ganoo	Minister of Land Transport and Light Rail
Dr. the Hon. Renganaden Padayachy	Minister of Finance, Economic Planning and Development
Hon. Nandcoomar Bodha, GCSK	Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade
Hon. Louis Steven Obeegadoo	Minister of Housing and Land Use Planning
Hon. Mrs Fazila Jeewa-Daureeawoo, GCSK	Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity
Hon. Soomilduth Bholah	Minister of Industrial Development, SMEs and Cooperatives
Hon. Kavydass Ramano	Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change
Hon. Mahen Kumar Seeruttun	Minister of Financial Services and Good Governance
Hon. Georges Pierre Lesjongard	Minister of Tourism
Hon. Maneesh Gobin	Attorney General, Minister of Agro-Industry and Food Security
Hon. Yogida Sawmynaden	Minister of Commerce and Consumer

	Protection
Hon. Jean Christophe Stephan Toussaint	Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation
Hon. Mahendranuth Sharma Hurreeram	Minister of National Infrastructure and Community Development
Hon. Darsanand Balgobin	Minister of Information Technology, Communication and Innovation
Hon. Soodesh Satkam Callichurn	Minister of Labour, Human Resource Development and Training
Dr. the Hon. Kailesh Kumar Singh Jagutpal	Minister of Health and Wellness
Hon. Sudheer Maudhoo	Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping
Hon. Mrs Kalpana Devi Koonjoo-Shah	Minister of Gender Equality and Family Welfare
Hon. Avinash Teeluck	Minister of Arts and Cultural Heritage
Hon. Teeruthraj Hurdoyal	Minister of Public Service, Administrative and Institutional Reforms

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Speaker	Hon. Sooroojdev Phokeer, GOSK
Deputy Speaker	Hon. Mohammad Zahid Nazurally
Deputy Chairperson of Committees	Hon. Sanjit Kumar Nuckcheddy
Clerk of the National Assembly	Lotun, Mrs Bibi Safeena
Adviser	Dowlutta, Mr Ram Ranjit
Deputy Clerk	Ramchurn, Ms Urmeelah Devi
Clerk Assistant	Gopall, Mr Navin
Clerk Assistant	Seetul, Ms Darshinee
Hansard Editor	Jankee, Mrs Chitra
Parliamentary Librarian and Information Officer	Jeewoonarain, Ms Prittydevi
Serjeant-at-Arms	Pannoo, Mr Vinod

MAURITIUS

Seventh National Assembly

FIRST SESSION

Debate No. 12 of 2020

Sitting of Thursday 14 May 2020

The Assembly met in the Assembly House, Port Louis, at 11.30 a.m.

The National Anthem was played

(Mr Speaker in the Chair)

ORAL ANSWER TO QUESTION

COVID-19 PANDEMIC - LOCKDOWN - ECONOMIC IMPACT

The Leader of the Opposition (Dr. A. Boolell) (*by Private Notice*) asked the Minister of Finance, Economic Planning and Development whether, in regard to the economic impact of the lockdown from March 2020 to date on the Mauritian economy, he will state –

- (a) if same has been quantified and, if so, give the figure thereof, including the figure sector-wise, and
- (b) when he proposes to introduce the package of accompanying measures to re-launch the economy and investment, indicating how same will be financed.

Dr. Padayachy: M. le président, je crois qu'il est important de rappeler qu'une grande partie du monde, Maurice ne faisant pas exception, est toujours en confinement.

A ce titre, l'impact économique des restrictions liées à la lutte contre la pandémie du Covid-19 est en constante évolution et n'est pas final.

Au niveau global, les dernières estimations du FMI en date du 14 avril 2020 tablent sur une forte contraction de la croissance mondiale en 2020, à hauteur de 3%, et ce dans le meilleur des scénarii.

Pour rappel, plus de 150 pays feront face à une contraction, c'est-à-dire une croissance économique négative.

M. le président, vous conviendrez cependant que depuis la publication de cette estimation, la situation a continué à se détériorer, ce qui légitimement, laisse entrevoir une récession encore plus profonde que ce qui avait été prévu dans le scénario le plus pessimiste.

Face au grand confinement, le risque d'une durable récession est bel et bien réel. Dans cette éventualité, et toujours au niveau international, le PIB mondial pourrait connaître une violente contraction, au-delà même des 6% envisagés par le FMI dans son pire scénario. Une chose est en revanche certaine, l'économie mondiale n'est pas prête de revenir à son niveau d'avant crise, en tout cas pas avant 2024.

A l'échelle nationale, le FMI prévoit pour Maurice, dans le meilleur des cas, une croissance négative de 6,8%. Précisons cependant que cette estimation a été réalisée avant le prolongement du confinement de Maurice et donc, ne tient pas compte du confinement étendu entre la seconde quinzaine d'avril et le 1^{er} juin 2020.

Il faut donc s'attendre à un ralentissement plus prononcé, et c'est d'ailleurs sur cette base que nous avons établi, au niveau national, des scénarii plus réalistes que ceux prévus par les instances internationales.

Les estimations qui en ressortent, à notre niveau, sont une contraction de notre PIB allant de 7 à 11% pour l'année 2020, selon comme mentionné la profondeur et la durée de la crise, toutes choses égales par ailleurs. A mesure que le confinement se prolonge et que cette crise sanitaire globale perdure, un dépassement de contraction de 10% devient une forte probabilité. En termes de chômage, comme j'aurai l'occasion de le préciser, si rien n'est fait, Maurice pourrait voir son nombre de chômeurs grimper de 150% pour arriver à un total de 100,000 actifs non-employés, soit 17,5% de la population active. Cela représenterait une augmentation de près de 60,000 chômeurs à travers le pays.

En ce qui concerne la partie (a) de la question, portant sur l'impact du confinement résultant de la pandémie du COVID-19 sur les différents secteurs de l'économie mauricienne en 2020, voici ce que, pour l'heure, nous pouvons avancer. Il est estimé –

- (a) que la croissance positive du secteur agricole se situera entre 1 et 1,5 %;
- (b) qu'une contraction de 80% dans le secteur du tourisme est attendue dans les deux scénarii envisagés;
- (c) qu'une contraction de 15 à 30% dans le secteur manufacturier et de 30 à 35% dans le secteur textile sont à anticiper;
- (d) qu'une croissance positive dans le secteur des TIC s'établissant entre 2 et 3% est prévisible;
- (e) que le secteur de la construction, malgré le contexte actuel sera, avec notre appui, résilient et pourrait connaître une croissance positive de 3 à 4%;
- (f) que la contraction du secteur du commerce de détail sera de l'ordre de 5 à 6%;
- (g) que la croissance du secteur financier sera positive à 2%, dans le scénario optimiste, et qu'elle sera négative, à -7% dans le scénario pessimiste;
- (h) que la contraction du secteur immobilier est jaugée à 3% dans les deux scénarii; et enfin
- (i) qu'aucune croissance n'est estimée dans les secteurs professionnels et administratifs dans les deux scénarii.

Encore une fois, M. le président, de nombreuses incertitudes perdurent, et il est peu probable que la situation tant mondiale que locale continue d'évoluer au cours des prochaines

semaines et des prochains mois. Nous suivons bien évidemment de près, de très près l'impact de la pandémie sur le PIB et la croissance sectorielle, ainsi que sur l'emploi. Nous ajusterons nos prévisions à la lumière des dernières informations.

M. le président, en ce qui concerne la partie (b) de la question, le gouvernement a, de façon proactive et engagée, déjà pris un grand nombre de mesures pour protéger nos entreprises et leurs salariés afin d'éviter les faillites et des licenciements en cascade.

Nous avons la ferme intention de mener à bien cette stratégie de sauvetage de nos forces vives car elles sont, j'en suis intimement convaincu, la condition *sine qua non* d'une reprise économique dès lors que la pandémie sera maîtrisée. Nous travaillons également de concert avec l'ensemble des parties prenantes pour planifier la reprise. Car c'est bien vers cet objectif que, tous ensemble, nous devons tendre.

Je peux d'ores et déjà vous indiquer que la question de la relance de l'économie et de l'investissement sera au cœur du Budget 2020/2021.

Les moyens de financement de la relance seront bien entendu largement couverts dans le budget à venir.

M. le président, tout arrive à point à qui sait attendre.

Merci.

Dr. Boolell: I thank the Minister for his reply. I am not going to mention the demerits of the proposed amendment in respect of the amendments being brought to the Bank of Mauritius Act and the Public Debt Management Act. But, in respect of what has been announced in the omnibus legislation relating to the COVID-19 Bill, will he state how the COVID-19 Project Development Fund will be financed? Will it be financed from the Rs11 billion out of the Rs18 billion which was transferred from the Bank of Mauritius? Rs7 billion was used for prepay the African Bank of Development. So, there is Rs11 billion left. Will the Minister inform the House whether this Rs11 billion will be used to finance the Project Development Fund as announced in the COVID-19 Bill?

Dr. Padayachy: M. le président, par rapport aux 11 milliards de roupies, je l'ai déjà précisé, c'est dans le *Consolidated Fund*. Par rapport au *Project Development Fund*, tous les fonds qui vont provenir de l'Etat vont sortir du *Consolidated Fund*. Donc, quand on le fera, il sera informé. On va venir à l'Assemblée et il aura les précisions qu'il voudra. Donc, à l'heure actuelle, nous sommes en train de travailler sur le budget pour relancer l'investissement et

l'économie. Donc, à l'heure actuelle, nous n'allons pas dévoiler notre stratégie tant qu'elle n'est pas terminée. Dans pas longtemps, nous allons venir avec notre budget et les honorables membres de l'Opposition auront l'occasion de débattre dessus. Donc, nous sommes en train de travailler au plus urgent. Nous avons mis en place pas mal de *schemes*, que ce soit pour les employés ou pour les entreprises concernant le fonds de roulement, concernant comment payer les salaires depuis le mois de mars jusqu'au mois de mai, et le budget viendra par la suite pour annoncer le plan de relance de l'investissement et de l'économie.

Donc, concernant le *Project Development Fund*, en temps et lieu, nous allons annoncer comment on va procéder au financement et d'où sortiront ces financements. Mais je peux le dire dès maintenant. Tout ce qui sort pour la finance publique, je pense que les anciens ministres des Finances le savent, ça sort du *Consolidated Fund*! Et le *Project Development Fund* sera ouvert aux *grants* tout simplement ; les donations des pays amis et aussi des individus. Mais on fera tout dans la lumière et la transparence.

Dr. Boolell: Mr Speaker, Sir, the hon. Minister reminds me of Oliver Twist, begging for more and more. Do you have a strategy, yes or no? In the name of transparency and accountability, state the facts! Either you have it or you don't have it! And don't beat about the bush.

Dr. Padayachy: M. le président, on a tous des masques mais pour une fois, j'aimerais qu'on arrête de crier dans cette Assemblée. Je n'arrive pas à comprendre...

(Interruptions)

Non, je ne dis pas ça pour vous...

(Interruptions)

J'aimerais préciser. M. le président, vous êtes le seul à pouvoir exercer ce droit.

(Interruptions)

Mais j'aimerais que, pour une fois - je ne suis pas sourd, vous pouvez me parler, j'écoute. Je suis à l'écoute, j'écoute...

(Interruptions)

Je ne prends pas d'ordre de l'honorable Shakeel Mohamed...

(Interruptions)

Mr Speaker: Order, please! Let the Minister answer the question!

Dr. Padayachy: M. le président...

Mr Mohamed: Beating around the bush!

Mr Speaker: No comments, please!

Dr. Padayachy:... le leader de l'opposition a posé une question...

Mr Mohamed: Pena réponse!

Mr Speaker: No comments, please!

Dr. Padayachy: Je peux répondre ! On a une stratégie et je viens de le dire, elle sera présentée lors du budget. Nous le faisons tous les ans. Donc, on va le faire avec le budget.

Dr. Boolell: Mr Speaker, Sir, in the meantime, there is deep-seated concern in the population. Let me ask the Minister - and I single out Air Mauritius - will Government, through the Bank of Mauritius Special Reserve Fund, bail out Air Mauritius? Because this is a deep-seated concern. People are waiting to know what the Government intends to do and, as Minister of Finance, you are using the Bank of Mauritius Fund. So, we have to know for what purpose?

Mr Speaker: Hon. Leader of the Opposition, there is something known as the rule of anticipation. There is a Bill coming and there are amendments in that Bill. Therefore, with regard to that rule, you are not allowed this sort of question.

(Interruptions)

The rule!

Dr. Boolell: Am I to understand that, in the name of public interest, I am not allowed to put questions which are relevant...

Mr Speaker: In the name of Standing Order 46...

Dr. Boolell: ...knowing that this money comes from taxpayers?

Mr Speaker: In the name of Standing Order 46 of this National Assembly.

Dr. Boolell: My lips are sealed then. I let you have your way.

Mr Mohamed: Mr Speaker, Sir, allow me on this, since you refer to Standing Order 46: 'it shall be out of order (...)' you said. Do you refer to paragraph (1) or paragraph (2) or paragraph (3)? Which one?

Mr Speaker: You are challenging my ruling?

Mr Mohamed: No, not at all, I just seek your clarification. I seek your help.

Mr Speaker: My ruling is final.

Mr Mohamed: Yes, I would just like clarification from you.

Mr Speaker: My ruling is final.

Mr Mohamed: Yes. On what do you...

Mr Speaker: I will not entertain any comments.

Mr Mohamed: You do not know?

Mr Speaker: I will not entertain any comments. My ruling is final...

Mr Mohamed: But it is just a request...

Mr Speaker: ...and I discussed with the hon. Leader of the Opposition this morning.

Mr Mohamed: You mean to say that...

(Interruptions)

as an hon. Member, you refuse to let me know under what Standing Order you are referring?

(Interruptions)

Mr Speaker: Any question? Hon. Bhagwan!

Mr Mohamed: That is what you are saying? I guess you don't know what it is.

(Interruptions)

Mr Speaker: Hon. Bhagwan!

Mr Bhagwan: Yes. Mr Speaker, Sir, thank you for giving me the opportunity to ask a question.

Mr Speaker, the Minister of Finance has been repeatedly talking about *récession*, *manque d'argent*, *manque de revenu*, *il y a un problème économique*, *et on demande à la population de faire des sacrifices*.

How does the Minister reconcile the fact that while, at the same time, he is asking the population to *serre ceinture*, make sacrifice, on the other side, what do we see? *Qu'est-ce que la population est en train de constater? Des milliards sont volés de la banque d'État. Il y a des gaspillages au sein...*

Mr Speaker: Relate your question to this main question!

Mr Bhagwan: I am asking!

Mr Speaker: Your supplementary question should relate to the main question. Don't go outside the ambit!

Mr Bhagwan: I am not going out. I am talking of public money! What action does the Minister of Finance, as a taxpayer, also as a citizen of this country, intend to take urgently against all those who are engaged in *gaspillage, vol d'argent*? The clear example, nearly Rs8 billion lost, *perdus, volés* à la State Bank!

Mr Speaker: Talk about the lockdown. Hon. Member, the question is about the lockdown.

(Interruptions)

The lockdown on the question! You read the question, hon. Member!

Any other question, hon. Duval?

Mr X. L. Duval: Yes. Mr Speaker, Sir, I would like to ask ...

Mr Bhagwan: to have an answer, Mr Speaker, Sir?

Mr Speaker: I don't know if the hon. Minister would answer outside the question.

Mr X. L. Duval: I would like to ask the hon. Minister, the question, as I read it, relates to the economic impact of the lockdown, which is different from the economic impact of COVID-19. So, what I would like to know is what is the cost of locking down - as the question is saying - the economy every week, every month, and as hon. Shakeel Mohamed rightly mentioned yesterday, with the R factor nearly zero, what is the cost? That is the question, with all due respect, Mr Speaker, Sir.

Dr. Padayachy: M. le président, je vais relire la question pour l'honorable Duval, parce que je crois qu'il n'a pas la même question - *whether in regard to the economic impact of the lockdown from March 2020 to date on the Mauritian economy.*

(Interruptions)

Je viens de le dire, une contraction de 7 à 11%. C'est l'impact. Le *lockdown*, M. le président, découle de la pandémie. C'est comme si on est en train de découvrir des choses ici; certaines personnes découvrent qu'on est en *lockdown*. Ce n'est pas une plaisanterie. On

est en *lockdown*, pourquoi? On se pose la question. C'est par rapport à la pandémie sanitaire. Est-ce que c'est quelque chose de normal, M. le président? Est-ce que quelqu'un, ici, dans cette Assemblée, a déjà vécu ce genre de situation? Donc, on est en train de répondre à la question de manière simple en disant qu'on aura, si rien n'est fait, une contraction de 7 à -11%.

(Interruptions)

Mais c'est comme ça, l'économie!

(Interruptions)

Mr Speaker: Let the Minister reply!

Dr. Padayachy: Mais c'est comme ça l'économie ! Vous, en tant qu'ancien ministre des Finances, vous devez savoir que quand je dis -7% du PIB, le calcul est très simple !

(Interruptions)

Je l'ai dit, -7% de ...

Mr Speaker: You are taking your own time. You are losing, making an abuse.

(Interruptions)

Dr. Padayachy: Mais je dis par rapport à la question !

Mr Speaker: Hon. Leader of the Opposition!

Dr. Boolell: In the name of transparency, Minister, the amount has to be value bound. Can we have the amount? Because that pandemic would not last forever. Can we have the value? It has to be bound. As a Minister responsible, you have to inform the House and the public as to the amount that will be needed.

Dr. Padayachy: Je répète. Je vais répéter, maintenant. Quand on parle de l'impact économique, en général, je ne sais pas maintenant ...

(Interruptions)

Mr Speaker: What is happening in this House?

(Interruptions)

You have the question and you have the answer!

(Interruptions)

But don't obstruct the proceedings of the House! You don't have that right!

(Interruptions)

You don't have that right!

Dr. Padayachy: Quand on parle d'impact économique, en général, on se réfère à l'impact sur la croissance économique. Est-ce que le PIB va augmenter ou va diminuer ? Aussi simple que ça. Donc, l'impact économique, c'est une contraction ...

(Interruptions)

Mr Speaker: Can you withdraw that word '*voler*'?

(Interruptions)

The word '*voler*'.

(Interruptions)

Mr Bhagwan: I have said '*voler*' outside.

Mr Speaker: Withdraw the word '*voler*'.

Mr Bhagwan: That '*voler*' is not for him.

(Interruptions)

Mr Speaker: Remove the word '*voler*'.

Mr Bhagwan: I meant '*voler*' outside. The *voler*, *coquin l'argent* State Bank, *coquin l'argent public*.

Mr Speaker: Remove the word '*voler*'.

Mr Bhagwan: I have not stated he is a '*voler*'.

Mr Speaker: If you don't remove, you withdraw!

Mr Bhagwan: I withdraw. The word '*voler*' is not addressed to him.

Mr Speaker: You have removed the word '*voler*'.

Mr Bhagwan: Not to him, but the '*voler*' outside.

Mr Speaker: Have you withdrawn the word '*voler*'?

Mr Bhagwan: The '*volers*' are outside. Those who have stolen money of State Bank.

Mr Speaker: Have you removed the word '*voler*'?

Mr Bhagwan: I have not stated that to him.

Mr Speaker: I am asking you to withdraw the word '*voler*'.

Mr Bhagwan: Why? But it is not to him.

Mr Speaker: Whether to him or to anybody, you have to withdraw.

(Interruptions)

Mr Speaker: One time, if you don't withdraw ...

(Interruptions)

Mr Bhagwan: But you can't shout at me!

Mr Speaker: Second time, remove the word '*voler*'.

Mr Bhagwan: I remove '*voler*', not to him.

Mr Speaker: Third time, remove the word '*voler*'.

Mr Bhagwan: I remove the word '*voler*' which is not meant for him.

Mr Speaker: Thank you. You have removed the word '*voler*'. You continue, Minister, you were answering!

Dr. Padayachy: Je continue par rapport à la question. Donc, je reviens. J'aimerais savoir si l'honorable X. L. Duval est en train de faire une différence entre le *lockdown* et la pandémie. Mais là, franchement, on est dans le confinement parce qu'il y a une pandémie.

(Interruptions)

Mais là, franchement, où est-ce qu'on vit ?

Mr Speaker: At least, it is a good time ...

Dr. Padayachy: Est-ce qu'on n'est pas dans une pandémie au niveau international ?

Mr Speaker: Last question, Leader of the Opposition!

Mr X. L. Duval: On a point of order. The Minister mentioned my name. I should have a chance to ask a supplementary question. Directly, he addressed himself to me. Surely, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: This is not a point of order. A point of order is about procedure. Do you find anything concerning procedure in that? No! The last question, Leader of the Opposition!

Dr. Boolell: The Government, of course, is responsible for the pre-COVID economic disastrous situation in Mauritius.

(Interruptions)

Yes, it is a fact. Can I ask the hon. Minister whether it is the policy of this Government to undermine the independence and authority of the Bank of Mauritius because it is not answerable to Parliament and to a Board of Directors which is at the beck and call of this Government? Is this sound monetary policy?

Dr. Padayachy: Je vais répondre à cette question. Cela n'a rien à voir. Vous êtes en train de parler de l'impact économique et vous ramenez la Banque de Maurice dedans. Quelle est la mission ? J'aimerais demander au leader de l'opposition, s'il le sait. Quelle est la mission ?

(Interruptions)

J'ai le droit de répondre. Quelles sont les missions de la Banque Centrale. Si vous savez la réponse, vous comprendrez ! Première mission, c'est la stabilité des prix.

(Interruptions)

Mr Speaker: Just listen! You ask questions and when you are given a reply, you don't listen to the reply.

Dr. Padayachy: Deuxième mission de la Banque centrale, c'est quoi? La soutenabilité du développement économique. Allez, faites votre *homework* ! Le peuple est en train de vous payer pour faire ce travail. Ne posez pas les questions que vous n'avez pas. Vous devez étudier les lois. Allez regarder le *Banking Act* avant de poser des questions. L'indépendance de la Banque Centrale. Elle était indépendante sous vous !

Dr. Boolell: ...ce que vous êtes en train de faire dans le *COVID Bill*.

Mr Speaker: Is that a question?

Dr. Boolell: This is a question because of the amendment of the public sector...

Mr Speaker: Be clear with your question. I can allow you a last question. Is that a question? Be clear!

Dr. Boolell: Yes, my question is: Can I impress upon the Minister, in the name of transparency and accountability, to give facts and figures to the public? Because he has chosen not to reply to specific questions put to him.

Dr. Padayachy: M. le président, je le redis, l'impact économique sera de l'ordre de -7% à -11%.

(Interruptions)

Mon Dieu ! On ne peut pas donner des *figures*, parce que le PIB évolue. Franchement, ce n'est pas une roupie, deux roupies. On parle de -7% à -11% du PIB. Le PIB évolue. Donc, là, c'est une estimation qui est dite aujourd'hui à l'heure que je vous parle. M. le leader de l'opposition, en économie, on parle de toute chose égale par ailleurs. Cela veut dire quoi, M. le leader de l'opposition et M. le président ? Cela veut dire tout simplement qu'à l'heure où je vous parle, c'est entre -7 et -11 et que cela évolue de jour en jour. Je l'ai dit dans ma réponse et cela, vous devez faire le calcul. Vous voulez avoir un chiffre en milliards. Mais, malheureusement, en économie, ce n'est pas cela. Je suis en train de vous parler en fonction...

(Interruptions)

en fonction...

(Interruptions)

en fonction...

Mr Speaker: This is not a parliamentary word!

Dr. Padayachy: ... en fonction, encore une fois...

(Interruptions)

Mr Speaker: You are not allowed to say to a hon. Member 'You are a disaster to the country'! You are not allowed! Withdraw the word!

(Interruptions)

Mr Bérenger: *Pena aucain* parliamentary...

(Interruptions)

Mr Speaker: You are not allowed to question the Chair! Don't start to stage a walk-out!

(Interruptions)

Don't start to stage a walk-out. Don't start!

(Interruptions)

Don't start to stage a walk-out!

(Interruptions)

Don't start to stage a walk-out!

Dr. Boolell: Mr Speaker, Sir, I'll bounce back on what you say. Then, the whole Government is disastrous to this country.

Mr Speaker: Yes. You are a hon. Leader of the Opposition!

(Interruptions)

No matter! You are a hon. Leader of the Opposition! Thank you for that.

(Interruptions)

Dr. Padayachy: Je vais terminer avec...

(Interruptions)

Mr Speaker: You mean?

Dr. Padayachy: Je vais terminer avec ma réponse. M. le président, c'est que tous les anciens ministres des Finances de l'opposition ont dit, et il y en a même un célèbre, l'ancien ministre des Finances du Parti travailliste qui a dit qu'aucun ministre des Finances ne s'est retrouvé dans une situation pareille. Récemment, il a préconisé l'utilisation des deux Réserves de la Banque de Maurice pour sortir de cette crise. Et là, je n'ai pas vu une seule personne de l'opposition en train de critiquer ! Là, on est tranquille, on a réécouté et on a trouvé que c'est très bien !

(Interruptions)

Lui-même ! Lui-même ! Lui-même !

(Interruptions)

C'est ça la transparence !

(Interruptions)

C'est ça la transparence ! L'ancien ministre des Finances...

(Interruptions)

L'ancien ministre des Finances a dit que nous n'aurons par le choix que d'utiliser les deux Réserves.

Mr Speaker: Wear your mask, hon. Member! Hon. Juman, wear your mask!

Dr. Padayachy: Donc, M. le président, encore une fois, à question précise, réponse précise. Quel va être l'impact économique de cette crise ? Pour expliquer très simplement, à l'heure où je vous parle, cela va de -7% du PIB à -11% du PIB. Voilà la réponse à cette question qui était précise et qui maintenant a été un peu, je vais dire, chatouillée, où on change un peu les mots et on essaie d'avoir le montant. A aucun moment, on n'a demandé le montant dans cette question. On a demandé l'impact économique et on parle d'impact économique, on parle de l'impact en fonction du taux positif de la croissance économique ou du taux négatif de la croissance économique.

Mr Speaker: Time is over!

MOTION

SUSPENSION OF S.O. 10(2)

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (2) of Standing Order 10.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.

(12.05 p.m.)

PUBLIC BILLS

Order read for resuming adjourned debate on the Second Reading of the following Bills -

- (a) **THE COVID-19 (MISCELLANEOUS PROVISIONS) BILL (NO. I OF 2020)**
- (b) **THE QUARANTINE BILL (NO. II OF 2020)**

The Minister of Finance, Economic Planning and Development (Dr. Padayachy): Voilà presque deux mois, M. le président, que Maurice est entré en confinement. Au prix d'efforts partagés et sacrifices consentis, nous sommes, aujourd'hui, en passe de maîtriser la pandémie du Covid-19.

Alors que le pire de la crise sanitaire semblerait être derrière nous, notre priorité est de relancer l'économie.

Cette crise, nous l'abordons différemment car elle ne ressemble à aucune autre.

Sorte de mise en abyme de la sur-globalisation, elle nous pousse à questionner nos certitudes et à nous recentrer sur nos priorités.

Oui, M. le président, nous recentrer sur nos priorités, car la situation est d'une extrême gravité.

A mesure que le contexte économique global se détériore, sous le coup du Grand Confinement, le scénario d'une contraction de plus de 10% de l'économie mauricienne devient de plus en plus réel, toutes choses égales par ailleurs.

M. le président, l'heure est grave. Plusieurs indicateurs économiques doivent tirer la sonnette d'alarme.

L'investissement, d'après nos dernières estimations, pourrait se contracter de 18%. Comme je l'ai dit précédemment, si rien n'est fait, le chômage, quant à lui, pourrait croître rapidement, atteignant les 100,000 actifs d'ici la fin de l'année, soit une augmentation de presque 60,000 personnes.

Ces préoccupations sont également partagées par l'ensemble des institutions internationales et agences de notation.

Soumis à des menaces de toutes parts, la crise du Covid-19 a mis notre terre sur pause, nous offrant la possibilité de l'appréhender sous un nouveau jour.

Mais ne croyez pas qu'il nous suffirait de revenir en arrière pour que justement, Maurice puisse aller de l'avant. Le « *business as usual* » nous conduirait tout droit à la catastrophe.

Cette attitude, qui aurait été synonyme de facilité, le gouvernement l'a précisément refusée, et cela dès que la menace sanitaire et économique s'est approchée de notre pays.

Au dogmatisme, nous avons préféré le pragmatisme et la solidarité.

Concrètement, cela s'est traduit par la mise en place de mesures extraordinaires et sans précédent dès le 10 mars dernier.

Alors que certains lorgnaient presque indécemment sur la paralysie de l'action publique, nous nous sommes, avec force et conviction, engagés dans le processus inverse. Et cela, dans le seul but de venir à la rescousse des foyers et entreprises mauriciennes en détresse.

Confrontés à d'immenses difficultés, notre devoir en tant que *Caring government* est de rester à leurs côtés.

Cette première phase, celle du soutien d'urgence, a permis d'éviter une catastrophe économique et sociale d'une ampleur jamais observée. Coûte que Coûte, nous avons tout mis en œuvre pour éviter des vagues de défauts de paiement, des faillites en cascade et un tsunami de licenciements.

M. le président, à travers des mesures inédites, nous avons empêché le pire.

Le « *Wage Assistance Scheme* » a soutenu environ 260,000 employés et le « *Self-Employed Assistance Scheme* » a soulagé plus de 180,000 indépendants et travailleurs du secteur informel.

A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle : ces deux mesures sont étendues pour le mois de mai 2020.

J'aimerais poser la question, M. le président, à certains honorables membres de l'opposition : « Etiez-vous aux côtés des indépendants, des *self-employed*, en 2009 ? Aviez-vous pensé à eux à ce moment précis, en pleine crise économique ? Leur aviez-vous accordé une allocation ?

M. le président, non ! Non, M. le président, parce qu'ils étaient qu'avec les possédants, qu'avec le plus aisés de la société mauricienne.

M. le président, si à cela nous ajoutons des aides sociales préexistantes à la crise, telles que la pension de vieillesse ou le *social aid*, ce sont plus de 650,000 Mauriciens qui ont été directement et financièrement aidés par le gouvernement.

Je vais maintenant parler, M. le président, sur la seconde phase. À l'approche du déconfinement, nous entrons dans une phase, celle de la reconstruction. Alors que la distanciation sociale, les gestes barrières et le port du masque ne nous quitteront pas au 01 juin, notre machine économique est, elle, prête à répartir.

À ce titre, le *COVID-19 Bill* revêt une importance capitale pour pouvoir amorcer une reprise progressive, robuste et coordonnée.

S'il y a bien des leçons que nous pourrions tirer de cette crise, la première serait sans doute celle de l'humilité et du courage. C'est dans cet esprit que le *COVID-19 Bill* a été pensée, au travers d'une logique de redistribution et d'innovation.

À l'heure où la crise a ébranlé nombreuses de nos certitudes, il nous faut repenser notre modèle et accélérer la transition débutée il y a bientôt 5 ans. Avec le *COVID-19 Bill*, nous nous donnons les moyens de nos ambitions.

Si je reprenais la doctrine hégélienne, je vous dirai volontiers que – «l'évolution n'est pas une simple éclosion sans peine et sans lutte, mais le travail dur et forcé sur soi-même».

Nous devons faire preuve d'audace et de réflexion pour trouver les solutions à des problèmes que jamais, je le dis bien jamais, ne s'étaient posés.

M. le président, cette crise nous a poussés dans le vide de l'inconnu. Cette situation, comme l'a rappelé un de mes prédécesseurs, aucun ministre des finances n'y a jamais été confronté. Jamais. Ce n'est pas pour autant que nous, nous allons baisser les bras dans ces temps troubles. Au contraire.

En réponse le *COVID-19 Bill* vient réviser plusieurs textes de lois au vu des défis socio-économiques qui nous saisissent.

Ces amendements sont les leviers d'action, conventionnels ou non que le gouvernement a choisi d'enclencher afin de relancer l'activité économique et d'investir dans l'innovation des idées. Investissements stratégiques, justice sociale et flexibilité seront les crédos de notre économie post-Covid-19.

M. le président, la banque de Maurice a soumis une demande d'élargissement de ses pouvoirs afin d'assurer plus efficacement sa mission primaire, celle de la stabilité des prix, et surtout, de la soutenabilité du développement économique.

À l'inverse de la crise de 2009, celle que nous connaissons actuellement trouve sa genèse dans l'économie réelle. C'est une crise systémique. Et, permettez-moi, M. le président, de le dire sans détours, si la crise économique d'aujourd'hui se propageait demain dans le système bancaire, ce serait le chaos économique.

En accédant à cette demande, le gouvernement permet à la Banque de Maurice de protéger le système bancaire de notre pays, certes bien capitalisé, mais en proie aux risques exponentiels comme l'a indiqué l'agence de notation Moody's dans son dernier rapport en date du 12 mai 2020.

Ainsi, en termes d'investissements stratégiques, le *COVID-19 Bill* introduira la possibilité pour le Conseil d'administration de la Banque de Maurice d'investir, à sa discrétion et en toute indépendance, dans l'économie mauricienne.

Sachez que la Banque de Maurice, possède des réserves équivalentes à plus de 12 mois d'imports, un ratio bien plus élevé que les standards internationaux, plaçant la barre à 6 mois de réserves. Ces réserves sont actuellement investies à l'international.

En effet, je rappelle qu'il existe, au niveau de la Banque de Maurice, un Comité d'investissement chargé de la politique d'investissement des réserves de Maurice. Ce Comité perdurera.

Cependant, dans le contexte de la crise économique, la Banque de Maurice a exprimé sa volonté de rapatrier certains de ces fonds investis car soumis aux risques accrus de la volatilité du marché au niveau international.

Ne pas le faire, M. le président, serait courir le risque d'engendrer des pertes colossales sur l'argent du peuple. Voilà, M. le président, ce que nous allons empêcher avec les amendements à la *Banking Act*.

A travers les amendements apportés au *Bank of Mauritius Act*, les réserves de la Banque de Maurice seront utilisées au profit des Mauriciens.

Car cet argent, après tout, M. le président, n'appartient-il pas aux Mauriciens?

Car quoi de plus beau que d'investir dans ce en quoi nous croyons plus que tout: la production nationale.

A moins que certains, pataugeant dans une contradiction démagogique, et sous prétexte d'un faux-semblant de conventionnalisme d'un autre temps, aurait préféré qu'on continue à investir cet argent sur les places financières internationales avec des rendements négatifs.

Cette approche est une réalité dans de nombreux pays à travers le monde. L'objectif de cette mesure est –

- d'une part et dans l'immédiat, de préserver notre système économique et bancaire conformément au mandat de la Banque de Maurice;
- d'autre part et sur le long terme, de générer des rendements positifs pour accroître la richesse nationale au profit de cette génération et des prochaines.

M. le président, permettez-moi d'emprunter la pensée d'Olivier Blanchard et de vous affirmer qu'aujourd'hui, même nos incertitudes sont incertaines, et que l'extrême prudence, en matière économique, ne ferait qu'alimenter la crise.

Dans ce contexte incertain, le cadre qui régit la Banque de Maurice ne lui permet pas de faire usage de mesures non-conventionnelles pour mener à bien son mandat. Encore une fois, à la demande de la Banque, le Gouvernement va donc introduire des amendements lui octroyant la possibilité de coupler son action à celle d'une stratégie de *quantitative easing*.

Laissez-moi vous expliquer le pourquoi du *quantitative easing*. C'est une politique non-conventionnelle qui se résume à acheter des actifs financiers, généralement sous la forme d'obligation, appartenant au gouvernement ou à d'autres acteurs privés du marché comme les banques.

Utilisé pendant les crises économiques et financières de grande ampleur, cet outil permettra à la Banque de Maurice de minimiser les risques.

A cet égard, je me permets de prendre pour référence l'ancien Gouverneur Ben Benanke qui a eu recours pour l'une des premières fois au *quantitative easing* afin de lutter contre la récession aux États-Unis en 2009. C'est dans cette dynamique que nous nous engageons comme presque tous les pays à travers le monde.

Ne nous voilons pas la face. Ces instruments et mesures non-conventionnelles sont notre porte de sortie, comme tous les anciens ministres de finances, aujourd'hui dans l'opposition, l'ont réclamé.

M. le président, encore une fois concernant la limite sur les avances accordées pour compléter, au besoin, les dépenses imprévues, que n'a-t-on pas dit? Alors que notre économie a largement évolué ces dernières décennies, cette limite en revanche est restée inchangée depuis 1999. Un déphasage que nous nous chargeons de rectifier, en faisant passer ce seuil de 3,5 milliards de roupies à 15 milliards de roupies. Ce n'est pourtant pas sorcier, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

En 1999, le ratio de la limite des avances accordées s'établissait un 3,2 % du PIB. Il a aujourd'hui chuté à 0,7 % du PIB. Avec les changements proposés au Finance and Audit Act, nous rétablissons cet équilibre à 3 % du PIB. Cela on n'en conviendra n'a rien à voir avec de la mauvaise gouvernance comme veulent le faire croire certains.

M. le président, au chapitre de la Justice Sociale, le *COVID-19 Bill* se range du côté des plus vulnérables et des plus solidaires. À travers le *COVID-19 Levy*, nous demandons aux entreprises ayant une solide santé financière de contribuer à l'effort national. Cet effort nous le demandons uniquement aux entreprises profitables qui ont bénéficié du *Wage Support*

Scheme. Ce levier est applicable aux employeurs, qu'ils soient des individus, des compagnies ou des sociétés.

À travers le *COVID-19 Levy*, le gouvernement récupérera les aides octroyées mais cela dans la limite des 15 % de profit pour ne pas pénaliser les PME qui dégagent une profitabilité modeste. Autre changement apporté à l'*Income Tax Act*, nous autoriserons les contributeurs au *COVID-19 Solidarity Fund* de déduire les sommes versées de leur assiette fiscale. A ces contributeurs qu'ils soient des particuliers, des entreprises ou des institutions, M. le président, je leur dis merci.

Quant aux moratoires, ils permettront tout simplement d'alléger la pression qui pèse sur une grande partie de nos concitoyens.

Enfin, M. le président, nous ferons preuve de flexibilité à l'égard de celles et ceux qui traversent de grandes difficultés. En ce sens, la *Companies Act*, le *Foundations Act*, la *Mauritius Revenue Authority Act*, l'*Insolvency Act* et la *Limited Liability Partnership Act* seront amendées par des extensions de délai ou par des révisions de seuils pour tenir compte du contexte actuel.

M. le président, vous l'aurez aisément compris, les amendements proposés par le *COVID-19 Bill* ne sont pas des mesurette dispersées mais bien l'expression juridique ordonnée d'une volonté politique inébranlable au service des Mauriciennes et des Mauriciens. Cette vision impulsée par notre Premier ministre s'inscrit dans la continuité des décisions courageuses prises au cours de ces dernières années.

L'introduction d'un salaire minimum, d'un impôt négatif pour les travailleurs vulnérables et de l'augmentation de la pension ne sont que quelques exemples de la volonté du Premier ministre et de la détermination de sa majorité gouvernementale, pour impulser les politiques pour améliorer le quotidien de tous les Mauriciens. Ce sont ces mêmes décisions qui nous permettront de faire preuve de résilience face à la crise. Pour que l'économie mauricienne sorte plus forte de la crise, nous allons retirer les œillères qui nous empêchent de relever les défis de demain.

M. le président, osons nous affranchir des carcans d'antan, retenir ce qui fonctionne et repenser le reste. Être opiniâtres, innovants, solidaires et déterminés. Osons être à la hauteur de la circonstance.

Les Mauriciens et Mauriciennes ont donné au Premier ministre et aux membres de sa majorité gouvernementale ce qu'ils ont de plus cher, leur confiance. Nous ne les décevrons pas.

Merci.

Mr Speaker: Hon. Mrs Arianne Navarre!

(12.27 p.m.)

Mrs A. Navarre-Marie (Fourth Member for GRNW & Port Louis West): Merci, M. le président. M. le président, nous sommes aujourd'hui en présence de deux projets de lois, le *Quarantine Bill* et le *COVID-19 Bill*. Le *COVID-19 Bill* n'est rien d'autre qu'un aspirateur dans les poches des consommateurs et dépouillent les travailleurs de leurs droits acquis. C'est un subterfuge pour remplir les caisses du gouvernement alors que certains pourront préserver leur train de vie, d'autres vont perdre leurs emplois creusant davantage des fossés entre riches et pauvres.

M. le président, le manque de consultation avec les différents *stakeholders* est décrié. Je pense que tous les parlementaires sont en présence de pétitions venant des syndicats, de l'éminent professeur Parsuramen, de la société des psychologues, de l'observatoire de la démocratie et du secteur éducatif dénonçant la manière de faire du gouvernement. Est-ce que le gouvernement a eu l'opinion des experts sur le timing et les modalités de la réouverture des établissements scolaires sans mettre en danger la sécurité sanitaire des élèves tout en ne pas discontinuer éducation? Quel est le protocole à adopter au cas où une personne malade doit voyager en bus ou métro pour aller à l'hôpital mais la personne n'a pas de masque ? Toutes ces interrogations méritées et mérite toujours une bonne consultation avec les différents *stakeholders*. De plus, le nombre d'heures allouées pour débattre de ces projets de loi est contraire à la démocratie. Nous sommes contraints de lire des discours préparés pour pouvoir utiliser au maximum le temps qui nous est imparti.

La population a aujourd'hui les yeux braqués sur ceux qui se disait démocrate, proche des syndicalistes et d'autres animant des conférences de presse pour dénoncer la manière de faire du gouvernement et voulait faire de la politique autrement. C'est vrai, M. le président, qu'ils le font autrement en reniant leur valeur pour le pouvoir à tout prix. Et parlant des prix, alors que ceux-ci prennent l'ascenseur et que les consommateurs sont tondus, le ministre concerné avaient disparu pendant quelque temps, laissant la tâche à son collègue du tourisme qui essayait tant bien que mal de défendre l'indéfendable.

Permettez que je remercie les différents *front liners*, de quelque secteur qu'ils soient, d'autres honorables membres l'ont dit des deux côtés de la Chambre et l'honorable Nagalingum lui-même avait posé une question adressée au Premier ministre la semaine dernière à ce sujet sur le besoin de compenser et même de récompenser ces *front liners*. Nous avons une pensée spéciale pour eux et aux familles qui ont perdu un des leurs. Il y a actuellement une pétition en ligne pour donner le nom du docteur Bruno Cheong à l'hôpital de Flacq où il avait exercé pendant plusieurs années. Je ne sais si le gouvernement a pris connaissance de cette pétition et ce qu'il compte en faire.

Mes remerciements vont également aux officiers de la Sécurité Sociale, mené sous la houlette de M. Ramjunum, qui a été au four et au moulin pour la distribution des provisions, mais les critères d'éligibilité du gouvernement étant trop restreints, à savoir, seuls ceux qui touchent le *Carer's Allowance* et ceux qui sont sur le *Social Register*, une majorité de personnes vulnérables n'ont pu bénéficier de l'aide du gouvernement. Il y en a beaucoup dans ma circonscription et ailleurs dans les autres circonscriptions. Sans l'aide de certains députés qui sont venus en aide à ces personnes, je ne sais pas ce qui serait arrivé. Les députés de l'Opposition se sont démenés, sans pour autant faire appel à la *STC* pour ce qui est du riz et la farine ou à l'*Agricultural Marketing Board* pour les pommes de terre et les oignons. Des enfants n'ont pu avoir à manger parce que certains se fiaient aux repas fournis à l'école. Hier, l'honorable membre, Shakeel Mohamed en a fait état. Le ministère devrait trouver une formule pour que les enfants puissent bénéficier d'un repas pendant le confinement.

M. le président, les *self-employed* ont eu beaucoup de mal pour obtenir leurs *allowances* sous le *Self-Employed Scheme*. Beaucoup ne sont pas *computer literate* et ne pouvaient pas accéder au Website de la *MRA*. De plus, the Hot Line étant constamment occupée - on le comprend - comment fait-on donc pour qu'eux-aussi ne soient pas pénalisés ? Est-ce que les artistes et les pêcheurs ont été aidés pendant le confinement ? Si oui, d'où provient l'argent ? Il ne serait pas normal que cette *allowance* soit puisée du *Bad Weather Allowance* ou des fonds de la *MASA* respectivement.

M. le président, il est un fait également que des personnes en situation d'handicap sont les plus touchées lors du confinement. L'honorable Ms Stéphanie Anquetil en a parlé hier. Seul un panier de provisions ne règle pas la problématique. Ils ont difficilement accès aux services et aux médicaments. Des malentendants arrivent difficilement à trouver des piles pour les appareils auditifs. L'accès aux soins, à cause de la distanciation sociale, les rend

encore plus vulnérables. De plus, avec une mobilité réduite, elles ne peuvent souvent pas respecter la distanciation sociale car des fois elles ont besoin de l'aide d'une autre personne.

Est-ce qu'il y a eu des consultations avec les organisations compétentes pour voir comment venir en aide de façon efficace à ces personnes pendant le confinement ? Il y a eu une dérogation pour les enfants autistes, mais il faudrait en trouver également pour d'autres cas de handicap et pour cela il fallait consulter les experts, M. le président, en entament un dialogue pendant le confinement et l'après-confinement surtout.

Par faute de temps, je ne vais pas mentionner la problématique des violences conjugales, le nombre de *breach of protection orders* et la maltraitance des enfants par ceux qui sont censés les protéger. L'honorable Ms Anquetil en a longuement parlé hier. Nous avons toutes deux une question sur le sujet mardi dernier. Dans le secteur de l'éducation également il est déplorable qu'il n'y ait pas eu de consultation. Aucune consultation avec les représentants du secteur avant de proposer des amendements à la loi sur l'*Education Act*, comme ce fut le cas pour la réforme de l'éducation. Est-ce que les PTAs ont été consultés? D'ailleurs, des organisations syndicales du secteur ont adressé une lettre dans ce sens à tous les parlementaires leur demandant de ne pas voter les amendements relatifs à l'*Education Act* et parlent même d'anti-constitutionnalité de ce projet de loi. Les amendements proposés dans le secteur éducatifs mettent l'accent principalement sur les éléments suivants –

- Programmes d'apprentissage à distance et d'apprentissage en ligne.
- Hygiène et assainissement.
- Distanciation sociale et physique.
- Sécurité, ou devrais-je dire insécurité de l'emploi.

Et les observations du corps enseignants sont les suivants, programmes en ligne. Il n'existe aucune disposition pour la formation des éducateurs pour les Programmes en ligne, ni de Programme standards avec une plateforme électronique commune. Des dispositions n'ont pas été prises pour permettre à chaque école d'exploiter son propre *e-learning platform* pour l'apprentissage en ligne avec un *ID* pour chaque éducateur et chaque élève. Une telle plateforme pourrait être connectée à un *server* central au niveau du ministère pour faciliter le contrôle et la surveillance qui peut se faire en un clic et les éducateurs peuvent se connecter au système où qu'ils soient. Cela permettrait d'éviter la section 38(E) (t) concernant des détails sur le téléphone mobile et autres détails privés de l'éducateur. Cette provision est très grave dans la mesure où cela va à l'encontre du *Data Protection Act*. Aucune disposition

n'avait été prise pour fournir aux étudiants des groupes vulnérables des tablettes digitales. Donc, les enfants vulnérables ont été négligés, ils n'ont pas eu de tablettes. Donc, aucune disposition pour les forfaits d'installation d'internet gratuit, par exemple, dans un esprit d'égalité des chances éducatives pour tous.

M. le président, des étudiants vivants dans certaines poches de pauvreté n'ont pas été en mesure de suivre les programmes éducatifs diffusés, soit n'ayant pas de tablette digitale, soit que des parents ne sont pas *computer literate* ou ne comprennent pas l'anglais et ne pouvaient donc pas suivre les instructions comme le *downloading*, le *Zoom*, etc. De plus, comme les manuels scolaires sont gardés à l'école, beaucoup d'enfants ont été pénalisés pendant le confinement. Selon l'Unesco, la situation de confinement creuse davantage les inégalités et il y a danger de déscolarisation qui guette principalement les pauvres et ceux qui ont déjà des difficultés d'apprentissage. L'Unesco aurait organisé une visio-conférence face à l'urgence du Corona Virus, exprimant la crainte qu'un sur cinq élèves soit déscolarisé. Je ne sais pas si le ministère y a participé.

Nombre d'apprenants n'ont pu adhérer à l'apprentissage en ligne. J'avais une question sur le sujet le mardi 5 mai, et le 8 mai le Conseil des ministres a pris la décision de distribuer 2,572 tablettes digitales. En distribuant les tablettes maintenant seulement, cela indique clairement que des enfants ont déjà été pénalisés. C'est cela, creuser des inégalités. Cela démontre également que malgré des sommes colossales dépensées en termes de tablettes digitales, et dénoncées dans le rapport de l'audit comme des gaspillages car n'étant pas aux normes requises, il n'y a pas eu des résultats escomptés. Ce n'est que maintenant que les enfants vont recevoir leurs tablettes, et la question est : comment est-ce que la distribution des tablettes va se faire pendant le confinement ? Qu'elles sont les écoles qui vont bénéficier de ces tablettes, et après cette distribution, est-ce que la totalité des élèves auront obtenu les leurs ? J'ai parlé de toilette parce que j'allais venir sur la santé, hygiène et sanitation.

Alors, santé, hygiène et sanitation, le protocole établi se rapporte aux conditions sanitaires essentielles mais plusieurs questions restent floues telles que au cas où il y aurait un cas suspect ou confirmé de Covid-19, quel est le protocole à suivre ? Qui désinfectera les bâtiments scolaires, les classes, les toilettes ? Combien de jours avant la reprise est-ce que l'exercice de désinfection devrait être effectué en sachant que de nombreux produits chimiques peuvent avoir des propriétés qui durent plusieurs jours et qui peuvent représenter un risque pour la santé des enfants ? Combien de fois dans une semaine l'école doit-elle être complètement désinfectée ? Des informations précises doivent être données quant au port obligatoire des masques, de lavage des mains. Quel type de masque est approprié à porter ?

Pendant combien de temps les étudiants et le personnel peuvent-ils porter leurs masques pendant une journée ? A quelle fréquence doivent-ils renouveler le masque ? Comment les étudiants et le personnel obtiendront-ils leurs masques ? Nous savons tous, M. le président, que beaucoup d'élèves sont issus des milieux défavorisés et ne peuvent se prémunir des masques. Comment traiter un élève qui arrive à l'école sans son masque ? Peut-il être privé de scolarité ? Il est difficile de s'organiser pour permettre aux élèves de se laver les mains après deux périodes. Qui fournira de quoi se laver les mains ?

Le maintien de la distance sociale a été présenté comme mesure préventive majeure. Par conséquent, les éducateurs s'interrogent sur le nombre d'élèves autorisés par classe. De même que le protocole au cas où un parent ou autre visiteur souhaiterait venir à l'école. Il semblerait que les élèves de l'école secondaire privée n'ont jamais bénéficié de service de transport par autobus, *dedicated buses*. Comment l'autorité veillera-t-elle à ce que chaque école dispose d'un nombre suffisant d'autobus scolaire pour assurer la distanciation physique pendant le transport à destination et en provenance de l'école ? Des interrogations viennent des parents qui ont des enfants en crèche. Est-ce que les parents doivent payer les crèches alors qu'ils ont gardé leurs enfants pendant le confinement ? Il est vrai aussi que les crèches ont certains *fixed cost*. Je pense que les autorités se doivent de trouver une formule, le juste milieu pour ne pas léser les uns et les autres. Il y a également des parents qui travaillent *not from home* et qui n'ont personne pour veiller les enfants. Il faudrait trouver également une formule à ce sujet, M. le président. Le gouvernement n'a, bien sûr, pas pensé à cela par manque de dialogue encore une fois.

M. le président, le projet de loi *COVID-19* suscite une vague de peur parmi le personnel des écoles et les travailleurs de ce pays en général. Ce projet de loi est une trahison envers la classe ouvrière. L'emploi est menacé alors que les prix prennent l'ascenseur. Les travailleurs seront dépouillés de leurs droits acquis. Cette loi creusera encore plus les fossés entre les riches et les pauvres. Encore heureux que la population mauricienne est un peuple responsable, mais les cendres couvrent sous le feu. Et il faut éviter une explosion sociale. La solution est de mettre l'arrogance de côté comme on l'a vu ce matin et de gouverner dans le dialogue pour que la population puisse s'appropriier tout projet du gouvernement et en fait le leur.

Merci, M. le président.

Mr Speaker: Hon. Minister Dookun-Luchoomun!

(12.46 p.m.)

The Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology (Mrs L. D. Dookun-Luchoomun): M. le président, le monde aujourd'hui fait face à une situation exceptionnelle, des moments inédits et on dirait même que Covid-19 a presque anéanti le monde. Pour la première fois, M. le président, l'humanité se sent confronter d'un ennemi invisible, un ennemi global et qui n'a aucun souci de caste, de race, de statut ou de classe.

Covid-19 a montré sa capacité de tenir le monde en haleine, en otage et c'est clair qu'aujourd'hui nous sommes tous confrontés à un nouveau monde et tout d'un coup de nouvelles terminologies, tout devient familier. On parle de *new normalcy*; on parle de la distanciation sociale ; on parle de *trying and testing times*.

M. le président, nous sommes à un tournant. La réalité c'est que la pandémie nous force à revoir nos façons de faire, à revoir nos habitudes et cela est vrai pour tout le monde. Je reprendrai tout à l'heure au cours de mon intervention les points soulevés par l'honorable Madame Navarre-Marie. Mais c'est vrai que nous sommes en confinement et que dans les temps pareils, il y a bien des choses que nous ne pouvons faire à la vitesse que nous le souhaitons. Mais il faut dire que les crises ont toujours des choses en commun.

Crises, Mr Speaker, Sir, have a quality about them, that of compelling us to change and adopt new approaches to dealing with issues. The Bills before the House are precisely evidence pointing to that direction. We all understand that the two Bills are inexplicably connected.

En ce qu'il s'agit du *Quarantine Bill*, je prendrai quelques minutes à parler de quelques points du *Quarantine Bill*, mais je crois, M. le président, que c'est clair. Nous savons, M. le président, la quarantaine fait peur. Les gens ont peur de la ségrégation. Les gens ont peur de l'isolation. Et qu'est-ce qui les fait peur ? Peut-être pas vraiment la durée du confinement mais probablement parce que la personne en question craint qu'elle est elle-même infectée ou qu'elle est peut-être porteur ou vecteur possible. Et je pense, M. le président, que cette appréhension est surtout parce qu'ils ne comprennent pas vraiment la raison et le concept de la quarantaine. Et alors c'est très important aujourd'hui de moderniser l'ancien *Quarantine Bill* et de venir avec une législation qui nous permettra de mieux cerner la situation.

Mr Speaker, Sir, we are thinking about the welfare of the nation and recent cases have shown the heavy price paid by countries for being relatively lax about the imposed rigours of confinement and self-confinement. The resurgence, the second wave of Covid-19 has been, in fact, an inevitable expected outcome of such relaxation. So, Mr Speaker, Sir, the time has come for this modern Quarantine Bill. I will talk about two aspects of the Bill. We can now realise that with the new Covid virus that the way the contamination takes place varies and we have also learnt that the virus stays active for hours or days on certain surfaces such as plastic and metal. So, it has become important to review and think about ways in which diseases spread, the modes of transmission whether it is airborne, waterborne or by droplet transmission. Hence, the review of the definition of communicable disease itself has become important.

Then, Mr Speaker, Sir, we talk about ethical issues. People are worrying about how people can be taken straightaway to Quarantine Centres. But it is important for us to realise that, in pandemic driven conditions, we have to systematically harp on the personal responsibility of one and all, and ensuring the general good for the larger number during the COVID-19 pandemic. I believe we are all seeing the results at this particular juncture in our fight against this invisible enemy. And I must insist that the flattening of the epidemic curve could not be left to personal responsibility of each and every individual. Let it be stressed that the confinement allowed for better surveillance and control of the spread of the disease and that, Mr Speaker, actually led to the decrease in the number of reported positive cases.

Mr Speaker, Sir, the duty, the obligation to provide information and the duty to disclose diseases is extremely important. There are two sides to this. On the one hand, we have to guard against the propagation of false news and fake information hence the importance to give the right information and also, to ensure that there are sanctions for people who diffuse false information.

Mr Speaker, Sir, sections 9 and 10 of the Bill emphasize the responsibility of every individual to disclose the possibility of having been infected or exposed to the disease. We are all aware that one of the major challenges which the health sector faced in the midst of the pandemic has been the nondisclosure or the exposure of some persons. It hampers the contact tracing and it has severe repercussions, medical repercussions, delayed diagnosis and treatment, and also it has an impact on the spread of the virus.

Mr Speaker, we have to drive it home that it is a moral, medical, legal responsibility of each and every one to speak the truth, to give the real genuine information and I reiterate that such openness, such trust that will lead to pre-emptive actions in safeguarding the larger interests of the community.

Mr Speaker, Sir, let me now come to the COVID-19 (Miscellaneous Provisions) Bill. To save time, Mr Speaker, Sir, I will intervene mostly on the education sector.

According to UNESCO Institute for Statistics - nationwide school closures have taken place in 192 countries impacting on some 91.4% of the world students. That is a record number of more than 1.5 billion children and youth; and some 63 million teachers at the latest count.

In the light of the unexpectedness with which the pandemic has struck us, it is foolhardy to say that proactive measures could have been taken. However, once this threat started becoming more evident, many countries started seeking ways and means to stem the tide.

Mr Speaker, Sir, COVID-19 is, in fact, a matter of public health. Mitigating its impact, we all know, will depend primarily on actions of scientists and pharmaceutical manufacturers in discovering the vaccine or drugs or treatment of COVID-19 infection. In the meantime, countries across the world have found means to slow down the spread of the disease and a number of measures were taken; border closures, school closures, quarantining people, contact tracing and lockdown.

We too, in Mauritius, Mr Speaker, Sir, have been strongly proactive. The Prime Minister, hon. Pravind Kumar Jugnauth, in his wisdom, came up promptly with far-reaching measures starting from the closure of our frontiers at a very early stage. Subsequently, with the detection of the first infected case, the immediate closure of education institutions was decided upon. That was undoubtedly the best way to keep our learners, our children and youth safe and secured.

Mr Speaker, Sir, in such times, strong decision-making is important and our Prime Minister, his strong leadership has allowed us to take the right measures in a timely manner. But I must also add that, along with this strong leadership, there was a need for responsible citizenship. The followership also should be strong and I must say that the Mauritian population, at large, has been a very responsible population. They have been receptive. They have been responsive and they have acted in a disciplined manner and this responsible

citizenship has also helped us a lot. I must seize this occasion also, Mr Speaker, Sir, to place on record the wonderful work carried out by the **High Level Committee on COVID** infection and also the Ministry of Health and all the people, the frontliners at the level of the Ministry of Health: the nurses, the doctors and all those who have been working: the personnel in the hospitals working during the epidemic. I must say that all the frontliners may they be in the hospitals or the police officers, they have all done a wonderful job and I seize the opportunity to thank them for that.

But, Mr Speaker, Sir, as I have just said along with effective decision-making, we require responsible citizen fellowship. While some people today are saying that we did things without consulting or without getting the tablets beforehand, we need to see how we worked out the plan. We did not sit and just came up with decisions like that. There have been discussions with UNESCO. We have been having meetings with all Ministers of Education of the African Union. We have been doing the same with the confemen Ministers and we have been working and deciding on things in a very systematic manner.

Mr Speaker, Sir, I must state, at the very outset, that my Ministry had recognised the need to do a deep dive in the ramifications of the school closure history. We were guided in that by some basic questions. The first one was: how do we ensure education of continuity for learners when regular in-class instruction is suspended. The other question pertains to the modalities to be kept in view prior and subsequent to the reopening of schools once the curve of the pandemic would have flattened. That is of vital importance, Mr Speaker, with the issues of the timing when to open schools; the pre-conditions for reopening and the processes for the reopening including whether to have a full, partial or differentiated reopening.

Mr Speaker, Sir, the education response within the Government COVID-19 strategy is, in fact, upfront uncertainties fundamental questions. Allow me Mr Speaker, to briefly reflect the lines of our thinking that have led to the policies my Ministry has implemented in this unprecedented situation, for the situation is unprecedented. COVID-19 has generated the greatest disruption in the provision of educational opportunities in our history. It was, therefore, imperative for us to seek, to mitigate the impact of the pandemic. We had accordingly put up a multi stakeholder taskforce to work out our restraints. Thus, the purpose behind our endeavour could not have been clearer. We had to ensure education continuity during the period of school closure and even beyond and this; we did by reflecting on the twin questions of why and how. The reasons are many folds.

Let me just take some significant ones. Our primary aim, as stated earlier, was to ensure the health and safety of our learners, but there were additional considerations to keep in view: the need to ensure continuity in learning and hence preventing learning losses; the recovery of learning time, the reprioritisation of curricular goals and certainly, not the least, ensuring equity. Closing schools and not giving our learners alternative means of catching up on their studies; however, basic and non-sophisticated the means had never been an option. Depriving them of educational opportunities is tantamount to flouting the right to education, a fundamental human right on its own.

Mr Speaker, Sir, we must respect this right and the best way of doing it is by ensuring that there is continuity in education. Not guaranteeing this continuity would result in our learners facing a severe risk of educational set-back. The implication would be dire; it would mean a lot of catching up that would have to be done. Experience shows that when learners realise their inability to keep up with lessons, their frustration level increases and that in turn further impacts on their performance.

In fact, one prevailing international fear is that of *le décrochage scolaire*, of learners dropping out and never returning to school once the crisis is over. This is perhaps not the case in Mauritius, but that risk has to be nipped in the bud. That was a response to the question ‘why’. And now, the ‘how’ part, the context has been such that we made ours what is also the international norm today. The combined use of distance education and online learning, both synchronous and asynchronous. Hence, we have secured four channels from the MBC, while the MIE, the MGI, the open universities have contributed their professional and technical expertise in mounting a series of customized education programme.

Mr Speaker, Sir, I must, here, also place on record the contribution of many highly dedicated educators, both from the State and private sectors who, despite the lockdown, gave so much of their time to the mounting and delivery of programmes. In their own way, there have been front liners as well and they need to be recognized. Unfortunately, this voluntary coming forward response has not been secured from all quarters. In some cases, there has been an unwillingness, a stubborn reluctance to see this as an emergency that requires all hands at the deck.

The question has been and remains this: can we allow learners to be cut off physically from long spells of time from education process? The answer is obvious. It is the duty of the State to ensure continuity in teaching and learning by all means available,

especially including the digital one. Hence, the Bill makes a case for reinforcement of section 36 of the Education Act, through the addition of a new subsection that empowers the Ministry, and I quote –

“to order any education institution to provide distance and online learning programmes, including broadcast lessons.”

M. le président, j’ai appris, l’honorable Madame Navarre-Marie vient de faire ressortir qu’il y a eu une pétition. La pétition venant dire qu’on ne peut se servir de son appareil, *the devices*, qui nous appartient pour faire les classes. Je dois faire ressortir que cela n’a été le cas que pour quelque uns des enseignants. Il fallait venir avec des mesures. Nous sommes là en train de dire qu’on ne peut empêcher nos jeunes d’avoir un lien avec leurs études. Et là, les professeurs qui l’ont fait déjà, de leur propre gré, sont les professeurs qui ont l’intérêt de leurs élèves à cœur et nous voulons nous assurer, par le principe d’équité, que tous les élèves puissent avoir ce moyen, que tous les élèves puissent bénéficier d’*online learning*. Pas seulement en leur donnant des tablettes ou en assurant leur connectivité mais assurant le lien que l’élève a avec son enseignant.

The social relationship between the teacher and the student should be kept in this confinement period. The move of Government has at the center of its action been the interest of our students and we all agree that throughout the world this is what is being done, a blend of online and broadcast lessons. And I must say that the Education Act as it is provides for that because the mode of instruction is decided by the Ministry of Education. What we are doing is we are just putting it on paper for the few people who did not toe the line, who did not have at their heart the interest of their pupils.

Mr Speaker, Sir, talking about tablets, we also do know that the confinement is digging the ditch even wider and it is for that very reason that Cabinet decided to walk the extra mile and I must thank the Minister for social integration who has been working very hard and she has already worked out a project whereby students who have not been given these facilities will be given these facilities. And this goes to the credit of this Government. We have talking about some 2562, if I am not mistaken.

Secondly, hon. Mrs Navarre-Marie was talking about the protocol. All this has been worked out. We have had consultations with teachers, we have had consultations through the rectors; we have been having the directors of zones linking up with the rectors. All this has been worked out and will be given to them in due time. The protocol in case a student is

found in school and is not well, all this we have worked out. I will talk about it later on. Social distancing, physical distancing, all this has been worked out and we are waiting for certain schools to give us their feedback.

(Interruptions)

Mr Speaker: Order!

Mrs Dookun-Luchoomun: Mr Speaker, Sir, I had listened very quietly to my friends when they were talking. I expect the same courtesy.

Mr Speaker, Sir, it goes without saying that certain conditions have to be satisfied for dispensing online Open and Distance Learning programmes to be a reality. Accordingly, this Bill proposes the addition of a new paragraph at section 38(1) that calls for the provision of relevant data that will facilitate the implementation of online teaching and learning.

Mr Speaker, Sir, once the confinement happened, we immediately started to find out means and ways of helping educators and students to remain connected. Now, this register we are talking about of contact details will only help and we have put it in there for online learning and distance learning.

Alors, M. le président, il faut qu'on soit sérieux. Nous ne sommes pas là en train d'aller chercher ou entrer dans le *privacy* des gens et il y a toujours d'autres lois pour ceux qui enfreignent la loi.

Of course, educators and other staff will have to be supported by personnel from parastatals operating under the aegis of my Ministry and this is why we have the other sections about the other officers from the Ministry. There are always lessons to be learnt from crises and it is evident that Open and Distance Learning tools can be a helpful complement in person's instruction. Online learning and broadcast can indeed be effective, rich and fulfilling experiences for learners and this is why my Ministry has already started the process of mandating Capacity-building programmes for educators on online teaching with the support of Microsoft and Mauritius Telecoms.

The training session through webinars have been carried out online for educators of the State and private secondary schools during the current situation of lockdown of schools. The first webinar which was attended by more than 1,700 educators online was held on 27 April, 2020. A second one is scheduled for today, 14 May at 14 hours. It is also noteworthy, Mr Speaker, Sir, that all recordings of the webinars are placed on the Ministry's website for

ease of consultation. The Ministry's website equally contains all guidelines for teachers on the effective use of online teaching. In parallel, several other actions have been initiated on part of building up of professional capacity of educators. This includes the provision by my Ministry of logins to all educators for the conduct of online training in the use of Microsoft teams as a complement to the zoom platform.

A list of resources, useful links and Apps provided on the Ministry's portal, a few such Apps are links from UNESCO, from the MIE, from the students' support platform, from the Cambridge educational resources, the Patshala from India, the Khan Academy; collaboration with Dale Carnegie was sought for the organisation of training sessions on how to carry out online lessons are also being done.

I need to add, Mr Speaker, Sir, that we are identifying two champion educators in all secondary schools may it be private or public for them to help educators and students in respect of online teaching. I have no hesitation in stating that the academy of teachers will also serve to sustain such capacity building in online teaching and learning of our educators.

Of course, Mr Speaker, Sir, there is another reality we also have to contend with. We are aware that there have been some students, who through no faults of theirs, could not take advantage of these programmes.

I have just mentioned that measures are being taken through the Ministry of Social Integration for them to get their tablets. But not only that, allow me to reassure the House that my Ministry intends to remedy this disadvantage by ensuring proper catch up programmes and remediation once schools get back on the rails.

I must say one thing, Mr Speaker, Sir, this confinement period is hard, not only on adults, but on the children and especially, on the students. So, once they go back to school, we need to ensure that they are in the right mindset; they are in the right state of mind for them to be able to take advantage of the lessons.

Mr Speaker, Sir, I won't be long. I'll just go very quickly on a few points that I wanted to raise. Mr Speaker, Sir, one phrase that has been gaining currency these days is school resumption. The Prime Minister has already stated we are resuming schools in a phased manner and it is starting on 03 August this year. Pragmatism dictates that we do not rush headlong into doing so. Prudence should outweigh other considerations. Hurried action can only lead to missteps. So, yes, Mr Speaker, Sir, schools will open their doors, but opening

up of schools in the current context demands the implementation of new types of protocols altogether.

I must say that my Ministry has come up in the past with preparedness programmes to cope with natural calamities and so on and so forth, but never before had we witnessed a complete lockdown of activities, a shutdown of most services, except the essential one, due to an invisible pandemic, that is, frontier impervious. To meet the challenge, we are allowing ourselves to be guided by international experience, but also keeping in view our own context and reality.

Mr Speaker, Sir, we know that international planning for school reopening opts for partial reopening. China, Mexico and other countries have gone through that, we are going to have a phased approach. We, in Mauritius, have opted primarily for differential reopening with students of the upper grades, primary and secondary, resuming on 03 August and those of the lower grades at a later stage. Having a reduced school population at any given time, it will be easy to maintain social distancing and thus will contribute to the prevention of resurgence or second wave of the pandemic. But, obviously, the evolution of the pandemic weighs on the final decision and we will depend on that, and we will be guided by the Ministry of Health and Wellness in our decisions. Naturally, it is not only the timing, but also satisfying other pre-conditions that will dictate school reopening. Thus, preventive measures, intervention actions, temperature screening, physical spacing between students in classes, staggered drop outs and pick up times as well as staggered breaks would have to be kept in re-leap.

Mr Speaker, Sir, many of these actions will certainly be carried out administratively, but will require the legal backup. Mr Speaker Sir, I need to reassure the students and tell them that the school calendar is being reviewed, the timetables are being reviewed. We are going to see to it that they complete their year in the best conditions. We are proposing amendments to section 39 subsection (3) *pour la reprise des classes de cette année qui va être complètement différente et cela aura un certain impact, sinon un impact certain, sur les règlements spécifiques qui existent déjà dans le système.*

The prolonged confinement now necessitates amendments in section 38 subsection (1) (C) (j) regarding the school admissions, student intake, withdrawal and age limits will be taken care of. Again, relevant amendments must be made regarding statutory deadlines for eligibility requirements and awards of scholarship.

Mr Speaker, Sir, we know that some students may reach the age of 20 before taking their exams. Amendments have been brought to the legislation to ensure that they are not penalised. These and other such issues have been addressed in the new configuration.

Moreover, Mr Speaker, Sir, in the wake COVID-19 experience, we must seize the opportunity to review certain aspects of our schooling, especially in the context of the declining demography and in the context of insisted calls for reduced class size. International literature and experience have indeed indicated the benefits accrued to students through smaller class size.

M. le président, let me conclude by insisting that the academic year will not be the same as previous years. Our schools will no more be the same, not just for this academic year. What has started as the response to a crisis situation presents new opportunities and carries for us new lessons that demonstrate that we can do things differently. Ironically, in the world now riddled with uncertainties, it is a quasi-certainty that in not so distant future, the existing structure of schools and what goes on within them are called upon to change.

M. le président, quand la structure des écoles change, when the structuring power of time and place dissolves, teachers become more important than the physical environment. And I would like to say that with the change that is coming, with the online teaching, the role of the teachers becomes even more important because they will be there as the guides, they will be helping the students and also being there to support them. And what has now received an international premature, a unanimous universal official stamp is that online learning is here to stay and will inevitably get to be embedded in education systems, including our own. However, this in no way presupposes a decline in the role and importance of the teacher, quite the contrary. What is true is this, what we have been resisting so far, the flipped classroom, the blended learning, face-to-face learning complemented by ODL, personalised learning and the like will not occupy centre stage in our digital age. Frontal teaching, image of the teacher as a sage on the stage, is called upon to take a back step. The teacher will now be the facilitator, the mentor, the one who has developed the readiness for initiating collaborative learning as well as going into in the depth of alternative modes of educational delivery.

In fact, the world over, States and international organisation are now insisting on this new normal, a new way of instructional life, but this is just the beginning, Mr Speaker, Sir. I have a long time been staking in a claim for a mind-set change in stakeholders directly and

indirectly concerned with education. Now, this mind-set change is imposing itself upon us and there is no going back anymore.

I thank you, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Hon. Members, I suspend the sitting for one hour.

At 1.19 p.m. the sitting was suspended.

On resuming at 2.24 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

Mr Speaker: Hon. Doolub!

Mr R. Doolub (Third Member for Mahebourg & Plaine Magnien): Thank you Mr Speaker, Sir. To start with, I wish to extend my sincere condolences to the families of the victims of COVID-19 pandemic. As we are all living in a time of collective suffering, those are unprecedented events our country is going through, as much as the whole world, and we have to be united now more than ever as a nation in order to combat this virus on all fronts and win.

Mr Speaker, Sir, yesterday, I heard a Member, on the other side of the House, quoting the UN Secretary, Antonio Guterres. Let me remind the House that not later than a few days ago, the same Antonio Guterres also called on politicians to forget political games and come together for a strong and effective response. Regretfully, Mr Speaker, Sir, I have felt quite a contrasting position from the speeches of Members of the Opposition till now.

Mr Speaker, Sir, whilst on the lips of each and every one we can only hear Coronavirus or COVID-19, sometimes when thinking of the tragedy it has caused and is still causing, many have no words, the situation being so gloomy for the foreseeable future. In large swaths of the globe, lockdowns aimed at stemming the virus spread have brought life and economic activity into a virtual standstill. In the worst hit regions, hospitals are overwhelmed with the sick and dying, while the poor and vulnerable everywhere are facing severe food shortages and starving.

Mr Speaker, Sir, yesterday, comparison was being made with countries recording lower death rate and so on, and so on. But let me remind the House that in Mauritius, we have neither, until now, witnessed situations of people lying dead in hospitals nor overcrowded hospitals, nor people starving in numbers. Instead, Mr Speaker, Sir, if we wish to make comparison, it is worth noting as well that in Mauritius, we had amongst the highest number of hospital beds per thousand of population, that is, 3.4. And we are comparing to advanced

and developed countries like US, like Singapore, like UK. BBC has been praising our Government for measures taken. The Conversation, famous online journal, I quote –

“Mauritius heads into coronavirus storm with strong social welfare buffers”.

Medium, another online journal, again, praising Mauritius –

“A small African democracy shows the world a thing or two about leadership”.

VERDE, *société spécialisée dans la veille économique et étude de marché*, alors qu’il réalisait une étude de marché en mars, 91.3% .

91.3% of the population approved the bold measures taken by Government so far to contain the virus.

This pandemic, Mr Speaker, Sir, is entailing unimaginable economic implications never experienced before. And as many of the other hon. Members mentioned yesterday, with exceptional circumstances, come exceptional decisions. History will testify that this Government prioritised the well-being of the population over economic considerations by imposing a lockdown since 20 March 2020 to limit the spread of the deadly virus.

As a responsible Government, bold decisions were taken to flatten the curve of progression of this invisible, but yet deadly foe. Our front liners, the Ministerial Cabinet, the COVID-19 Committee and our loyal partners of the private sector have worked hand in hand since day one to set up parameters, to ensure that each and every citizen of this country has access to essential goods and services.

The hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development has done a tremendous effort in order to ensure that Mauritian workers, be it from the formal or informal sector, receive a salary whether partial or full. Meanwhile, our health team led by hon. Minister, Dr. Jugutpal, has done a fantastic job in treating and healing more than 95% of those infected. As I address the House at this time, Mr Speaker, Sir, there are no active cases in Mauritius. I am not the only one subscribing to these views, Mr Speaker, Sir.

Je vais me référer au deuxième sondage de VERDE pendant cette période de confinement et qui est très riche en enseignement.

Pour rappel, la société VERDE est une société spécialisée dans la veille économique et étude du marché. Ce deuxième sondage, dont je fais référence, a été réalisé entre le 20 avril et le 2 mai. Entre autres, comme enseignement –

1. Le niveau d'inquiétude par rapport à la propagation du virus est en baisse comparativement au mois de mars.
2. Le plus grand différentiel est noté au niveau de l'hôpital. Les sondés se disent plus enclin à aller dans les hôpitaux qu'il y a quatre semaines.

C'est tout pour vous dire que le travail abattu par le ministre de la Santé et toute l'équipe apporte déjà ses résultats. La confiance est de mise.

Mr Speaker, Sir, in this juncture, our Prime Minister has shown immense courage and true leadership in monitoring the progress of our efforts to control this pandemic. I was reading an article the other day featuring – “COVID-19 pandemic is testing world's leaders. Who's stepping up?”

“Whether millions live or die depends on the decisions of world's leaders, take it in the past days, coming days and weeks. The COVID-19 pandemic is threatening lives and livelihoods across the world.

In some countries, responses from Heads of Governments have been marked by dithering and denial, driven by personal interests, distrust of science or fears of wreaking economic havoc....”

And he continues –

“...up till to reach a point that there have been some leaders who have done extremely well in managing this pandemic.”

M. le président, il faut le reconnaître, aucun autre gouvernement n'aurait pu assainir la situation comme ce gouvernement l'a fait, n'en déplaise à certains.

As things are getting better with zero active cases, 17 days without no new cases, many of us are eagerly awaiting for things to get back to normal, to go out, to resume with professional activities. The economy besides must kick-start, but, Mr Speaker, Sir, most probably we won't get back to pre-COVID normal, instead, now we are all talking of a new world order, the new normal or the next normal.

Gouverner c'est prévoir, M. le président, et justement à ce titre, afin de se préparer, de préparer toute la nation mauricienne à reprendre ses activités, le gouvernement vient de l'avant avec ces deux projets de lois afin de nous préparer à cette nouvelle normalité. Un projet de loi avec une portée socio-économique, sanitaire et comme c'est le cas du reste dans

beaucoup d'autres pays plus avancés et développés, Singapour, la Nouvelle Zélande, avec des projets de lois beaucoup plus complexes, l'Angleterre parmi tant d'autres.

M. le président, ce projet de loi, le *COVID-19 Bill* est un document unique qui démontre une chose, que nous avons affaire à un gouvernement responsable qui a tout fait et va tout mettre en œuvre pour assumer la sécurité de ses concitoyens tout en assurant la survie de notre économie dans un contexte très particulier et dont les conséquences on ne finit d'en découvrir.

Mr Speaker, Sir, the lockdown period has taught us lessons and we stand to gain by learning from these lessons to prepare for the next normality. More than 100,000 workers from the private sector have been ensuring business continuation through telecommuting, banking, offshore, other financial sectors; even doctors are and have been providing their services through telecommuting. The lockdown has shown us the advantages of working from home, what one can call remote working instead of going through the daily hassles of commuting.

I wish here, Mr Speaker, Sir, to refer to an interview published in the local newspapers last week from a CEO operating in the BPO. He relates to the numerous difficulties he has been having in setting up his business, finding a location, hire rental in Ebène, getting staff and all, and then came an idea of why not launch his operations by telecommuting. And amazingly, he got more applications; he could tap young mothers because they could work from home and still look after their children, lower transport costs and the company could help also in reducing the emission of carbon in the atmosphere. A huge impact according to the CEO, people travel less, are less tired and the numerous advantages that come along. And I quote the CEO –

“For us, our project was a success and I wish that many more companies and Government start allowing the employees to work from home.”

And, Mr Speaker, Sir, that's what this Bill recognises, amongst other measures. Telecommuting has shown its muscles and we all stand to gain by encouraging people to work from home, the more so under the present sanitary conditions.

Mr Speaker, Sir, earlier I evoke the feel good factor that has been highlighted in the Survey conducted by Verde. Let me shift to another series of amendments that the COVID-19 Bill preconizes, and again, widely well accepted and acknowledged by Mauritians.

Troisième constat, les préoccupations financières et économiques demeurent élevées dans ce contexte. Les mesures de soutien à l'économie ont été très bien accueillies avec un score de 73 sur 100, et les mesures les plus saluées sont : l'absence de pénalité pour les paiements de factures avec du retard, l'extension du permis de *fitness* et du paiement de la vignette, l'adoption du *Wage Assistance Scheme* pour préserver les emplois ; la distribution de vivres alimentaires aux couches les plus vulnérables a été très bien accueillie aussi avec un score de 74.1.

Mr Speaker, Sir, there are many more positive and contextual amendments that this Government is proposing to further protect our citizens. How many cases of profiteering, hikes in prices have we not witnessed during these past weeks? Over and above all damages caused by the Coronavirus, one must realise that it is and will further cause two shocks: the demand and the supply shocks. Under these circumstances, consumers' interests must be safeguarded.

Mr Speaker, Sir, prices have been traditionally administered in Mauritius. Price administration has long represented a valid form of social protection and through other amendments brought to the Consumers' Protection Act we shall further extend the safety net.

M. le président, le *COVID-19* contamine l'homme et malheureusement aussi bien l'économie. Quand un individu est infecté, il est susceptible de contaminer ses congénères ; c'est pareil pour l'économie. Quand une entreprise est contaminée, c'est tout le secteur qui l'est. En me basant, je suis convaincu que les facilités accordées aux locataires visant à étendre les paiements de location, seraient une bouffée d'air frais, leur laissant une meilleure marge de manœuvre pour revoir leurs business model. Aujourd'hui, le coût de location, dépendant bien évidemment de l'activité, de l'emplacement, peut facilement représenter jusqu'à 30 % des coûts d'opérations d'un commerçant.

Mr Speaker, Sir, I am of opinion that amendments proposed to the Landlord and Tenant Act can also be beneficial to tenants to start with. I will explain. In such dire times, solidarity must be the key concept guiding our actions. If in such exceptional and crucial moments, the holders of wealth insist on receiving their rent as in normal times, they will be exacerbating the crisis and might as well deeply regret doing so in the future. What I mean, if all tenants insist on being paid their rental, we could potentially have a situation whereby the whole rental market collapses and the prices of properties and houses fall sharply on the market. This measure, Mr Speaker, Sir, entails that liquidity is being transferred from

landlords to the operators and tenants and allowing them better means to reorganise their businesses and get starting again.

J'ai entendu d'un membre de l'opposition un peu plus tôt, M. le président, que les prix flambaient, qu'il y avait des augmentations de prix, que le ministre avait disparu et ainsi de suite. Laissez-moi rappeler à la Chambre, si je me trompe, il y a eu au moins 2,600 contraventions qui ont été prises pour les commerçants pour abus de prix.

Officers from the Consumer Protection have been backed by other Officers from Local Authorities to ensure that there is no abuse in this country. Prices are administered in this country. The Minister, himself, in a Press conference has announced price controls on some other products by reviewing the mark-up, but another way also of looking at things, it is a very dynamic market, and from past experience I can tell that one way of having a situation where people can benefit from pricing is to allow for free competition. And if there is a tendency to have a strict and rigid control on prices, then quality suffers at the end of the day. I am convinced, Mr Speaker, Sir, that in Mauritius we have still not reached that situation where there is a kind of abuse that is not being able to control. Besides, these are the measures that we are coming with on the COVID-19 Bill to further protect consumers.

M. le président, le projet de loi contient également un durcissement de certaines amendes de contraventions, mais en tant que patriotes ou personnes éclairées, gageons que ces amendements ne sont préconisés avant et après tout pour protéger les mauriciens, que ce soit d'un point de vue sanitaire ou commerciale. Nous ne cessons de le dire, le monde post-COVID-19 nous mettra en face d'une situation historique. Cette situation nous impose nos devoirs des choix difficiles et de penser aussi différemment. Sans cela, nous ne pourrons pas mobiliser toute notre capacité d'action et l'orienter vers une action efficace qui permettra notre pays de sortir renforcé de cette crise.

La situation est déjà très compliquée, M. le président. Elle sera encore plus difficile au fur et à mesure que nous prendrons connaissance des dégâts causés à plusieurs secteurs. Hier, j'ai écouté les membres de l'Opposition, et répétitivement, j'ai entendu parler de droits des travailleurs, leurs acquis, leurs supplémentaires, leurs bénéfices. Ce sont leurs droits, oui, je l'admets. J'ai même entendu un membre parler de congés pour rester en famille, entre autres.

M. le président, je ne juge personne et, très honnêtement, je n'ai pas non plus ces compétences pour pouvoir juger qui que ce soit. Mais, M. le président, mon bon sens me

ramène aussi à une réalité. La situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui est sans précédent. Hier, de l'autre côté de la Chambre, on faisait référence à Singapour.

Let me avail myself of this opportunity, Mr Speaker, Sir, to quote the Minister of Home Affairs of Singapore. He says –

“It is a crisis encompassing several generations and its consequences are likely to be far more serious than past financial crisis. We are looking at economic devastation (...).”

On ne sait même pas quel sera l'avenir du secteur de l'hôtellerie et du tourisme dans les mois à venir.

“Businesses destroyed, people's lives ruined, and in such a situation, you don't talk contract. You talk equity, you talk justice, you talk about what is right to do.”

He continues, and I quote –

“If you insist on your minutest, every single contractual right at this point, that will suck the life out of the economy.”

M. le président, on parle de Singapour, une économie résiliente, de pays qui sert souvent de référence.

The COVID-19 pandemic has upended all areas of life and sport is no exception. Social distancing measures brought in to limit the spread of Coronavirus have had a significant effect on sporting fixtures. COVID-19 has also upended this sporting calendar, with professional leagues everywhere suspending their activities to limit the spread of the virus. Even the Summer Olympics, typically one of the world's most-watched sporting broadcasts, has been pushed back a year. Every aspect of sport has been affected, from the athletes themselves to media coverage.

The global value of sports industry was estimated to be around 50 billion dollars before COVID-19, now every part of the sporting value chain has been affected, from athletes, teams, leagues to the media that broadcast and cover games.

Mr Speaker, Sir, yet again, the Coronavirus is proving to be a world changing occurrence. When it is known that practicing sports is beneficial for one's health, today it is better to stay indoors to protect oneself.

Mr Speaker, Sir, the sports is not only leisure or a physical activity, but it is also about competition, the thrill of the crowd, supporters and on. And as a responsible Government, we have to ensure the safety of one and all. Accordingly, the amendments proposed on the COVID-19 Bill to amend the Sports Act and to get all sports federations, associations and regional clubs to seek the Ministry's clearance for the organisation of any sports activity.

M. le président, ce n'est certainement pas avec plaisir que ces restrictions sont apportées, mais aujourd'hui c'est une question de vie ou de mort, voire de survie, la moindre imprudence aura un coût, un impact énorme sur notre économie. Toutefois je demanderai, M. le président, au ministre des Sports, d'assurer qu'un suivi soit effectué pour que nos athlètes, surtout les élites, aient un programme d'entraînement chez eux pour qu'ils puissent garder la forme en attendant que nous sortons de l'impasse.

M. le président, un petit mot sur le Quarantine Bill. It has been been canvassed sufficiently from other hon. Members. On a beaucoup entendu sur ce Bill et cela me ramène à une réflexion. A la fin de la journée, qu'est-ce qu'on demande avec les amendements ? Hier, j'ai entendu un membre de l'opposition se référer à l'expression 'It's either adapt or perish'. That's what we are proposing as well, adapting to a change, to a new normality to the next normality.

A la fin de la journée ces changements mèneraient à ce qu'on protège tout le monde, qu'on protège tous les mauriciens. Personne ne souhaite qu'on ait une pandémie à nouveau, qu'on ait de nouveaux cas, du moins en tant que citoyens responsables. Je me souviens, ici, de cette matinée *when one of our compatriots lost one of his dear ones. Mr Speaker, Sir, for just one second, just imagine, their families and relatives could not attend the funeral. Is that what we are looking for again, another scenario as such or certainly not, Mr Speaker?*

M. le président, nous vivons un moment sans précédent, où il est difficile de prévoir ce qui va arriver à court, moyen et même à long terme. Dans la situation que nous sommes, non seulement à Maurice, mais à travers le monde, on doit impérativement s'adapter à cette nouvelle réalité.

The COVID-19 Bill est la première étape à franchir avant d'activer cette machinerie qui va nous sortir de cette crise. C'est peut-être l'épreuve la plus difficile que ce gouvernement aura à faire face lors de ce quinquennat. The greatest glory, Mr Speaker, Sir, does not reside into never falling, but to be able to rise each time we fall.

M. le président, nous avons la capacité, nous avons la compétence, nous avons la détermination, la sagesse pour surmonter cette situation, et j'espère, et je souhaite de tout cœur que nous réussions ensemble.

Je vous remercie de votre attention.

Mr Speaker: Hon. Lobine!

(2.50 p.m.)

Mr K. Lobine (First Member for La Caverne & Phoenix): Thank you, Mr Speaker, Sir. Mr Speaker, Sir, it is unfortunate that many Parliamentarians from both sides of this House, are not having the opportunity to debate and voice out their views and suggestions on those two important Bills, where amendments are being brought to not less than 56 legislations. And the civil society, the media, the trade unions and all other stakeholders, rightly so, are unhappy, worried that instead of seeking a broad consensus on the objects and importance of those two Bills, this Government comes to Parliament with a Certificate of Urgency, restraining debates and ignoring the public outcry with regard to the repressive approach being adopted with the amendments being brought to the Police Act, to the Public Health Act, to the Education Act, to the Workers' Rights Act, amongst others, and to the introduction of a new Quarantine Bill with more powers to Police, to the Quarantine Authority and to the Quarantine Officer.

Mr Speaker, Sir, due to time constraints, I shall thus briefly outline what hon. Members from this side of the House have been canvassing. I do not agree with the arguments of the hon. Vice-Prime Minister and Minister of Education with regard to her comments that everything is fine and that in the previous Education Act, the online education that she is canvassing for, was already included. I do not see why amendments to the Education Act are being brought through the COVID-19 Bill. Why this urgency?

Clause 14 of the COVID-19 Bill should be removed inasmuch as the proposed new section 36(a) is a clear act of repression against not just teachers, but other teaching staff and other personnel of educational institutions when they are being threatened with disciplinary proceedings. This is seriously out of place when we all very well know that most of those involved in the education sector, be it at pre-primary, primary or secondary levels, are not geared up and have never been given any training with regard to production and conduct of distance education and online learning programmes, including broadcast lessons.

On the contrary, Mr Speaker, Sir, we should praise and salute all teaching staff for their dedication and commitment in those times of crisis towards our children in providing them with appropriate training and guidance to face this novel situation. It should be the motto for this Government, not providing for sanctions and disciplinary actions against teachers.

Mr Speaker, Sir, in the same vein, giving additional powers to Police is not becoming and cannot be accepted. The Police already have enough powers in the Police Act and instead the hon. Attorney General should walk the talk. Unfortunately, he is not here, but since the year 2018, in a Press Conference, when he was commenting on the case of David Gaiqui – unfortunately Gaiqui is no more when we are talking today - he has announced that he will be bringing to this House the Police and Criminal Justice Bill and that Bill should contain, amongst others, a Code of Conduct for the Police. We are still waiting for this famous Bill, Mr Speaker, Sir. This is a Bill that should be brought to this House with a Certificate of Urgency, the Police and Criminal Justice Bill.

Mr Speaker, Sir, the majority of emergency measures in the Bill, do have a commencement date, but they do not have an expiry date. We are talking about exceptional measures and this cannot be the case. I take the example of Scotland. Measures enacted in their COVID Bill automatically expire six months after they come into force. The Scottish Parliament may extend these measures to further periods of six months, giving the measures in the Bill a maximum duration of 18 months and there, in Scotland, the Scottish Government has to provide a report to Parliament every two months about the use of these emergency powers. Regrettably, here, we do not have those provisions in those two Bills being debated before this House. These are areas that should be addressed; these are areas where amendments should be brought to reflect same in those two Bills.

Mr Speaker, Sir, in these unprecedented times, it is not just economic policy, health policy and social policy that require creativity and innovation. Our democratic structures need to be equally responsive. The spirit of our Constitution should also be upheld. The three pillars of our Constitution, our Parliament, the Executive, the Judiciary should be able to live up when faced with such adversity.

Mr Speaker, Sir, rightly so, at clause 9 of the COVID Bill, the Courts Act is being amended to allow to some extent the Administration of Justice. The Executive is up and running through committees and Cabinet meetings. It should be the case for Parliament as

well, Mr Speaker, Sir. The cardinal principle for a democracy to work is accountability. These three pillars should work in pair, Parliament, Executive and the Judiciary. They are the checks and balances. They are the important pillars of the Constitution and accountability, unfortunately, is not a very, say, correct word or popular word in the dictionary of this Government.

When I listened to the answer given by the hon. Minister of Finance to the Private Notice Question, this is clearly a real temptation from Government not to be accountable. Everyone in the business community knows very well that the cost of lockdown is around Rs4.5 billion to Rs5.5 billion per week in terms of loss of revenue and yet the hon. Minister, who is in charge of this dossier, he does not deem it fit to give this answer to Parliament. This is what we call accountability; this is what we need in a democracy to work in such a situation when we are in a pandemic.

(Interruptions)

Mr Speaker, Sir, we have to take example of what New Zealand has been doing. Over there, Mr Speaker, Sir, when Parliament was adjourned, it was done by consensus and it was by consensus that they established an Epidemic Response Committee. It is a special select committee to examine the Government's response to the COVID-19 outbreak. The Committee is chaired by an Opposition Member and has an Opposition majority. All political parties are represented on the Committee and this Committee sits three times a week via teleconference up until Parliament resumes and this is live streamed to the public. And there, the Government of New Zealand agreed that the unprecedented emergency means that there will be mistakes and that the Committee can help to fix and make proposals.

Mr Speaker, Sir, I am of the humble view that it is of paramount importance that a similar committee, as we have in New Zealand, be introduced and this new and creative institution should be an all-party Opposition chaired special Select Committee like we have the Public Accounts Committee but with broader powers, Mr Speaker, Sir and this is what hon. Xavier Luc Duval and all hon. Members from this side of the House are pressing for, accountability. There should be parliamentary scrutiny of the action doings of the Executive during confinement and lockdown.

Mr Speaker, Sir, accountability is more important than ever as this Government exercises broad new powers. We would propose amendments to be brought to the Bank of

Mauritius Act, to the Finance and Audit Act, to the Public Debt Management Act, amongst others.

Mr Speaker, Sir, I shall conclude by inviting all hon. Members of this august Assembly to ponder on what former Chief Justice, feu Sir Maurice Rault, ruled in the famous case of *Mahboob v. Government of Mauritius* in 1982 and which is self-explanatory of the situation, and I quote –

“In our country, which has no army, the stability of the Government does not depend upon force, but upon the consensus of the people and that consensus itself derives from the confidence in the rule of law. The rule of law is the citadel which guards the people against despotism. It is equally the citadel which guards Government against anarchy.”

If any part of wall grumbles, Mr Speaker, Sir, the enemy is free to widen the breach and the citadel is lost.

God bless our country.

Thank you, Mr Speaker, Sir.

(3.01 p.m.)

Mr A. Ittoo (Third Member for Vacoas & Floreal): Thank you, Mr Speaker, Sir.

In our present time, when we are extending our hand, you are extending a bio weapon. Handshake has become an outmoded custom. There is no place in a culture that believes in germ theory. We have all heard of slogans: Onate and save a life. Give blood saves a life. The new slogan is: no shake hand saves lives. No hug saves lives. No kiss saves lives.

This is to say that the present situation is unprecedented in many ways just like the hon. Member before me has rightly said. What we thought was possible only in movies, in our imagination became our harsh reality. Half of the world’s population was forced to stay indoors for over two months because outside there was a killer, the coronavirus.

To such unprecedented crisis, we need to take unprecedented bold measures. For emergency situations, we need emergency measures. This is what this Government has been doing and is doing. The pandemic has brought the whole world at a halt. The global lockdown has indeed helped to curb transmission and spread.

In Mauritius, we have been bold enough to take strong measures through which Government has been able to protect our citizens. We, unfortunately, suffered ten losses and our heart goes out to their families and loved ones.

Mr Speaker: Hon. Seeruttun, resume your seat, please.

Mr Ittoo: The lockdown was a necessity and has delivered results. Yes, it has changed our habits, our ways of doing things, things that we had taken for granted. Everyone understands the lockdown has economic costs; that inaction and inactivity has resulted in loss of revenue, in-business foregone, in-opportunities lost, but the lockdown has saved lives. This has been and is the top priority of the Government in the COVID-19 battle: protect lives at any cost. We did suffer discomfort. We still are, but, at least, we can hope for a better tomorrow now in this current COVID-free situation we are right now.

It saddens me to hear Members of the Opposition to qualify Government as arrogant when this Government is announcing encouraging results. I would remind hon. Members that this caring - okay, arrogant - Government, under the leadership of the Prime Minister and his team and the National Communication Committee have ensured transparent and daily communication with the population; and delivered pension for the elderly at their doorsteps during the crisis, delivered thousands of food packs to the less privileged during the crisis; completed a flu vaccination campaign during a crisis situation again at the doorsteps of our elderly.

The population has believed in the Government and adhered to our message: ‘res lakaz’ well the majority of them. We thank all the citizens of Mauritius for acting in a patriotic manner by following the measures. We understand our routine has been modified, but, in the end, we can thank ourselves for protecting the lives of the vulnerable and the needy segments of the population. Here, special mention has to be made to the real heroes. The lockdown has been less stressful due to the efforts of all these front liners who have volunteered to continue work and thus ensuring our essential services are not disrupted. These front liners are praiseworthy - be it doctors, paramedics, law enforcement officials, refuse collectors, shop attendants, cashiers, security personnel and many others. Even those who have continued to work from home and educators have acted in national interest.

The two Bills, we are debating, have been presented to allow social and economic continuity in a controlled manner with safeguards, with security nets based on what we have lived and experienced during the last months.

It is undeniable that we have chosen human life above everything else, but now time has come to shift the focus to human livelihood and economic regeneration. In doing so, some 56 Acts are proposed to be amended in the COVID-19 (Miscellaneous Provisions) Bill.

It is an amount that is causing a lot of stress and anxiety among many - 56; anxiety and fear unfortunately felt by few. The proposed Bills have various copes. Most of them cover issues that are of operational nature giving a piece of mind. You have the CEB Bill: you have not paid during the pandemic; you do not have to worry. You have the CWA Bill, you have not paid; you have permits, licenses - this accounts for over 50% of these Acts that are being amended. There is a sanitary restrictions scope in this Bill. We cannot stay indefinitely in lockdown situations.

Amid severe damage caused by COVID-19 pandemic, Governments, not just here, but, around the world, are keen to reopen their economies. Many have outlined rough timeframes, but are worried of moving too fast and creating a second deadly wave of the disease.

The reality with infectious diseases is that, so long as a cure or vaccine is not found, we have to remain vigilant. In the meantime, we have to leave and adapt in this new situation. We have to behave in an exemplary manner. Physical or social distancing is the most preferred public health strategy to mitigate the spread of any infectious disease.

Now, voluntarily social distancing reduces costs to the economy. However, we are in a situation we cannot just rely on the good faith of people. The Bill imposes temporary restrictions, temporary restrictions on mass gatherings for the duration of the disease. We want to reassure the population. We do not have any sinister motive; the civil liberties of individuals are not being curtailed.

However, one should not be selfish. Enjoyment of once liberty should not put at risk others in society. The Bill has an economic regeneration scope. The French Prime Minister has very smartly warned while reopening the French economy, I quote: it is a fine line that must be followed. A little too much of carelessness and the epidemic restarts. A little too much of caution and the entire country sinks. There is a rational behind the deconfinement or phased deconfinement. Nobody has the exact answer. Policies adopted or bringing the global economy to a sudden halt. The economic contraction is necessary but also at the same time brutal. Tourism, manufacturing, BPOs and services industry have been badly hit. Prompt and timely intervention of the Government, through the Wage Assistance Scheme to all

businesses prevented layoff of personnel and ensured that employees are not further stressed by the already stressful confinement situation.

I am baffled by the position of some, the same Members of the House who were criticising the Wage Assistance Scheme being given to all and asking for a targeting and now when there is a levy being applied to all those who are profitable, to all those who can pay the levy, I will not go into the details that hon. Minister of Finance has already explained. And the worse question is: 'Why giving assistance if the Government was going to take it back?' Well, Government intervention was to save jobs and ease cash flow problem at that time. Together with our people, we need to protect vulnerable groups and rally, those who are better off to help share the pain in greater measure. There exists a minority who can bear the pain more and they need to come to the fore to help.

There is the scope for the workers in the Bill. We have heard of the ILO and I am also going to quote the international labour office. The ILO has estimated that some 305 million workers will face unemployment due to the impact of Covid-19 on national economies. During the financial crisis 2008, some 22 million workers lost their jobs. We are talking of 305 million workers. During the financial crisis, there was 22 million. The situation is not comparable, the solutions cannot be similar. The Government has provided wage assistance to workers and self-employed. I am confident other measures will be announced by the Government if and when they are required. The Government has time and again shown its concern for workers and compassion for the less privileged. Our pro-work stand is known to one and all and it is this Government which brought the minimum salary, Portable Retirement Gratuity Fund, 8-hour shifts for security guards, negative income tax and an increase in the pension. I make an appeal to workers and trade unions to be reasonable. This is the time for certain sacrifices and together we can mitigate the impact of the pandemic on productive sectors of the economy.

The Minister of Labour, hon. Sudesh Callichurn, has already given assurance that those exceptional measures will be applicable for the exceptional times we are going through and are temporary. We hope, we pray that this pandemic is overcome soon and we roll back to the same privileges we ourselves enacted. At the same time, we also urge businesses to be more responsible, accountable and *solidaire*.

Coming to amendments in the Bank of Mauritius Act, it has been subject of much heated debate and perhaps, rightly so, worldwide Central Banks' independence has been

unquestioned for years. This is because short-term thinking, some politicians who have used Central Banks as instruments to briefly juice the economy in order to get the Government for the next election without any consideration to inflationary bias etc. Today, experts around the world are saying Central Banks' independence may not survive the coronavirus. A new world economic order is being defined and the Covid-19 could act as a catalyst to revive the economy. Such an opportunity could be taken by Mauritius if some of the reserves are available. Additionally, strategic investments that bring foreign currency will not forsake the reputation of the bank. The Singaporean investment approach has often been recommended which opted for judicious and strategic investments in cutting-edge technologies which led to economic growth and job creation. We often hear that during difficult times, opportunities arise, that only the smarter ones will identify. The key here is to be the first to identify these opportunities and action upon them. This is what differentiates winners. Funds from the Bank of Mauritius used prudently can be of some great help to our ailing economy in capturing these opportunities. The damage to services sector will also shape the recovery when it comes. After a typical recession ends, there is usually a bounce back in spending as people and businesses catch up on deferred spending. This will certainly happen to an extent when the recession ends. The bottom line is central banking is once again being reinvented dramatically. It is the time to make coordination with fiscal counterparts and explicit reality in the face of unprecedented type of crisis with an unprecedented rise in public debt.

I will say a few words on the Quarantine Bill with regard to additional powers that are needed in the event of the pandemic for Government officials to operate actively and efficiently. I have listened to the critics and what I understand is we should not empower our front liners because of the risk that a few, I would say bad apples, will take undue advantage of such a situation. What I would have expected from the Opposition is to propose watchdogs to monitor and prevent abuse rather than hamper front liners in their efficient exercise of their duty in a crisis, during a curfew when everyone else is at home and they are risking their lives for us.

History has taught us that epidemics like Covid-19 has begun as a biological phenomenon, but soon turn into economic, social and even political ones. Loss of lives and livelihoods has followed. Distress and despair experience and yet despite the scale of devastation, the human race made peace with its surroundings and has come out victorious. The message was and still remains there is hope. Many would say the Covid-19 outbreak may change forever the world as we have known it till now. Power structures may be shifted,

economic systems remodelled along with significant changes in the way we touch, behave and breathe. This is an unprecedented moment. The solutions, actions and policies that we require are not found in any standard operating procedure, book or website. We need to work together as a nation down the lane. Hopefully, in few months, we will be proud to say: ‘Yes, we got it right together.’

Thank you, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Hon. Dr. Aumeer!

(3.19 p.m.)

Dr. F. Aumeer (Third Member for Port Louis South & Port Louis Central):

Thank you, Mr Speaker, Sir. At the very outset, I wish to express my deepest sympathy to the bereaved families and their close ones affected by the pandemic virus and I have a special thought for my ex-friend colleague, Dr. Bruno Cheong, who passed away in the line of duty. We pray to God that all those who succumbed during the pandemic, may their sole rest in peace.

The repealing of the Quarantine Act which dated back to 1954 has surely done its test of time and reinforces and overdue response to recent outbreak of Ebola virus disease followed by that of the Middle East respiratory syndrome, both communicable diseases.

Mr Speaker, Sir, it is my opinion that any amendments to the previous Quarantine Act should have been brought in March while for the last two weeks, Government figures show that there is not a single new case and as per Government statistics, it appears that the peak of the epidemic in Mauritius is behind us and let us hope that we do not get afflicted by a second wave of resurgence.

Nevertheless, the aim of the proposed Quarantine Bill is, I am sure, to have as its foremost priorities its ability to prevent the introduction, the transmission and the spread of communicable diseases in the Republic of Mauritius and to provide greater transparency regarding its response capabilities and practices.

The Quarantine Bill must be implemented within part of an accepted, comprehensive package of public response and containment measures and in this context, the powers conferred to the Prime Minister, the Minister of Health, the Quarantine Authority and the Police, as enacted in the Bill, must be fully respectful of the dignity, human rights and fundamental freedoms of people during its implementation.

Mr Speaker, Sir, I will now comment on a few aspects of the Quarantine Bill, particularly. With regard to the Schedule (Section 2), the exhaustive list of communicable disease is thereby listed, includes, among others, Botulism. I, therefore, believe diseases such as Hepatitis A and B, HIV and sexually transmitted disorders should also be part of that list as they too can be acquired through personal contact.

The proposed amendment at clause 3 with regard to absolute power of lockdown and shutdown is of concern because that justification will be based on the Schedule (Section 2), whereby certain medical conditions that are more exclusively communicable diseases, for example, Botulism be used as reasonable grounds to apply to section 3. There should be Cross-Scientific Medical Board chaired by the Chief Medical Officer and the Director of Medical Services, hereafter known as the Quarantine Officer, that recommends to the Prime Minister of such heightened risk of epidemic with regard to any communicable disease as per Schedule II. The unfortunate fate of stranded Mauritians to return to Mauritius can thus only be decided by the Prime Minister who has the absolute power of quarantine as per entry of aircraft and ship in the Republic. I, therefore, request that such a decision goes in line with Article 15 of the Constitution which provides the protection of freedom of movement and ensure swift and diligent return of our compatriots irrespective of financial cost. I do appreciate the efforts made by the Ministry of Foreign Affairs in this matter.

Under section clause 3, proper communication must be engaged to reduce panic and improve compliance. The Commissioner of Police, who is empowered to issue Work Access Permit or permit for any outdoor purpose, has to be appreciative of the importance of staff working in essential services, front liners, so that proper instruction be given along the line of commands to avoid undue arguments, confrontation, timeless explanation between law and forces and *bona fide* members of the public who have got a pass. We must not have uncalled circumstances where recently duty-bound lawyers needed to have recourse to the Supreme Court to convince the authority of their need to circulate in order to attend their respective clients.

Mr Speaker, Sir, as to clause 4, with regard to the likelihood of an epidemic or pandemic, the decision to prevent the introduction and spread of a communicable disease in Mauritius must not be solely based on the decision of the Minister of Health, but rather be supported by a clinical, medical and laboratory evidence of the infectious disease together with the approval of the World Health Organisation. This will inspire more confidence from the population at large.

Mr Speaker, Sir, the designation of quarantine facility must provide clear up to date, transparent and consistent, truthful information about quarantine measures, and constructive engagement with the communities is essential if quarantine facilities and measures are to be accepted by the population at large. The sad and regrettable incident that occurred at the Quatre Soeurs Refuge Centre on 06 March 2020 is a clear example of poor preparedness and communication and engagement with the communities before the conversion of the said centre into a provisional quarantine facility and such incident should not repeat itself.

Mr Speaker, Sir, with regard to clause 5 of subsection (1), in particular as to the designation of a quarantine facility, the World Health Organisation on 31 January declared the outbreak of Covid-19 as a public health emergency of international concern and preparedness was to mean that we did not have to wait for the declaration of a pandemic. This was the first forward warning that the WHO had given to all countries which have a WHO Director located on site. As from then, one of the primary concerns was to ensure that facilities of quarantine were adequately prepared and consideration be given for setting up of further quarantine facility in the country, since it was well-known that the Souillac facility at the time would be insufficient in capacity.

It is the duty of Government and the Ministry of Health to ensure proper isolation facilities and medical care once quarantine is to be ordered. Isolation facilities must have proper medical and protective equipment and staff by high level, multi-disciplinary team on site having wide experience and sub-specialised training in running intensive care units and isolation units. Such level of staffing will undoubtedly positively affect our level of mortality and morbidity rates of those admitted like-wise in Souillac Hospital, which one will compare the figures to our neighbouring countries, Reunion Island, Seychelles, Madagascar, ours was too high. We do not even figure among Africa's ten best, as pointed out by the Leader of the Opposition.

I have just listened to hon. Doolub comparing our figures and our statistics with the number of deaths lying in America, European countries and he also mentioned about deaths lying in the corridor which we have not seen here. Let us pray to God that we did not have it, but when we are going to compare, we should compare ourselves with countries that are islanders and lying next door to us having the same demography and their geographical status, then we can compare like with like.

Having 10 deaths, so far, due to COVID-19 tests, must not be something to be proud nor to be pompous and inconsiderate as per hon. Dr. Jagutpal's comment yesterday. I strongly advise him, as a friend and as a colleague and as an honourable Member, to express regret and remorse because one death is just too many. He should, as the Minister in charge, try to work out why our next door neighbour had no death and do not use our high prevalence on non-communicable diseases as a shield, but rather to look at our specialised staffing where we need sub-specialists in the field of intensive care. I mean, we need to have intensivists running intensive care when we have patients who are on long-term, what we call intubation. Intensivists means specialists in intensive care for those who are not too medically oriented. Did we have any intensivists at Souillac or ENT? Worse, when I personally proposed the help of trained intensivists and other private senior specialists to help on two occasions, one through a correspondence to the Prime Minister's Office and, second, at Senior Adviser to the PMO, there was no follow-up.

Mr Speaker, Sir, a multi-disciplinary team of medical specialists together with paramedics, including staff, nurses and pharmacists need to be assigned to every quarantine centres, and public health specialists are required for monitoring of public health aspects of the facility routinely. The early and orderly availability of protective equipment will surely avoid the embarrassing situation of shortage and supply of protective equipment, masks and PPEs witnessed during the early phase of the pandemic due to delayed preparedness.

My visit, together with the Leader of the Opposition, at Souillac Hospital on 31 January is testimony to what I am talking today. While the Government already had a strategic dissemination plan sent to them by the WHO through their directors who are based in Mauritius. The hon. Minister of Health himself confirmed we had only 8,000 masks in his answer to a PNQ on 03 February this year, for a population of 1.2 million and arrangements were then being made to order for more. And at a recent written reply to hon. Juman, only 3,000 PCR Reverse Transcriptase tests were ordered on 13 March which were delivered on 24th and with more orders then arranged for 19 March.

If, unfortunately, we were to face a resurgence of the disease or a wave of newly quarantine disease, then it is important that we have advanced preparedness planning and availability of resources.

In line with clause 5, the setting up of quarantine facilities must be seen, among others, that the following are strictly adhered to. The provision of medical tests and kits and

that they are carried out by trained healthcare personnel with proper protective equipment so that the testing procedure is not a feared process. This will avoid the numerous rumours suggesting that the swab tests were carried out by the residents upon themselves present due to the fearful factor of some staffs having no protection at all. Such an approach will ensure the quality of testing that will have a bearing on the results.

The designation of a quarantine officer who will be in charge of the quarantine facility is crucial to the proper running and efficient discharge of services the facility is catered for. Such medical practitioners as proposed have to have the upmost professionalism and integrity so as to maintain the rules and regulations that are really important in quarantine facility, particularly the welfare of the residents, that the clinical care of those in this facility are not substandard and maintain strict control on entry and departure from the facility. Concerning the entry and departure from this facility, as mentioned in section 8 of the Bill, it is the duty of the quarantine officer, as mentioned rightly that his authorisation prevails at all times.

The outcry following the visit of VIPs and Ministers at Quatre Soeurs Refuge Centre on 17 March without wearing appropriate protecting gear and somebody mentioned equipment. We are talking here about protective gears. On that day, while visiting, approximately 25 Mauritians were already placed there, is highly justified that the outcry call for. Such action did put at great risk of contagion the VIPs themselves, particularly our Prime Minister, our Deputy Prime Minister, the Minister of Health and MPs of the Constituency, the patients and all those who were there, despite knowing fully well that we were already in a pandemic. It was indeed a very irresponsible and reckless decision by whoever was in charge not to at least press upon those present to wear the protective gear.

I wish to remind the House that in reply to a PNQ from the Leader of the Opposition on 03 February, the Minister of Health stated forcefully that no other protective gear should be worn except the mask. And not even that was applied during their visit to the Quatre Soeurs Refuge Centre. The point is that nobody is above the law and when it comes to strict regulation of quarantine facility and the quarantine officer must at all times uphold conditions attached to a quarantine facility.

Also I noted that provisions have been made with regard to facilities for pregnant women, neonates or young children below the age of 12 and psychiatric patients within quarantine facility. This group of patients surely necessitate more than the basic facilities and support present in normal quarantine. I believe exceptions need to be addressed in the

enactment of the Bill. While the quarantine officer, who is charge of coordination and supervision of a Quarantine Centre, it is also mentioned that a quarantine person may make a request to follow medical treatment in a private health institution at his own cost. However, I shall be grateful to know whether the resident may request a private medical practitioner to attend to him, who is neither the quarantine officer nor his assistant in the quarantine facility itself. It will be more fitting that the assessment of private health institutions be made not only by the quarantine officer but together with a specialist in infectious disease and internal medicine to ensure evidence-based medical treatment.

Moving to section 9, the duty to provide information, I regret to say that there is no mention in the Bill as to data protection of those in quarantine. With regard to the personnel travel history, their medical conditions, the results of any specific test with regard to the contagion and any other tests that may be deem fit at the time, and I hope that the mover of the Bill will bring amend to.

I now move to the very sensible clause 11 which has caused a lot of concerns, be it on social media, in the newspapers, from social groups and civil liberty groups. The unilateral right to arrest without warrant if the Police feel that there has been a breach of curfew regulation and to enter premises without warrants need to have safeguards to avoid abuse of power. The power conferred to the Police Officers in the Bill to arrest without warrant is frightening as it appears that it would depend on his own judgment of what is reasonable cause at the time. Restrictions of rights can be justified on medical evidence with limited duration but in line with the Government ratification of the International Convention of Human Rights. As hon. Uteem pointed out yesterday, that exercise to arrest should come from higher ranking Police Officers. I strongly request that this clause be reviewed. There is a check and balance between arbitrary arrests and the need for the right to health and respect Article 9 of the Constitution on the protection of privacy, home and other property. And that individual help, to have regulation to at least be given 72 hours to attend a Police Station accompanied by Counsel to represent them. This particular clause can lead to arbitrary arrests of citizens by a small minority of Police Officers who either have an excess of zeal or who have been instructed by higher ranking officers or masters of the day. I am worried for the people out there as just being suspectedly unwell or sick or contagious, can be in the future a reasonable excuse of ground for criminal offence or settlement of scores. Much has been said about the various clauses of the COVID-19 (Miscellaneous Provisions) Bill and its implication.

I just want to mention that any amendment to the Pharmacy Act takes into consideration that the pharmaceutical products produced by a new company must either be FDA approved or have had WHO recognised accredited quality control since the safety, quality and efficacy are paramount with regard to patients' usage. Proper validation of the setting of the manufacturing plant in terms of equipment installation, operational and performance must be in conformity with international standards. There is no need for amendment, for such a fast track approach in this COVID-19 (Miscellaneous Provisions) Bill. I fail to see the need for such an emergency amendment at present.

It looks like those who have been taking leasing facilities from leasing companies seem to have been forgotten in the enactment of the Bill. I make a strong appeal to the Ministry of Financial Services and Good Governance with regard to small SMEs and individuals who have opted leasing facilities are now having huge difficulties with regard to payments. I have not so far come across any amendment that can at the very least allow a moratorium for at least 6 months until business activities regain its momentum.

Finally, on a global note and considering the very complex legal amendments and implications of the COVID-19 Bill, I make a strong plea on behalf of healthcare personnel, Police Officers and front liners that much more encouragement be given to them as they have exposed themselves, worked odd hours, some round the clock and in so doing, putting their families and themselves at risk. Words will never be enough to salute their dedication and commitment, be it for those who work in the CEB to provide us with lights, the Central Water Authority to ensure continuous running water, refuse collectors ensuring our surroundings are kept clean, supermarket staffs, front liners, personnel at the port and airport staff. It is therefore unacceptable that certain employers are proposing to redeem services already done during the crisis in lieu of vacation leave or holiday time off. The law must ensure and guarantee all payments, overtime and extra duty for those who work in the essential services mentioned above during the crisis and likewise, ensure that certain fat cat directors do not perceive dividends for this financial year and profit be redistributed to employees who have accepted a shortfall in their salaries during the moment of crisis. Big companies making million rupees of profits do not go in the red overnight and should not be expected to be the recipient of hefty rescue packages. While the move to bring amendments to the law and Quarantine Bill is welcome, however, assurances are needed that the measures will only apply to fight the viral pandemic and concerns arise from all quarters of society as

to powers conferred in the Act which could, in different circumstances, be used in malicious fashion.

I would strongly recommend a sunset Clause for some of the sections of the Bill to automatically expire. The potential trade-off between Government interactions and individual rights and freedom during times of emergency is surely a matter of opinion. However, it is the long term implication and impacts of law adopted in response to emergencies that raise additional and arguably greater concern. I quote Alan Greene, a law specialist in constitutional law and human rights -

“History shows us that emergency powers often outlive the phenomenon that triggers the introduction of emergency powers in the first instance. While the need for exceptional powers may be obvious at the outset of the emergency, assessment of the point where these powers are no longer needed is considerably more problematic.”

Therefore, amendments and consults must not fall on deaf ears and must call for our inborn patriotism to protect individual rights. I sincerely hope that my concern and amendment be considered in the enactment of the final version of the Bill that will aid public health responsiveness to outbreak of new or re-emerging communicable disease.

Thank you.

Mr Speaker: Hon. Rawoo!

(3.42 p.m.)

Mr I. Rawoo (Third Member for Rivière des Anguilles & Souillac): Mr Speaker, Sir, hon. Members of the House, before starting may I present, on behalf of the Government and behalf of the people of Mauritius, my heartfelt condolences to all the family victims who had sadly passed away from the coronavirus and I have a special tribute, a neighbour, a childhood friend, Dr. Bruno Cheong. We are all saddened by his demise and I would say like it's a huge loss to the whole community and it will always be a reference to the whole community, an example of what a doctor should be.

Mr Speaker, Sir, my first words must be a tribute to all lockdown heroes, front liners, NGOs, these brave soldiers on the ground, all the health care workers, police officers, fire rescue services, scavengers, food soldiers and all these people working in essential services who are working hard day and night while we are staying home for them. While the country

is facing the COVID-19 pandemic, of course, all these workers on the frontline and supporting line or back liners will emerge as our heroes. While we are adhering to the movement confinement at home, the front liners are working hard, battling fatigue all for their beloved country.

Mr Speaker, Sir, on behalf of the Government and on behalf of the people of Mauritius, I also express my appreciation and thanks to all workers irrespective of the sectors and location, adding that the roles and sacrifice contributed to the community and national development of our nation in these difficult times. Without dedicated workers, this is not possible for a company or organisation to stand strong and succeed. Without a successful company or organisation, it is not possible for them to contribute to the community or carry out corporate social responsibility.

Mr Speaker, Sir, as always our thoughts are first and foremost with those life and health that are directly affected by the virus. There is a moment in our life where all of us: citizens, family members, public health experts and leaders find ourselves deeply concerned about how the situation in our countries and communities is developing. What are the consequences of the short-term decisions that we are taking and what are the long-term implications? What new world will we have created at the end of this journey?

Mr Speaker, Sir, setting politics aside, we need to work together so that people will receive help quickly and smoothly. I hope that all elected representatives in the Opposition will work together with the Government to look after the people welfare, health and security. Our country needs the Government and the Opposition to be seen working together as one fighting the virus and its economic effect. Our health system is good and like other western countries where 'privatisation and profit' has led to the falling of national health system.

Mr Speaker, Sir, we must firstly work together to remove barriers to the response; support our health workforce; implement what we know is working. Our people want people to work together. They want politicians, they want leaders to work together to fight this virus, to fight this pandemic. I believe that the Prime Minister has announced some really strong measures that were welcomed as a whole nation and good positive signs noted among the population.

Mr Speaker, Sir, let me quote a recent speech attributed to the Ugandan President Kaguta Museveni, who warns against people misbehaving during this

COVID-19 period -

“In a war situation, nobody asks anyone to stay indoors. You stay indoors by choice. In fact, if you have a basement, you hide there for as long as hostilities persist. During a war, you don't insist on your freedom. You willingly give it up in exchange for survival. During a war, you don't complain of hunger. You bear hunger and pray that you live to eat again.

During a war, you don't argue about opening your business. You close your shop (if you have the time), and run for your life. You pray to outlive the war so that you can return to your business (that's if it has not been looted or destroyed by mortar fire.

During a war, you are thankful to God for seeing another day in the land of the living. During a war, you don't worry about your children not going to school. You pray that the government does not forcefully enlist them as soldiers to be trained in the school premises now turned military depot.

The world is currently in a state of war. A war without guns and bullets. A war without human soldiers. A war without borders. A war without cease-fire agreements. A war without a war room. A war without sacred zones.

The army in this war is without mercy.

It has no respect for children, women, or places of worship.

Its ambition has nothing to do with racial superiority. It is an invisible, fleet-footed, and ruthlessly effective army.

Its only agenda is a harvest of death. It is only satiated after turning the world into one big death field. Its capacity to achieve its aim is not in doubt. Without ground, amphibious and aerial machines, it has bases in almost every country of the world. Its movement is not governed by any war convention or protocol.”

Mr Speaker, Sir, in short, it is a law unto itself. It is the COVID-19.

“Thankfully, this army has a weakness and it can be defeated. It only requires our collective action, discipline and forbearance. COVID-19 cannot survive social and physical distancing. It only thrives when you confront it. It loves to be confronted. It capitulates in the face of collective social and physical distancing. It bows before

good personal hygiene. It is helpless when you take your destiny in your own hands by keeping them sanitised as often as possible.

In no time, we shall regain our freedom, enterprise and socialising."

Mr Speaker, Sir, let us take the figures of the day. Zero new cases for several days. Zero active cases, 322 cases recorded in total, 322 remissions, unfortunately, 10 deaths. Over 25,000 PCR tests over 35,000 rapid tests on the population of 1.3 million, the ration seems very correct, acceptable and better. We can only bow down to the Prime Minister and his team. Dear friends of the Opposition, let's finally have the courage and the decency to say it. The Government have lived up to the proof until proved the contrary and that we were wrong to bet on something else. Let's be clear, the time for controversies is not on the agenda.

M. le président, face à la pandémie COVID-19 au vu du monde, l'île Maurice semble être à la hauteur de l'enjeu. Au point de dire que ce petit bout de rocher à l'instar de la Corée du Sud ou de Singapour a réussi là où les grandes puissances de ce monde peinent. Certains parlent d'insularité protectrice d'autres parlent de résilience, et mieux encore d'une meilleure maturité politique. Soyons clairs, les temps des polémiques ne sont pas à l'ordre du jour.

Le 29 janvier, quelques jours après que les Etats-Unis et l'Europe ont confirmé leur première cas lié aux voyages, et pourtant avant que l'OMS n'ait déclarée l'urgence, Maurice a annoncé des mesures de dépistage supplémentaires, y compris des mesures de la température corporelle pour les passagers à destination et en provenance de Chine. Il a été également mis en place un système accéléré pour les cas suspects, afin de minimiser le contact avec les autres passagers et le personnel. Etant une petite ile, on pourrait dire que Maurice avait l'avantage en matière de contrôle et de mise en quarantaine de chaque passager passant par son seul aéroport. Cependant, avant même cette pandémie, tous les passagers arrivant étaient tenus de signaler les maux de gorge, de la fièvre, de la toux et d'autres symptômes. Le service de santé suivait alors avec diligence les personnes présentant des symptômes. Maurice accueille environ 1.3 millions de touristes par an et fait partie de 20 aéroports les plus fréquentés d'Afrique. Le contrôle des passagers n'est pas une mince affaire, mais lorsque l'économie est tellement dépendante du tourisme, cela a du sens sur le plan économique.

En début mars, il n'y avait toujours aucun cas confirmé de *COVID-19* à Maurice. Alors que certains membres de l'opposition craignaient que le gouvernement ne dissimule la présence du virus, le gouvernement était prudent sans être alarmiste. Par exemple, les

célébrations du 12 mars ont été annulées par mesure de précaution. On a commencé dès lors à cibler les points chauds. Dès que la Corée du Sud, l'Iran et l'Italie ont commencé à montrer des signes d'épidémie, les visiteurs de ces pays n'ont pas été autorisés à pénétrer le sol mauricien. Les Mauriciens rentrant chez eux de ce pays ont été envoyés dans un centre de quarantaine de 14 jours, entièrement pris en charge par le gouvernement. L'annonce a été faite le 28 février, date à laquelle 24 individus ont été isolés. Rappelez-vous, c'est avant même qu'aucun cas n'ait été identifié sur le sol mauricien. Outre les restrictions de voyage, Maurice a imposé un couvre-feu national. Ceux qui pouvaient travailler à domicile étaient tenus de le faire. Si le travail à distance n'était pas possible, l'entreprise devait fermer, mais toujours payer les salaires de ses employés. Seuls les entreprises essentielles sont désormais autorisées à rester ouvertes et tous ceux qui se rendent dans ces entreprises pour travailler doivent avoir un permis pour se déplacer.

M. le président, tous les plans à Maurice n'étaient pas parfaits, mais le gouvernement s'est montré capable de s'adapter aux conditions changeantes. Lorsque le couvre-feu a provoqué une vague d'achat de panique et de supermarchés bondés, le gouvernement a réagi en ordonnant à tous les supermarchés et boulangeries de fermer immédiatement. Le lendemain un plan de livraison de colis alimentaires à ceux qui en avaient besoin a été annoncé. Comme toute démocratie qui fonctionne, les citoyens peuvent exprimer leurs opinions. Certains désapprouvaient les mesures radicales mises en œuvre avant si peu d'avertissement, tandis que d'autres se plaignaient de la lenteur du pays. Pourtant, la majorité des gens ont répondu positivement à l'appel de la solidarité.

Les entreprises mauriciennes et les représentants du gouvernement sont également proactifs pour aider. Les hôtels ont proposé leurs chambres pour des centres de quarantaine ; les ministres et les députés se sont engagés à verser 10% de leurs salaires ; une usine de lunettes de soleil convertie pour créer des écrans faciaux pour les travailleurs de première ligne ; les médecins ont volontairement fourni leurs numéros de téléphone pour aider les patients et d'aide pour les problèmes mineurs, sans frais, afin que les centres de santé puissent se concentrer sur les cas viraux.

M. le président, en tout cas, au vu des résultats, le gouvernement, ces braves gens sur le terrain qui travaillent assidument jour et nuit ont fait leurs jobs. Mes chers amis de l'Opposition, leur faire un procès d'intention, là, maintenant, ne servira à rien. Ils ont été bons, acceptons-le dignement et humblement.

Mr Speaker, Sir, even the BBC News has praised the hon. Prime Minister Pravind Kumar Jugnauth for his leadership and exemplary measures put in place to contain the Coronavirus global pandemic in Mauritius and the tremendous help to the nation. Whilst, unfortunately, some Members on the other side of the House, with bad faith, and continuously trying to seek political gains from this pandemic, the BBC News has praised the hon. Prime Minister for his leadership, measures put in place to contain the virus and the tremendous help to the nation.

M. le président, quelques députés de l'Opposition ont écrit au Premier ministre pour lui demander d'autoriser la réouverture des mosquées de l'île les dix derniers jours du Ramadan. C'est ouvertement exposé un danger aux fidèles, leur famille, leur communauté, les autres communautés, en bref, le pays. Je comprends la tentation de gagner la sympathie politique, mais en tant que croyants...

(Interruptions)

Mr Speaker, Sir, I just wanted to point out that in this state of pandemic – because in the Arab Muslim world, the call of prayer in the Azan, they were calling the prayer 'stay at your home', and it was clearly mentioned. I can mention it...

(Interruptions)

Mr Speaker: No crosstalking, please!

Mr Rawoo: It is not a sin; I just wanted to say so. Mr Speaker, Sir, I just wanted to point out that it is not a sin under these present circumstances to keep the doors of the Mosques close. Moreover, in the Arab Muslim world, I would say at the time of the Azan, they were calling '*Haya-A-Lassawalah*' which means 'Come to prayer'. But, nowadays, they are saying '*Assala-tu-fibuyutikum*' which means 'Pray at home'. That's the point I wanted to point out, Mr Speaker, Sir, because it is a sacred month of Ramadan and we don't have to point out political gains against this.

Mr Speaker, Sir, in a time of unprecedented crisis where the world and the country is being attacked by an invisible enemy, we should be holding tight as a nation.

M. le président, le gouvernement a mis sur pied un *National Steering Committee* pour planifier la reprise. Ce *National Steering Committee* comprend quatre sous-commissions, soit la sous-commission de l'Education, de la Santé et des questions Sociales. La sous-

commission du secteur public et de pouvoirs locaux, la sous-commission des questions de Travail et de Transport; la sous-commission des Finances et des questions Economiques.

Mr Speaker, Sir, the COVID-19 Amendment Bill takes into consideration all sectors. The Central Electricity Act is amended in section 20A and the Central Water Authority Act is amended in section 21A so that no surcharge shall be imposed and supply shall not be disconnected. The Income Tax is amended so that any individual who contributed to COVID-19 Solidarity Fund should be entitled to a tax deduction relief.

Mr Speaker, Sir, where under an enactment, a person is required to follow CPD courses during a CPD year for a certain number of hours or to accumulate certain number of points for the purpose of continued registration or the right to practise his profession, he shall, on account of the COVID-19 period be exempted of such requirement for the current CPD year. Mr Speaker, Sir, the Value Added Tax is amended in the Fifth Schedule so that the following items are exempted –

- Protective masks against dust, odours and the like of;
- Other breathing appliances and gas masks, and
- Hand sanitizers.

Mr Speaker, Sir, the Workers' Rights Act 2019 is amended so that an employer may require any worker to work from home provided a notice of at least 48 hours is given to the worker.

M. le président, at the time when COVID-19 is waiting for us at the doorstep, it is important that each of us shows solidarity and patriotism towards each other. If we combine our efforts, act with discipline and remain united with our compatriot, we will certainly be able to fight the COVID-19.

Mr Speaker, Sir, unfortunately, there is no right solution to the global pandemic problem until we would discover a vaccine and a cure. Until then, we must keep washing our hands, stay a reasonable distance from people, cover the cough and sneeze and stay at home. If you are not feeling good, if you can't get hand sanitizers, soap is very effective. Follow all the rules of laws put in place by the authorities to protect yourself and your loved ones and keep trying to spend. It is vital to keep the wheels of the economy turning. Every time a rupee is spent, it helps keep a person in a job.

M. le président, sur ce je lance un appel patriotique d'unité aux membres de l'opposition. On a besoin de votre collaboration patriotique pour qu'on puisse continuer les différents projets d'avenir pour le pays en entier. Laissez les différences de côté. Et je vais

terminer en un seul mot, en disant bravo. Bravo au Premier ministre pour les bonnes décisions prises. Bravo aux différents ministères pour les différentes mesures implémentées et bravo surtout aux soldats sur le front pour le travail colossal abattu et aux milliers de tests qui démontrent que l'île Maurice gère la pandémie beaucoup mieux que d'autres pays et bravo à la communauté mauricienne d'avoir respecté les consignes. Let's keep it this way! And I will say let's work together to fight the COVID-19 and Be Safe Mauritius.

Thank you, Mr Speaker, Sir.

(4.00 p.m.)

Mr R. Bhagwan (First Member for Beau Bassin and Petite Rivière): M. le président, ce débat se tient à un moment où toute la population subit depuis le 20 mars dernier, un stress inqualifiable. Et ce stress est maintenant transformé en une colère profonde et généralisée, une colère justifiée et parfaitement compréhensible. Le gouvernement est-il conscient qu'il est en train de déclencher un volcan social avec ses amendements qui vont pénaliser et va appauvrir l'ensemble des travailleurs du pays. La paix sociale n'a pas de prix et le gouvernement joue dangereusement avec le feu en s'attaquant au fondement des relations industrielles.

Certes, la situation est difficile, mais il est clair que le gouvernement ait vendu son âme au gain en capital. Ce gouvernement n'est plus un arbitre ; il est devenu le 12^e joueur de *Business Mauritius*. Le gouvernement profite du passage de Covid-19 pour faire le ménage en suivant scrupuleusement le *job card* qui lui a été proposé par les lobbies corporatistes. Son intransigeance, bornée hier lors de la réunion avec les représentants syndicaux, confirme qu'il est déconnecté de la réalité dans le pays.

Dès le début du confinement, c'est la population qui a dû payer les pots cassés de la mauvaise gestion de cette crise sanitaire par le gouvernement, confinement annoncé tard dans la soirée pour le lendemain matin les mises en œuvre, sans aucun préavis raisonnable ; fermeture des commerces, des supermarchés alors que beaucoup de familles avaient des placards presque vides à une dizaine de jours de la fin du mois. Gestion *by trial and error*, par tâtonnement indiquant clairement que le plan d'action, s'il y en avait, était encore embryonnaire ; pagaille dans les supermarchés ; fermeture inexploquée des boulangeries qui fournissaient une denrée de base ; prix exorbitants pratiqués par des commerçants voraces et sans scrupule ; liberté de mouvement confisquée et circulation sur la voie publique surveillée par certains policiers gelés. Et par-dessus tout, le public traité d'irresponsable et rendu

coupable de propager l'épidémie alors que les vrais irresponsables arrogants se blindaient dans leur résidence surveillée.

Et maintenant pour ajouter l'insulte à l'injure, le gouvernement propose deux projets de loi sans aucune consultation avec les partenaires sociaux, y compris l'opposition et les travailleurs se trouvant avec une Épée de Damocles au-dessus de la tête. Le gouvernement prend le prétexte de Covid-19 pour s'octroyer des nouvelles libertés par rapport à la banque de Maurice après le piage organisé de la SBM par les *bangsters* qui sévissent en toute impunité un amendement qui fait première et pour le peuple, des amendes exagérées et des clauses liberticides. Face à cette situation inédite, de nombreux gouvernements dans le monde entier ont ouvert leurs portes à des consultations plus larges et leur esprit aux suggestions de tous les milieux. Cela n'a pas été le cas ici. C'est dramatique.

Au contraire, des égos démesurés, l'arrogance et l'opacité qui ont prévalu et très probablement la situation aurait pu être radicalement différente à l'heure actuelle. Malheureusement, 10 patients sont décédés. Le taux de mortalité est relativement élevé par rapport aux îles voisines, ce qui peut être dû à une détection tardive et donc un traitement tardif mais aussi à d'autres raisons cliniques. Nos pensées cet après-midi sont pour ces familles qui ont perdu leurs proches et parmi lesquels le Docteur Bruno Cheong, qui a été tué au fond. Mais ici au lieu d'observer une minute de silence dans l'Assemblée pour les victimes, nous avons eu droit la semaine dernière à une dégoûtante *tape la table* suite à une réponse du Premier ministre à la *PNQ*. Quelle honte !

Notre pays, M. le président, a frôlé une catastrophe sanitaire et nous devrions tous être reconnaissants envers tous ces *front liners*, qui ont été sur le front du combat et mon ami, l'honorable Nagalingum, a posé une question supplémentaire et n'a pas eu de réponse.

Nous sommes en train de discuter ce projet de loi depuis hier, M. le président, visant à amender plusieurs textes législatifs afin de tenir compte de l'impact du COVID-19, mais avant de discuter ce projet de loi très controversé, nous avons le devoir de nous demander si nous aurions pu gérer cette situation différemment et ce que nous aurions pu faire pour atténuer l'impact social économique de la pandémie sur notre pays.

Examinons rapidement la chronologie des événements pour mieux comprendre comment les choses se sont déroulées ici. Le 10 janvier le gouvernement évoque la prochaine participation d'artistes de Chine, un spectacle alors que depuis le 31 décembre 2019, un groupe de 41 patients sont déjà atteints du mystérieuse pneumonie. L'impression

qui se dégage c'est que le gouvernement n'avait pas sur son radar en ce moment-là la situation qui prévalait dans certaines régions de Chine. Les autorités chinoises ont identifié le nouveau type de Coronavirus le 07 janvier et quelques jours plus tard la Chine a enregistré son premier décès. Le gouvernement prend note le 17 janvier. Silence radio le 24 janvier. Aucune mention du confinement en cours à Wuhan. Discours du Président de la République prononcé le même jour à l'Assemblée Nationale. Aucune mention des investissements supplémentaires urgents pour donner à notre secteur de la santé publique les moyens de faire face à l'urgence sanitaire mondiale, ce de Chine. Le 27 janvier, Air Mauritius annonce le maintien de ses deux vols vers la Chine malgré l'épidémie. Des mesures adéquates ont été prises assure-t-on tandis que le ministère des Affaires Etrangères explique qu'il y a eu très peu d'annulation sur ces services. Le même jour, l'association du personnel de cabine d'Air Mauritius invite la direction de la compagnie aérienne à suspendre les vols vers la Chine. La direction de MK fait la sourde oreille. Volte-face d'Air Mauritius le 29 janvier qui prend la décision de suspendre tous ses vols de Shanghai à compter du 31 janvier 2020 en raison des annulations massives au départ et à destination de Shanghai. Très peu d'annulation de ces services deviennent des annulations massives deux jours plus tard. S'il n'y avait pas eu d'annulation massive, le service aurait-il été maintenu ? Il faut souligner que les dirigeants politiques de l'opposition avaient déjà demandé l'annulation immédiate de ces vols. Alors que le gouvernement et Air Mauritius tergiversaient encore une délégation de l'OMS avait déjà effectué une visite sur le terrain le 20 et le 21 janvier à Wuhan et évoqué la transmission entre les humains.

Le 30 janvier, le ministre du Tourisme parle de Maurice, destination refuge pour les touristes qui ont peur d'aller en Asie et le lendemain, l'OMS déclare une urgence sanitaire mondiale. Le 31 janvier, le gouvernement annonce que depuis le 20 janvier 2020, tous les passagers en provenance de Chine ainsi que les passagers arrivant par bateau de croisière sont contrôlés par un scanner thermique. Selon l'OMS, le seul contrôle de la température à la sortie ou à l'entrée ce n'est pas un moyen efficace d'arrêter la propagation internationale car les personnes infectées peuvent être en période d'incubation ne pas avoir des symptômes apparents au début de l'évolution de la maladie pour dissimuler la fièvre en utilisant des antipyrétiques.

Alors que le gouvernement se réjouissait le 14 janvier que les arrivées touristiques ont augmenté de 12.4% en janvier 2020 par rapport à janvier 2019, en provenance de France,

d'Allemagne, d'Italie et de Chine, les nouveaux cas de Coronavirus avaient déjà été signalés dans ces pays depuis la fin janvier.

A partir du 11 février 2020, contrôle de température sur tous les passagers arrivant sur tous les vols. Le 13 mars après que le Coronavirus ait déjà commencé à se propager en Espagne que l'Italie soit en quarantaine et que l'OMS ait déclaré l'épidémie comme une pandémie, la taxe sur les billets d'avion est suspendue et Air Mauritius brade les prix avec des réductions de 40% à 50% pour attirer les touristes de l'île, de la Réunion, du Royaume Uni, d'Afrique du Sud et de l'Australie. Les hôtels et les boutiques offrent des réductions de 15% sur les boissons alcoolisées. Whisky, champagne autorisés passent de deux litres à trois litres. Or, le virus est déjà présent en Australie depuis le 25 janvier, au Royaume Uni depuis le 31 janvier, en Afrique du sud depuis le 05 mars et à la Réunion depuis le 11 mars. Il est tout à fait compréhensible que le secteur du tourisme doit être soutenu pendant cette période mais difficile. Une fois de plus, il semble que le gouvernement regardait dans sa propre boule de Crystal.

Le 18 mars 2020, le ministre de la santé informe la nation qu'il n'y avait pas de cas de coronavirus à Maurice. L'absence de preuves n'est pas une preuve d'absence. Il évite soigneusement de le préciser. Deux heures plus tard, le Premier ministre vient confirmer qu'il y a trois cas de COVID-19 à Maurice et le lendemain, il annonce en fin de soirée que le pays serait placé sous quarantaine sanitaire pendant deux semaines à partir de 6 heures du matin le 20 mars 2020 plongeant l'ensemble du pays dans une situation désespérée. Le gouvernement est passé en 24 heures d'une longue période de dénis en mode panique. Ce n'est que maintenant 80 jours après que le premier cas en Chine et le couvrement sanitaire a été instauré que le gouvernement se décide finalement à fixer les prix des désinfectants et des respirateurs de masques une bonne nouvelle mais la mauvaise c'est qu'il n'y en avait plus sur le marché.

Une semaine plus tard, M. le président, le 27 mars, le gouvernement prend note de la mise en œuvre du *preparedness plan* face au virus COVID-19 et des dispositions prises pour la distribution de produits alimentaires de base et des achats en ligne pour des marchandises limitées auprès des supermarchés autorisés. Une semaine après le lockdown. Une semaine de pagaille généralisée de marché noir. La tisane après la mort. Faut-il alors s'étonner que les gens soient descendus dans la rue alors qu'aucun préavis n'a été donné avant le *lockdown*, un *preparedness plan* abordé pour la première fois au Cabinet le 27 mars mais selon les communiqués de *Cabinet decisions*.

C'est plutôt de l'improvisation imprudente et dangereuse entraînant des risques de violence provoquée par l'exaspération. Il y a eu une exaspération et de la colère de la population. Si un tel plan existait, il aurait dû être soigneusement expliqué à la population bien à l'avance afin que chacun sache à quoi s'attendre lorsque la présence du virus serait confirmée au lieu de voir un ancien député, un candidat battu à la télévision tous les jours. Je ne vais pas mentionner son nom, tout le monde le sait. Dès le début, toute personne raisonnable savait qu'il ne s'agit pas de savoir si mais plutôt quand le virus atteindra nos côtes mais le gouvernement a choisi d'être naïvement optimiste et irréaliste opérant à huit clos. Ne voulant pas s'engager dans une quelconque approche consensuelle, le gouvernement s'était empêtré dans une gestion très approximative. Incompétente consciente ou inconsistante inconsciente. Pendant plusieurs semaines, le gouvernement n'a cessé de répéter *ad nauseam* qu'il n'y avait pas de cas dans le pays alors qu'il n'avait pas de preuves. Lorsque les trois cas ont été confirmés, cela signifiait que le virus était déjà présent dans le pays probablement depuis le début du mois de mars. Pourquoi avoir attendu des jours pour fermer l'espace aérien? Tout le monde en devine la raison. Si nous avions fermé les frontières plus tôt au lieu de nous concentrer sur l'occupation des hôtels et si nous avions fait fonctionner la quarantaine de manière correcte et stricte qui était, dans certains cas, comme un village de vacances, nous aurions très probablement pas rendu l'inévitable *lockdown* complet.

En raison de ce manque de préparation et de prévoyance, le gouvernement s'est retrouvé dans une situation où il a dû utiliser un marteau de forgeron pour tuer la mouche. L'impact social, économique et psychologique du confinement est énorme. Il a créé des inégalités tout en exacerbant les inégalités sociales qui existaient déjà avant la pandémie. Nous serons confrontés à une hausse de chômage avec des coûts sociaux énormes. Nous souffrons déjà de l'augmentation du coût de la vie en particulier pour les produits de base. Nous entendons de tous parts que le fardeau devrait être partagé mais est-ce bien le cas? C'est déchirant pour les travailleurs et les employés qui seront licenciés et les autres pour voir le drame qui se déroule à *Air Mauritius* et à *SBM*. Les nominés politiques et les escrocs déguisés en banquiers pillent des milliards de roupies des contribuables et commettent des vols en plein jour en toute impunité. Et nous savons qui sont ces tiers personnes. Moi-même, j'ai dénoncé, M. le président, à travers des *PQs* un certain monsieur '*pran cash*' qui était membre du Board de la *SBM* et d'*Air Mauritius*.

M. le président, dans le cas d'*Air Mauritius* il s'agit nul doute d'incompétence consciente, des pseudos gestionnaires savaient pertinemment - je ne vais parler de ce *Air Corridor* - bien ce qu'ils faisaient et quelles seraient les conséquences.

Aujourd'hui, le gouvernement utilise le prétexte d'une situation qu'il a lui-même engendré pour imposer des amendements rétrogrades en utilisant sa majorité numérique dans la Chambre et la propagande de la *MBC*.

Je fais un appel à la population pour qu'elle soit sur ses gardes car les masques de ce gouvernement sont tombés. Le gouvernement est devenu frileux aux critiques. L'*ICTA* et les caméras de 'chéri' vous épient et la police peut débarquer chez vous pour un simple poste ou une caricature sur les réseaux sociaux.

Mais M. le président, notre liberté ne peut être ni confinée, ni mise en quarantaine. Ici et ailleurs, notre combat se poursuivra pour le respect des droits des travailleurs et de notre liberté.

M. le président, je vais dire quelques mots sur le sport. M. le président, j'ai entendu quelqu'un parler de sport, je ne vois pas le fameux ministre des sports sur la liste. Aucun plan de relance à ce jour, même un document partiel à partir du 15 mai ou à partir du 1^{er} juin - aucun plan. A ce jour, rien n'est planifié, aucune consultation, je le dis et le redis avec les responsables des fédérations, à part un communiqué de presse, à la suite ça aussi d'une question parlementaire de mon collègue, Franco Quirin.

Que voit-on dans ces amendements du *Sports Act*: *the Minister will decide; the Minister will give directives*, mais il aurait dû parler. A ce jour 'bouze fixe'. Il est ici 'bouze fixe'.

M. le président, les experts, les psychologues estiment que les conséquences physiques, sociales et psychosociales de longues semaines ou de mois de sédentarité forcée pour un grand nombre de personnes sont encore difficilement mesurables mais c'est très dramatique. Le sport est par ricochet ; sa pratique joue un rôle majeur dans la société mauricienne et, à ce titre, la période de pré-déconfinement à partir du 15 mai est un éventuel déconfinement pour le 1^{er} juin doit pouvoir faire place à la pratique du sport et bien évidemment dans un environnement contrôlé selon les normes sanitaires établis par les autorités.

M. le président, pour terminer, ce que je vais dire. Nous avons un gouvernement qui a fait la sourde oreille. Aujourd'hui, le gouvernement nous a demandé d'avoir du *social*

distancing sauf dans quelques cas rares que nous avons vu ici. Il y a quelques moments, vous avez dû rappeler à l'ordre le ministre Seeruttun, mais ce que je constate, M. le président, il y a un *distancing* de ce gouvernement avec le peuple. Au lieu de *social distancing*, je ne veux pas dire *political* mais *distancing* envers le peuple.

Le seul conseil que je vais vous donner, avec toute mon expérience, avec les jeunes membres députés de l'opposition, les ministres sont protégés, surement ils vont augmenter le nombre de *bodyguards*, les membres du gouvernement ; certains devront doubler leur sécurité. A partir de quelques temps, après ce projet de loi, allez acheter quelques casques intégraux parce que la population ne va pas vous pardonner. La population est en colère. Il y a une colère généralisée. Au lieu de gilets par balles c'est gilets par roches, gare à vous.

Merci, M. le président.

(Interruptions)

Yes! I thought you were putting me out, ordering me out.

At 4.21 p.m., the sitting was suspended due to a microphone problem.

On resuming at 4.29 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

Mr Speaker: Hon. Minister Ganoo!

The Minister of Land Transport and Light Rail (Mr A. Ganoo): Thank you, Mr Speaker, Sir.

M. le président, j'ai écouté le précédent orateur, l'honorable Bhagwan faire son discours. A l'écouter, il semblerait que l'île Maurice est devenue un cimetière. Pour lui, les décisions qui s'imposaient n'ont pas été prises et aujourd'hui, si je le comprends bien, l'île Maurice est dans une situation catastrophique. Le chômage, l'inégalité sociale sont ici, à Maurice, aujourd'hui, due aux mauvaises décisions qu'ont prises notre Premier ministre et son gouvernement, le licenciement et l'appauvrissement de la population. Mais, comme nous le savons tous, M. le président, dans tous les pays du monde aujourd'hui, les économies se sont écroulées. Nous voyons sur la télévision tous les soirs, le nombre de citoyens dans tous les pays faisant la queue un à trois kilomètres, dans certains grands pays dit moderne, pour aller chercher des vivres alimentaires. Nous savons tous qu'est-ce qui se passe dans le monde aujourd'hui, M. le président. Ce n'est certainement pas à cause des mauvaises décisions qu'ont prises notre Premier ministre et le gouvernement que la situation économique aujourd'hui s'est détériorée. Nous savons tous quelles sont les raisons.

Le *distancing* avec le peuple. J'ai entendu l'honorable Bhagwan répéter cela à la veille de chaque élection, M. le président, que ses adversaires politiques devront toujours mettre des casques intégrales, doivent toujours se protéger parce que le peuple va les courir après. Et cette fois-ci, il a mentionné des casques anti-roches ou anti-pierres. La preuve c'est que ses prédictions se sont avérées tout le temps fausses, c'est qu'à fois il est sur les bancs de l'opposition.

M. le président, laissez-moi adresser à la Chambre mes réflexions sur les deux projets de loi aujourd'hui. Je commencerais par dire qu'il incombe à tout patriote de ce pays à œuvrer pour la refonte et la reconstruction de notre patrie.

Le temps n'est pas à l'euphorie et l'autocongratulation, mais moins encore à la démagogie, au spectacle, à la comédie ou à la surenchère. Nous voilà dans une situation inédite et sans précédent. Dans les quatre coins du monde, comme je viens de le dire, M. le président, la planète s'affaisse. Sur le plan économique, financier et social, le monde est en miette, le monde est en arrêt, des économies s'écroulent et, évidemment, la petite Ile Maurice n'a pas été épargnée.

Aujourd'hui, quand nous nous penchons et disséquons les deux projets de loi, que faisons-nous au fait, M. le président ? Nous évaluons les effets, les impacts, les dégâts que le Coronavirus nous a infligés. Nous évaluons les stratégies adoptées. Et maintenant que la reprise des activités économiques est à l'ordre du jour, nous réfléchissons sur la stratégie qui s'impose.

Forcément, M. le président, d'une part et d'autre, les opinions et les discours livrés, autour de la problématique, proviennent d'un angle et d'une perspective politique partisane. Ceci est normal pour moi et fait partie du jeu démocratique. D'un côté, le succès du gouvernement d'avoir pu magistralement maîtriser la crise sanitaire peut nous inciter, de ce côté de la Chambre, à trop d'optimisme, j'en conviens, à trop de confiance et de complaisance.

D'autre part, M. le président, l'opposition, qui depuis les élections, était en déroute, se voit naître une lueur d'espoir inattendu avec la venue de ce virus, avec l'apparition de ce virus mortel et impitoyable. L'opposition, comme nous le voyons, comme nous l'avons vu depuis hier, dans cette Chambre, se démène, comme un diable dans le bénitier, il essaie à tout prix de tirer les marrons du feu et de se refaire une virginité.

A tout ceux qui veulent sincèrement, M. le président, tendre la main à leur patrie fauchée, je leur dis ceci : ayons une perspective objective, analysons la situation d'une manière dépassionnée.

Et que retenons-nous dans cette série d'évènements qui durent depuis février, M. le président ? Un virus ni vu, ni connu, a envahi le monde.

Deuxièmement, le gouvernement de notre pays a mis sur place les stratégies nécessaires et a pu mater cette tempête sanitaire qui s'est abattue sur l'Ile Maurice et la planète dans son ensemble.

Nous retenons aussi, M. le président, que cette crise a eu des effets néfastes et désastreux sur notre économie et notre vie de tous les jours. Mais qui ose nier que la stratégie adoptée par le gouvernement et le Premier ministre ont porté leurs fruits, puisqu'on a pu lisser la courbe, M. le président, qui plus est, comme certains membres de ce côté de la Chambre, l'ont dit avant moi, depuis 14 jours, 15 jours maintenant, aucun cas de Covid-19 n'a été rapporté. Nous avons été à la hauteur de la maladie.

L'opposition peut, *ad nauseam*, souligner que certains manquements se sont profilés en cours de route ou que telle et telle décision n'a pas été prise au moment opportun, comme vient de le faire l'honorable Bhagan. C'est de la bonne guerre, M. le président ! Mais qu'un gouvernement dans notre histoire a dû faire face à une crise aussi complexe, profonde et de cette magnitude, M. le président. Reconnaissons-le ! Acceptons ce fait ! Cette crise a mis notre système de santé à rude épreuve, M. le président. Mais, heureusement, cette crise n'a pas pu l'ébranler, comme cela a été le cas dans plusieurs autres pays plus avancés et plus modernes que les nôtres. Et on se demande, M. le président, franchement, objectivement, quel autre gouvernement ou quel autre Premier ministre aurait mieux fait que le Premier ministre actuel et le gouvernement au pouvoir. Je pose la question, M. le président.

Au niveau social, M. le président, je ne reviendrai pas sur cette panoplie de mesures prises par l'Etat. Quand on y pense, M. le président, toutes les composantes en ont bénéficié : les aînés, les *senior citizens*, les handicapés, les *carers*, les pêcheurs, les planteurs, les consommateurs, les locataires. Mieux encore, M. le président, ce matin nous l'avons entendu, ou dans le *PNQ*, ou dans une déclaration faite par le ministre des Finances. 260,000 *wage earners*, 180,000 *self-employed*, M. le président, ont bénéficié du *scheme* qu'a proposé le gouvernement et son ministre des Finances. En dépit du fait que le pays est en récession

économique, il a été épargné d'une récession au niveau de la justice sociale et la solidarité, M. le président.

Les comptes totales de toutes ces prestations et le soutien vis-à-vis ceux au bas de l'échelle s'établissent dans les environs de R 6 milliards, M. le président. Faites le compte ! Et aujourd'hui, certains veulent donner de leçon au gouvernement sur sa générosité et ses principes de justice sociale. M. le président. Il m'était opportun de rappeler à la Chambre aujourd'hui. J'ai dans ma main, M. le président, un document intitulé '*Additional Stimulus Package Shoring Up Economic Performance*' du Parti travailliste. Dans ce document, dans le sillage de la crise financière que nous nous rappelons tous, beaucoup parmi nous étions dans cette Chambre, dans l'opposition ou dans le gouvernement, je ne sais pas, mais en tout cas j'y étais avec beaucoup d'amis, qui sont au MMM.

Dans ce document, le ministre et le Premier ministre explique leur Plan d'Action. Nous venons au chapitre de '*protecting the population*'. Vous savez qu'avait fait le Parti Travailliste alors en termes de protection de la population, M. le président. Trois mesures –

- (i) la baisse du prix de la farine;
- (ii) la baisse du prix d'un pain de 100 grammes;
- (iii) la baisse *of LPG which was dropped by 5%*.

Alors, en détail, ça voulait dire que les cadeaux qu'il avait fait aux plus vulnérables et aux plus faibles, vous savez qu'est-ce que c'était, M. le président ? Le prix d'un pain avait baissé de 15 sous, le prix de la farine avait baissé d'une roupie et le prix du *LPG* avait baissé de R 15 et là aussi de R 315 à R 300, 10 ans de cela. Et en tout *the above prices will require subsidies in excess of R 350 millions*, M. le président. R 350 millions ! Voilà tout ce qu'il y avait en termes de soutien et de support à la population vulnérable à l'époque. Aujourd'hui, les chiffres, avec le *scheme* qu'a proposé le ministre des Finances, s'établissent, comme je viens de le dire, M. le président, à plusieurs milliards de roupies.

Mais tout ça, M. le président, c'est du passé. Je veux dire pas ce qu'a fait le Parti Travailliste à l'époque, évidemment c'est du passé. Mais même ce que nous vivons aujourd'hui, le temps va tellement vite et tout ce que nous faisons et nous avons fait c'est du passé, M. le président. Aujourd'hui, nous demandons à l'Opposition et à la population, nous leur disons ceci : regardons l'avenir ensemble, réfléchissons comment sortir de la tempête et nous préparer pour faire face à l'avenir.

M. le président, le monde est fragile, l'avenir incertain, les menaces sont nombreuses et c'est pourquoi nous avons tous à relever le défi qui nous attend. Et le défi immédiat qui nous attend est d'abord cette reprise progressive des activités, cette *resumption of activities*, cette *easing of restrictions* qui ne signifie en aucune façon la fin de l'épidémie comme nous le savons tous. C'est pourquoi nous appelons, de tous nos vœux, à l'auto-responsabilisation de la population. Que le Singapour, l'Allemagne, Séoul et les autres pays nous servent de leçon, M. le président. Dans ces pays-là, nous le savons tous, la résurgence, la deuxième vague a bel et bien eu lieu et nous savons quelles ont été les conséquences catastrophiques.

Ici à Maurice, nous sommes en rémission, M. le président. Notre peuple doit comprendre que désormais nous devons adopter un nouveau style de vie, des nouvelles habitudes, de nouveaux réflexes et un nouveau comportement. Il nous faut surtout éviter, comme l'a prédit le *World Health Organisation*, à tout prix d'alterner entre le confinement et le déconfinement, M. le président. Le Premier ministre a joué la carte de l'extrême prudence, avec raison, de peur que notre pays n'essuie un nouveau pic épidémique.

De par le monde, M. le président, le virus progresse. Il n'est pas stoppé. Sa diffusion reste insidieuse et lente. Et, que l'Opposition aussi se responsabilise, M. le président. Je suis triste d'avoir entendu l'honorable Bhagwan, le précédent orateur, avec les commentaires qu'il a fait. Une fois le déconfinement total, le pays doit panser ses blessures, se remettre sur ses jambes pour assurer son redressement et la restructuration.

Et nous sommes tous d'accord, M. le président, que la démocratie doit pouvoir s'exprimer, y compris en période de crise sanitaire. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui avec nos masques, respectant la distanciation physique, un peu inconvenient pour faire des discours en s'asseyant mais quand même nous sommes là avec l'opposition. Au gouvernement, le Premier ministre et son équipe a dit non à des états d'exception, sans possibilité d'expression démocratique. C'est pourquoi jouons le jeu démocratique.

Nous sommes au début d'un mandat, M. le président. J'entends, je vois ici et là, les incitations à la révolte, les incitations à la violence quelquefois *online*, des tentatives mêmes d'attiser les haines communautaires et essayer de remuer le couteau dans la plaie. Tout ceci, M. le président, ne sert à rien. Notre pays est doté d'une riche culture et tradition démocratique. Nous sommes les héritiers d'une culture démocratique.

M. le président, nous le savons tous, laissons le temps au temps. 4 ans et demi nous sépare aux prochaines échéances électorales. En temps et lieu, le gouvernement assumera sa

responsabilité et en temps et lieu, le gouvernement fera face à la population et assumera, comme je viens de vous dire, M. le président, les conséquences des décisions prises dans le sillage de cette crise qui nous a frappé tous.

M. le président, après avoir écouté très attentivement les discours de mes amis de l'Opposition, il me semble que leur désaccord avec les deux projets de loi se repose essentiellement sur trois *issues* –

- les pouvoirs de la police et les amendes imposées dans certains cas dans le *Quarantine Bill*;
- les amendements apportés au *Banking Act* dans le *COVID-19 Bill*, et
- les changements proposés au *Workers' Rights Bill*.

Mais, je viens tout de suite sur des commentaires qui ont été faits, M. le président, concernant cette clause dans le *Quarantine Bill* par rapport au *warrantless search*.

M. le président, clause 11 du *Quarantine Bill* effectivement *reads as follows* –

“A police officer may –

- (i) *enter premises without a warrant;*
- (ii) *arrest, without a warrant, a person whom he has reasonable cause to believe has committed an offence under this Act or any regulations made under this Act.”*

M. le président, je crois quelqu'un l'a dit avant moi, il nous faut rappeler que d'abord cette clause parle *under this Act*. C'est-à-dire que les pouvoirs de la police *to enter premises without a warrant or to arrest, without a warrant when he has reasonable cause to believe an offence has been committed or will be committed*. Ces dispositions de notre loi sont limitées à *the Act* qu'on est en train de débattre, M. le président.

May I remind the House also that the existing Quarantine Act, *la loi que nous avons*, the current Quarantine Act, Mr Speaker, Sir, permitted arrest without warrant. Section 10 of the current Act reads as follows –

“Every police officer may board any ship of aircraft and enter any premises without a warrant.

A police officer may arrest without a warrant any person whom he has reasonable cause to believe has committed any offence under this Act.”

Donc, nous voyons que nous avons effectivement répété ou répliqué une section de la loi qui se trouvait dans l'ancien *Quarantine Act*, M. le président. *Therefore, it is abundantly clear that this power is in connection with the enforcement of the Quarantine Bill which will become an Act when voted, Mr Speaker, Sir.*

And as I just said, this is not a novel provision in our law; it is not for the first time that the legislator is introducing such a provision in an Act of Parliament. In fact, *M. le président*, if you look at *section 16*, *il y a beaucoup d'amis légistes qui sont dans cette Chambre, je leur inviterais d'aller voir la section 16, la section 22 du District and Intermediate Courts (Criminal Jurisdiction) Act* regarding arrest where the same provisions can be found. *Section 16, par exemple, dit arrest by a private person without warrant. Section 22, any Officer may arrest a party without warrant in all cases where a private person may so arrest and also on a reasonable charge made of a crime committed, etc.*

M. le président, donc, nous n'inventons rien. Cette provision se trouvait déjà dans beaucoup de textes de loi, et je crois que l'honorable Uteem, lui-même, il avait mentionné et il avait raison de le dire dans le *Police Act, Section 10, reads as follows, every Police Officer*, etc, M. le président.

Donc, je viens de citer le projet de loi, *District and Intermediate Courts (Criminal Jurisdiction) Act*, dans le *Police Act*, enfin, dans l'ancien, dans le *Quarantine Act* qui est toujours en vigueur, parce que nous ne l'avons pas remplacé encore. Donc, dans tous ces projets de loi, cette provision existe, M. le président. Donc, c'est juste pour éclairer la lanterne du public sur tout ce tapage qui a été fait, pas seulement au Parlement, mais en dehors du Parlement par l'opposition extraparlamentaire, M. le président, à faire autant de démagogie sur une section de loi qui existait déjà dans nos textes.

M. le président, je voudrais dire quelques mots sur mon ministère parce que le temps va vite. Je voudrais faire quelques remarques, quelques commentaires sur ce qui se passe dans le ministère du Transport, M. le président, pour dire que *with the gradual lifting of the curfew, there is need to be alert and cautious.*

Public transport systems have to be considered a high risk environment. Therefore, with a phased resumption of economic activities, there is need to ensure provision of transport services for conveying employees to work and for related business activities.

Mr Speaker, Sir, during the COVID-19 period, passengers will have to comply with sanitary measures being put in place. Unfortunately, I will have to go quickly. The wearing of

face mask and physical distancing at bus top, bus shelters, bus station and in public transport will be mandatory. A passenger, not wearing a mask will, therefore, be denied access to a public service vehicle by a bus conductor, the driver of a public service vehicle or an authorised person.

Moreover, only one passenger will be allowed on a row of two seats and two passengers only on each row of three seats in buses. No standing accommodation will be allowed. Bus operators are being requested to put in place appropriate measures to conspicuously demarcate seats which should not be occupied by passengers. Appropriate arrangements have already been made by the NTC to that end. Bus operators have been advised to consider side rear door boarding temporarily to replace the front door access of buses wherever possible to protect the driver, where no physical barrier is available to segregate the driver from passengers, the seat or seats in the immediate vicinity of a driver will have to remain unoccupied at all times.

M. le président, to enable the physical distancing and requirement to be observed, markings have already been put in place by MEL and also at light rail stations, in the light rail vehicles, posters have been affixed to guide passengers, light rail personnel will be on site to guide passengers, a control number of maximum of 81 passengers will be accepted on board each LRV initially. As far as taxis are concerned, not more than three passengers will be accommodated with a maximum of two passengers at the rear seats, a maximum of four passengers will be allowed in a seven seated taxi.

The use of air conditioning on board in service buses, including contract buses and taxis, will have to be avoided. Senior citizens will be able to travel in a public bus or on board a light rail vehicle strictly on allocated days in an alphabetical order of the same surname similar to that established for supermarkets, except where it is for a medical purpose. Person under 18 will not be allowed to travel in a public bus or board a light rail vehicle only for medical purposes during the COVID-19 period or such other period as may be prescribed. We are doing this, Mr Speaker, Sir, to ensure that the number of persons waiting to board a light rail vehicle or on bus stations at peak hours are kept to a minimum so that safe physical distancing protocol can be observed.

We have also to protect the crew, Mr Speaker. Arrangements have been made by my Ministry with the Ministry of Health for COVID test to be performed on bus cruise. As at now, 742 bus employees of the NTC have already undergone the rapid test, bus operators and

the light rail operator will provide PPE to their crews. Bus operators have also been encouraged to provide face shield to conductors. The NLTA has requested all bus operators to ensure the rigorous cleaning of their vehicle prior to after the operation of the vehicle. Disinfection of the vehicle will have to be effected prior to or after operation and bus trips.

At the level of light rail stations, measures have been taken for proper cleaning of elevator buttons, stair handrails, automatic ticket dispensers, ticket card readers, among others. This is to ensure that all assets are intensively and regularly cleaned to ensure maximum safety for personal as well as passengers.

Mr Speaker, Sir, at the NLTA Head Office, there also, customers, not wearing face mask, will be denied access to any premises and to the vehicle examination station. I take this opportunity to request the public to tender the exact amount when travelling by bus and I wish to encourage light rail passengers to avail of their ME cards which could constitute a safer payment mechanism.

Mr Speaker, as you know also, decision was taken by my Ministry to grant an automatic three months extension to owners of vehicle whose MLV licence has expired at the end of March and at the end of April, Mr Speaker, Sir. The motor vehicle licence, the public service vehicle licence will be deemed to have taken effect as from the date of expiry and the NLTA will not impose the 50% surcharge on road tax as provided by the Road Traffic Act. Where the certificate of fitness of a vehicle has lapsed or will lapse during the curfew period, the vehicles have been and will be allowed on the road only in exceptional circumstances, that is, in the case of a person holding a valid work permit access delivered by the Commissioner of Police, a medical emergency or a person has to purchase essential food items or necessities, subject to the vehicle having a valid insurance cover. Insurance companies have readjusted their operations in order to ensure a minimal operational level, mainly concerning renewal of insurance policies. After consultation with Government, Mr Speaker, Sir, the Insurers' Association of Mauritius announced an automatic extension of automobile insurance policies which expired in March and until 30 April 2020 under existing conditions. I am made to understand that insurance companies obtained their Work Access Permits from Government and further readjusted their operation. As a result, there was no second automatic extension of insurance policies; policy holders can effect payment by various digital transaction and facilities available or simply take a commitment and make an arrangement with their insurance company to effect payment after the confinement period.

Insurance companies are also communicating with the policy holders by email, phone or social media.

I would like to conclude by saying that the COVID-19 pandemical storm the world unexpectedly and the disruptions brought along are telling. It is beyond reasonable understanding that how such a microscopic virus could have had such far-reaching and uncontrollable implications globally.

M. le président, je terminerai en disant que la petite île Maurice doit retrouver toutes ses forces et son dynamisme pour faire face à ces nouveaux défis et continuer sa route vers la reconstruction d'un pays moderne et prospère. La reprise de l'économie prendra du temps et impliquera des sacrifices de la part de tout le monde, le gouvernement, les entreprises et la population en général. Notre pays doit faire preuve de sa résilience proverbiale et nous avons confiance en le Premier ministre qui est un homme d'audace, qui peut *think out of the box*. Je suis convaincu que lui et son équipe trouveront le *roadmap* pour reconstruire notre pays et restructurer notre économie vers un meilleur futur. La réussite dépendra de l'adhésion et le soutien de tous les patriotes, M. le président. Ensemble, dans la discipline et le sens du devoir, nous pourrons remonter la pente, M. le président. La réussite dépendra de chaque mauricien.

Je conclus en disant que j'ai confiance en mon pays. Je me rappelle d'une phrase d'un célèbre poète anglais qui avait dit, je cite –

« *If winter is here, summer can't be far away.* »

Et d'un poète Maghrébin qui avait dit, M. le président, je cite –

« A la fin de chaque crépuscule se lève une aube radieuse. »

Merci. J'ai terminé.

Mr Speaker: Hon. Assirvaden!

Mr P. Assirvaden (Second Member for La Caverne & Phoenix): Merci, M. le président. M. le président, il est quasiment impossible de vérifier en deux jours les 57 amendements liés à nos textes de lois.

Ce projet de loi contient des items concernant la liberté de mouvement, la liberté d'expression, la liberté tout court, quoiqu'en dise l'honorable ministre Ganoo. C'est inquiétant de noter que le droit fondamental de l'individu est sévèrement touché, surtout avec la proposition que la Police peut pénétrer une propriété privée sans un mandat, qui, jusqu'ici,

était délivré par un magistrat. Je parle ici de la section 11 du *Quarantine Bill*. C'est effrayant, M. le président, dangereux, connaissant la façon d'agir de certains policiers, et aussi de ce gouvernement, qui n'hésite pas à faire envoyer ces opposants et le mauricien lambda en prison selon son bon vouloir. Nous avons toujours en mémoire les charges provisoires fabriquées contre les membres du Parti travailliste depuis 2014. Mais le *COVID-19 Bill* ne doit pas être pris en isolation, car il intervient après la gestion de la crise par ce gouvernement. Depuis le 23 mars 2020 à ce jour, une série de mesures ont été prises, laissant la population sur sa faim, démontrant l'amateurisme du gouvernement. Surement vous allez vous rappeler, M. le président, que l'opposition dans son ensemble, le leader du Parti travailliste, le leader de l'opposition avait demandé, comme l'a si bien dit l'honorable Bhagwan, la fermeture de nos frontières bien avant mars 2020, avec une fin de non-recevoir du Premier ministre et avec même certains élus, ici, dans cette Chambre, se moquant du leader de l'opposition, alors qu'il posait sa *PNQ* sur le *COVID-19*.

Le gouvernement, M. le président, nous demande de voter ce projet de loi, alors que nous avons été témoins de la façon dont ce gouvernement gère une crise. Vous voulez quelques exemples pour la population, pour l'ensemble du pays de la qualité de la gestion des membres de ce gouvernement ? Qui a oublié l'échec de l'achat en ligne mis en place par le gouvernement quand les supermarchés étaient fermés ? Qui a oublié l'échec des leçons à la télévision pour les enfants, sans oublier que certains enfants n'ont pu suivre les programmes à la télé, où, à un certain moment, ils n'étaient même plus intéressés à regarder la télé avec ces émissions ? Qui a oublié la distribution du gaz ménager pendant la pandémie ? Un parcours de combattant, difficile, pénible pour les consommateurs mauriciens ! Comment oublier le scandale de la distribution de la pomme de terre et de l'oignon pendant la pandémie ? La compétence ? La gestion ? Le *Self-Assistance Scheme*, annoncé en grande pompe, a laissé malheureusement certaines personnes sur le pavé, beaucoup, beaucoup de personnes méritantes, alors que certains ont reçu une somme dérisoire de R 2,550, M. le président, pour faire vivre leur famille pendant un mois. Et l'honorable Ganoo parle de comédie ! Les gens dehors, ceux qui souffrent, c'est de la comédie ? R 2,550, M. le président, quasiment de la famine ! Et à l'heure où nous débattons ce projet de loi les mauriciens nous regardent. Il y a encore des pères de famille qui n'ont toujours pas reçu le *self-employed assistance scheme* pour le mois d'avril. Et l'une de nos craintes dans ce *Quarantine Bill*, et surtout le pouvoir additionnel qu'on veut donner à la police, par ricochet au Commissaire de Police. Déjà actuellement, comme l'a si bien dit l'honorable ministre Ganoo, la police dispose du pouvoir

d'arrestation et de perquisition. Et nous l'avons constaté – tout le monde l'a constaté – pendant la pandémie, les abus de certains policiers vis-à-vis des Mauriciens en cette période de *COVID-19*. Et ce projet de loi veut donner encore plus de pouvoir à certains policiers leur permettant d'agir selon leur bon vouloir, sans avoir recours à un magistrat, qui, jusqu'ici était le seul habilité à signer un mandat d'arrêt, ou une perquisition. Dois-je refaire référence que le Commissaire de Police aujourd'hui, ce Commissaire de Police à qui on veut du pouvoir est un Commissaire de Police sous contrat, dépendant de l'exécutif, donc, de son renouvellement de contrat ? C'est extrêmement dangereux. Avant de présenter ce *Bill*, le Premier ministre aurait dû au moins nommer un nouveau Commissaire de Police, *a full-fledged Commissioner of Police*. Nous sommes entièrement d'accord au sein de l'opposition que la police doit faire son travail, là où c'est nécessaire, mais nous devons être d'accord qu'il y a des abus, des excès de zèle de certains policiers. Qui a oublié l'épisode de Cité Vallijee, où la police a fait éruption chez une famille, usant de la force, tabassant, torturant une famille en direct. Cela a mené à l'arrestation d'un policier sous la pression populaire. J'ai peur. L'honorable Rawoo parle de Mussolini, un dictateur. Je ne sais pas s'il est un adepte de Mussolini, un dictateur d'Italie, mais ça fait peur. Ce projet de loi déjà donne trop de pouvoir à la police. Trop! Trop de pouvoir à la police!

(Interruptions)

Des adeptes! Des adeptes d'Hitler et de Mussolini !

Ce projet de loi, M. le président, donne trop de pouvoir à la Police. Ce pouvoir de la Police, M. le président, qui ferait d'un malade un suspect, qui ferait d'un malade un criminel, alors que pendant le confinement du 23 mars au 15 mai, donc, demain, la Police n'avait pas besoin de tel pouvoir pour traquer les malades, pour faire respecter le couvre-feu. Posons-nous la question ! Posez-vous la question, M. le président ! Vous, posez-vous la question : pourquoi maintenant ? Le confinement tire à sa fin. Connaissant les antécédents de ce gouvernement de faire changer les lois pour nuire l'adversaire – qui a oublié le fameux *Prosecution Bill*, ou celui pour empêcher le pilote Hoffman de rester sur le territoire mauricien ?

Nous avons des sérieux doutes sur les vraies raisons de donner les pleins pouvoirs à la police, sans garde-fou. Pourquoi ? Qu'est-ce que nous avons vécu en pleine pandémie. En pleine pandémie, une institution comme l'IBA siège, peut suspendre la licence d'une radio, *Top FM*. En pleine pandémie, l'ICTA dont un membre, d'une manipulation honteuse, pousse

à l'arrestation d'une mauricienne qui a partagé une blague sur le Premier ministre. Combien de blague nous voyons tous les jours sur le Premier ministre, Boris Johnson ; combien de blague nous voyons tous les jours sur le President Trump. Où est la tolérance ? Où est l'ouverture d'esprit ? Qui a oublié l'épisode de l'affaire de l'Avocate Lovena Sowkhee devant le Chef Juge ? Comment un Commissaire de Police avait osé penser que son circulaire aurait régulé la loi du pays pour permettre aux Avocats de circuler pendant le couvre-feu ?

M. le président, quelqu'un de la majorité gouvernementale pourra nous expliquer pourquoi la police ou une station de police ne peut pas faire une demande pour un mandat d'arrêt ou de perquisition devant un juge ou un magistrat online comme tous les mauriciens sont en train de faire leur demande online. Pourquoi une station de police ou la police ne peut pas le faire ? Je vous ai donné trois exemples, M. le président, l'IBA, l'ICTA, la police où trois institutions ont dérapé en espace de quelques jours. Heureusement que le judiciaire était là.

La situation économique, M. le président. Avant le *COVID-19*, nous étions au bord du précipice. Tous les experts le disent. L'île Maurice vit à crédit avec des *loans* et des *special vehicles*. Avec ce projet de loi punitif et rétrograde, que va faire le gouvernement ? La population dehors veulent des réponses ; ils veulent la transparence, ils veulent des solutions. Que ce gouvernement va faire pour préserver l'emploi ? 100,000 chômeurs d'ici la fin de l'année selon pas les membres de l'opposition, selon le ministre des Finances. 100,000 chômeurs d'ici décembre de cette année-ci. Et le secteur informel à qui il est demandé de vivre avec R 2,550 par mois.

M. le président, demain c'est le 15 mai. Les comptoirs de la CWA, du CEB, de Mauritius Telecom ou d'Emtel seront ouverts. Savez-vous, M. le président, que les ménagères mauriciennes qui nous écoutent ce soir, à partir de demain, le 15, elles auront à régler trois factures d'électricité, trois factures de téléphone, trois factures d'eau alors qu'elles auront été en confinement de 57 jours sans travailler, sans revenu alors que dans d'autres pays ils présentent leur plan de déconfinement. Ça se fait un peu partout. Voyez en France, voyez en Allemagne. Le plan de déconfinement est accompagné d'un plan de relance. Ici, c'est le contraire. On nous demande de voter une loi pour sanctionner la population, sans plan de secours. Et au même moment, il y a des abus comme l'a concédé le ministre des Finances dans le *Wage Assistance Scheme* de la part de certaines compagnies et non des moindres. Et ce matin, j'ai écouté le ministre des Finances disant que le Parti travailliste

protégeait les possédants. Le ministre des Finances l'a lui-même reconnu. Des compagnies brassant des milliards et des milliards, en ont bénéficié de ce *Wage Assistance Scheme*. Donc, il faut bien le dire. Pourquoi avoir honte ? Une banque très connue de la capitale faisant des profits de centaines de milliards de roupies, payant des *dividends* chaque année, a pris avantage de ce *Wage Assistance Scheme*. Un club privé de la capitale, bien connu pour l'organisation des courses hippiques dont les membres se sont acquittés de leur cotisation annuelle, ce club privé, tenez bien, M. le président, ce club privé a demandé, obtenu du gouvernement, de la MRA plus de R 5 millions pour les salaires de ses employés sous le *Wage Assistance Scheme*.

(Interruptions)

Il organise des courses hippiques à Port Louis alors que les pauvres mauriciens de Lallmatie, de Flacq, de Triolet, de Port Louis et de Vacoas, sont laissés sur le pavé pour vivre avec R 2,550. Il est clair aujourd'hui, à l'heure où je vous parle, M. le président, à moins qu'on change de direction, il est clair aujourd'hui pour la population, pour l'opposition que l'argent des contribuables a servi pour aider les *fat cats*, les grosses entreprises du privé. Au parti Travailleiste, nous l'avons déjà dit et nous le redisons avec force il faut un retour pour les contribuables en termes d'*equity* et de *shares*.

Ce gouvernement nous demande de voter ce projet de loi alors qu'en pleine crise de Covid-19, ce même gouvernement, au lieu d'aider la population, a jugé bon d'imposer une taxe de R 4 sur chaque litre d'essence. Dans d'autres pays, on aide son peuple. Ailleurs, on soutient son peuple. Ici, on taxe son peuple. Ce n'est ni plus ni moins qu'une punition, M. le président.

Les PME, pourvoyeurs d'emploi, j'ai rencontré quelques responsables de Petites et Moyennes Entreprises. Ils ont besoin du soutien de l'État. Ce qu'ils disent c'est que le ministre ne veut pas comprendre. C'est que dans les Petites et Moyennes Entreprises, il n'y a pas que les salaires comme dépenses, il y a aussi le *loan* à payer, le *loan* à rembourser, le loyer à payer, la marchandise à acheter, l'électricité et les autres factures à payer. Donc, il n'est pas vrai de dire que ce gouvernement aide les PME. Au fait, c'est un *short term advance* qu'ils doivent rembourser. On l'entend aujourd'hui. Ils doivent rembourser à la MRA avec le MRA sur le dos. C'est l'arnaque. Le mot est exact. C'est l'arnaque. Les Petites et Moyennes Entreprises se sentent arnaquer par ce gouvernement. A aucun moment, le gouvernement n'a dit que le *Financial Support Scheme* sera remboursable. Je le répète, à

aucun moment, ce gouvernement n'a dit que le *Financial Support Scheme* sera remboursable. A aujourd'hui, à travers un *levy*, une taxe le gouvernement veut mettre la main sur les Petites et Moyennes Entreprises à travers la *MRA*.

M. le président, comme je l'ai dit plus tôt, je dois aller un peu vite, le temps me fait défaut. Je n'ai que 20 minutes. Il est quasiment impossible de vérifier 57 amendements en deux jours. Il faut lire. Je conseille aux membres du gouvernement d'aller lire la lettre du vicaire-général, Jean-Maurice Labour, aumônier de la Commission Diocésaine Justice et Paix, de ce que la Commission Diocésaine Justice et Paix dit, la précipitation à laquelle ces amendements sont présentés, il n'y a pas de dialogue. Le pouvoir de la police fait peur. Le droit des travailleurs et la liberté des citoyens. Ce ne sont pas les membres de l'opposition, c'est la Commission Diocésaine Justice et Paix.

M. le président, les 57 amendements en deux jours et en 20 minutes ce n'est pas évident. Bien souvent, comme dirait l'anglais, *the devil is in the detail*. Sur le fond, ce projet de loi ne répond pas aux attentes de la population mais abuse de ses droits. Mais il faut le dire. J'entends les membres du gouvernement, la plupart de ceux qui ont parlé jusqu'ici dire que nous avons pu, avec la vision du Premier ministre, avec la vision du gouvernement, nous avons pu contenir cette pandémie. Disons la vérité ! Si la pandémie a été maîtrisée jusqu'ici c'est surtout grâce aux sacrifices, à la discipline, à la coopération des mauriciens d'abord. Disons un grand merci aux mauriciens.

Donc, il n'y a pas lieu de punir dans ce projet de loi, sous prétexte du *COVID-19*, ce jeune mauricien qui cherche à se construire un avenir. Il n'y a pas lieu à punir dans ce projet de loi cette vieille ou ce vieux qui nous écoute ce soir, qui a tant donné à son pays. Il n'y a pas lieu à punir dans ce projet de loi ce père de famille qui nous écoute ce soir, qui se bat pour nourrir sa famille. Une amende de R 200,000 et 5 ans prison pèsent sur la tête de nos concitoyens. C'est carrément inhumain.

M. le président, la population mauricienne sera la seule à mettre la main à la poche. J'ai entendu le ministre des Finances annoncer fièrement que le *CEB* va contribuer R10 millions au *Solidary COVID Fund*, très bien mais c'est l'argent de qui? L'argent des consommateurs, l'argent des contribuables. Mais ce que le ministre des finances ne dit pas et ce que nous ne savons toujours pas comment cet argent sera utilisé.

Alors qu'*Air Mauritius* est en presque liquidation, 7 milliards de roupies disparaissent de la *State Bank*. Il n'y a ni sanction, ni coupable, ni arrestation mais pour la population, un

cadeau, une loi répressive et on lui demande de financer qui? *Business Mauritius*. C'est concernant la Banque de Maurice. Quelques mots dessus.

L'honorable Premier ministre veut légiférer pour que le gouvernement puisse utiliser les *special reserves* de la banque de Maurice pour des mesures fiscales.

Je sais que vous avez la majorité, que vous allez voter ce projet de loi mais il n'est pas question pour l'opposition de donner un chèque en blanc au gouvernement après avoir appris que ce gouvernement ait dévalisé la banque de Maurice de plus de 18 milliards de roupies.

Encore plus grave. A travers la clause 2 section (b)(5) du *COVID-19* de la Banque de Maurice, est-ce que le gouvernement veut nous faire approuver que la banque de Maurice pourra injecter, investir du capital dans une compagnie en puisant dans le *foreign reserve* de la Banque de Maurice? Dans le projet de loi, ce n'est pas précisé dans quelle compagnie. Dans une banque? Dans *Air Mauritius*? Les mauriciens demandent des questions. Les gens dans la rue demandent des questions. Une compagnie d'assurance? La *MauBank*? La *NIC*? Il faudra nous dire. Est-ce le rôle et la philosophie de la Banque de Maurice, qui était un régulateur, de prendre dans le panier de devises pour financer les mesures fiscales? Dites-vous bien - c'est bien de le dire - que ceci n'est accompagné d'aucune échéance, d'aucun calendrier, de quel montant, on ne sait pas.

M. le président, je terminerai en disant ceci au gouvernement. La rue gronde. Le peuple vous demande de retirer ces deux projets de loi. Vous avez, c'est vrai, la majorité en terme de nombre mais dehors le peuple a faim, le peuple a peur, le peuple est en colère. Ecoutez la rue. Retirez ce projet de loi et laissez vivre les Mauriciens en paix.

Merci, M. le président.

Mr Speaker: I suspend the sitting for thirty minutes

At 5.25 p.m., the sitting was suspended.

On resuming at 6.01 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

Mr Speaker: Hon. Minister Obeegadoo!

The Minister of Housing and Land Use Planning (Mr S. Obeegadoo): Merci, M. le président. Entendre les discours de l'opposition tout à l'heure, on se croirait revenu à la période d'avant la Covid-19. L'opposition, opposant tout ce que fait le gouvernement, tirant sur tout ce qui bouge, nous ramène à cette situation où le plus bruyant on est, le plus brillant l'on se croit. Pourtant, M. le président, nous ne sommes pas dans la situation d'avant la

Covid-19. Rappelez-vous, nouveau gouvernement, fin 2019, des grandes ambitions transformer notre pays en une économie à haut revenu; déjà on enclenche la poursuite du progrès sociale, la pension de vieillesse, la pension des handicapés, la pension des veuves qui passe de R 6,200 à quelque R 9,000 et puis survient quelque chose de tout à fait inattendu, que personne n'aurait pu imaginer dans le pire des cauchemars. L'on aurait pu imaginer un nouvel épisode de famine en Afrique, le lancement d'un nouveau missile par Pyong Yang, la reprise des combats en Syrie, mais il se passe quelque chose d'inimaginable. L'attaque d'un nouveau virus, tout à fait inconnu à l'échelle de l'humanité, que l'on ne comprend pas. L'on ne comprend ni l'origine, ni la nature exacte, ni la façon dont il se manifeste, les symptômes qui l'occasionnent, comment il s'attaque à l'organisme humain et qu'il tue. Inimaginable ! Et à l'échelle d'une pandémie fatale pour les plus vulnérables, mais pas seulement avec un rythme de propagation, de progression tout à fait vertigineux et contre lequel l'humanité du 21ème siècle, l'humanité qui a inventé l'internet, l'humanité qui traite de l'intelligence artificielle, l'humanité qui déchiffre le génome humain, ne peut rien.

La Covid-19 nous rappelle combien la vie est aléatoire, nous rappelle combien nous sommes mortels et nous humains, nous sommes vulnérables. Qui, dans cette Chambre, M. le président, pourrait me dire qu'à la fin de mars, au moment où le virus est le plus fort, l'on n'ait pas, en pensant à ses parents, à ses enfants ou à soi-même, eu la peur au ventre ? Nous avons connu, deux mois presque, de combat à mort avec un ennemi invisible. Nous avons progressé dans l'obscurité, parce qu'il n'existe aucune expérience vécue, aucun manuel de médecine, aucun traité d'économie, aucun livre d'histoire qui aurait pu nous apprendre quoi faire. Et au prix de bouleversements économiques et sociaux sans précédent, le gouvernement a dû agir et le gouvernement a dû gérer cette crise tout comme il s'apprête à gérer l'après-crise.

M. le président, combien n'est-il pas plus aisé et confortable aujourd'hui qu'être opposant, qu'être commentateur, donneur de leçon sans avoir à assumer la responsabilité de ses paroles et de ses actes ? Qui, dans l'opposition aujourd'hui, aurait souhaité être au gouvernement pour trouver des solutions et non pas formuler rien que des critiques ? Mais peu importe, M. le président, force est de constater que nous avons remporté la première étape de cette guerre, que nous, nous ne le disons pas, les observateurs à l'international le disent. Qu'il s'agisse de la *BBC*, qu'il s'agisse des plateformes en ligne, qu'il s'agisse de l'Université d'Oxford, qu'il s'agisse, avant-hier, d'un groupe d'universitaires Américains, ils nous classent parmi un nombre très limité des pays ayant réussi à faire face à la Covid-19.

Force est de constater, que comme disait avant moi, mon collègue, l'honorable Alan Ganoo, nous avons pu *flatten the curve*, lisser la courbe. Nous avons pu inverser la tendance dans un deuxième temps, nous avons pu stopper la propagation avec aucun nouveau cas depuis plus de deux semaines.

A Maurice même, il y a un sondage récent qui vient de dire que 91% de la population mauricienne soutient le gouvernement dans ses efforts. Comment on a fait ? Je pense, M. le président, qu'on a bénéficié tout d'abord un système de santé publique fiable. Je ne fais pas de politique partisane. Le model de l'état providence mauricien depuis l'indépendance a fait que les différents gouvernements ont beaucoup investi dans la santé publique et le Premier ministre actuel a poursuivi dans cette voie. Aujourd'hui, en termes du rapport du nombre de lits d'hôpitaux à la population, l'île Maurice est mieux logée, entendez-moi bien, que Singapour, que la Grande Bretagne où que les Etats Unis.

Deuxième facteur stratégie efficace à la fois pour la sécurité sanitaire mais aussi de protection par rapport au plus vulnérables, le *Wage Assistance Schemes*, l'aide aux travailleurs indépendants de l'informel, ensuite un leadership éclairé, un mécanisme de prise des décisions rapides, un suivi rapproché et ensuite aussi le parler-vrai, la transparence, une communication structurée et puis, M. le président, il faut bien le reconnaître, la coopération, le soutien de tout un peuple a l'exception de quelques-uns de l'opposition.

Deux mois après, nous sommes toujours dans un état de double état d'urgence. Je m'explique. Nous sommes, à la fois en rémission et en récession. Le patient Maurice n'est pas guéri, loin s'en faut, même si nous n'avons aucun nouveau cas depuis 17 jours, sachant que ce virus peut être asymptomatique. Qui nous dit qu'un nouveau cas ne se révélera pas dans les jours à venir ? Je ne me veux pas prophète de malheur, mais qui peut nous le dire ? Et avec cette réouverture, tant bien même contrôlée, à partir d'aujourd'hui, comment en être sûr ? Et demain, avec le retour de nos compatriotes bloqués à l'étranger auquel s'attelle, avec tant d'ardeur et de cœur, mon collègue l'honorable ministre des Affaires Etrangères, quelle garantie ? Et plus loin, dans l'avenir, la réouverture de notre espace aérien est inévitable. Nous avons remporté une étape. Le patient mauricien est en état de rémission, mais il n'est pas guéri. Et ensuite, il y a bien évidemment l'état d'urgence économique. Nous faisons face à une récession pire que celle de 1980. Mon collègue, l'honorable ministre des Finances, en a parlé ce matin, je ne veux pas répéter ses propos. Mais je dis bien pire que la seule récession que nous ayons connu de notre vie.

Donc, face à cela, il faut prescrire au patient Maurice, un médicament. Il n'y a pas de remède contre le virus, mais nous, il nous faut agir. Le Premier ministre, l'autre jour, parlait de pilule amère parce que la pilule, la seule pilule que l'on puisse prescrire est une pilule bien amère. Et combien désagréable est notre tâche, il faut bien le comprendre. Ce n'est pas gaieté de cœur que nous proposons des mesures difficiles. Mais souvenez-vous, après la récession de 1980, en 1982, le gouvernement de Sir Anerood Jugnauth et de Paul Béranger, n'eurent-ils pas à prendre des mesures courageuses mais difficiles, critiquées de toute part à l'époque ? Mais il fallait le faire. Et aujourd'hui, nous sommes dans une situation dix fois, vingt fois plus grave que nous ne l'étions en 1982 parce que cette crise économique, comme le disait le ministre des Finances ce matin, elle est de nature systémique, elle frappe à la fois l'offre et la demande. Elle remet en question le fondement même de l'organisation de la production. Sa trajectoire, elle est tout à fait inconnue ; la durée, on ne sait pas pour combien de temps elle nous affectera. Mais quoi qu'il en soit, pour nous au gouvernement, ce qui importe en tout temps et en tous lieux, c'est de rester solidaire des plus vulnérables. C'est pour cela, je prendrai une minute du temps de cette Assemblée, M. le président, pour expliquer que dans mon domaine de responsabilité, le logement, ce gouvernement reconnaît que les locataires, beaucoup de locataires, que ce soit dans des bâtiments à caractère commercial ou résidentiel, éprouvent des difficultés à régler la note de leur loyer.

L'intention du gouvernement est de proposer un moratoire de six mois pour le paiement de tout loyer, pour tout contrat de location, quel que soit le texte de loi régissant ce contrat de location. Je le dis pour clarifier la situation après que le député Xavier Duval ait soulevé, hier, la question. Tout locataire est concerné, mais nous reconnaissons aussi bien, évidemment que dans la loi, comme elle existe, non-paiement de loyer équivaut à rupture de contrat. Rupture de contrat permettant aux propriétaires d'obtenir un ordre d'expulsion à l'encontre du locataire. Eh bien, là, il y aura un moratoire légal. Donc, pendant six mois, le non-paiement du loyer ne va pas être reconnu comme une rupture de contrat occasionnant un ordre d'expulsion.

Par contre, nous reconnaissons aussi que certains propriétaires vont eux aussi éprouver des difficultés, et puisque nous travaillons en fonction d'un pacte social où tout le monde doit faire son effort, doit mettre du sien, nous ne disons pas que le locataire ne paie plus de loyer. La location sera payable, mais avec des facilités de paiement sur une période s'étendant jusqu'au 31 décembre de l'année prochaine. Donc, M. le président, voilà une illustration claire de la solidarité agissante vis-à-vis des plus vulnérables.

Nous avons eu droit à de nombreuses critiques de la part de l'opposition, d'abord, touchant au droit du travail. Beaucoup, de ce côté de l'Assemblée, l'ont dit, ce gouvernement a un palmarès. C'est ce gouvernement qui a augmenté la pension de vieillesse. C'est ce ministre du Travail qui a introduit le *Workers' Rights Act*, la loi du Travail la plus progressiste depuis l'Indépendance. C'est ce gouvernement, enfin, c'est ce Premier Ministre plutôt, qui a introduit le concept du salaire minimum et du *Negative Income Tax*. Et déjà, les mesures que nous avons prises, la distribution de vive à quelque 40,000 familles, le *Wage Assistance Scheme*, le *Self-Employed Assistance Scheme* démontrent l'engagement en faveur des plus démunis. Donc, pour ce qui est du droit du travail, c'est un phénomène mondial. La France a fait la même chose que nous proposons de faire. Il y a des dispositions du droit du travail au nombre de six qui vont être suspendues. Il s'agit pour nous face au violent vent cyclonique à cette bourrasque à laquelle nous faisons face de ne pas perdre l'équilibre, de ternir sur nos jambes, même si nous cessons d'avancer pendant un temps, mais pour pouvoir après reprendre la route dans le sens du progrès social. Donc, tout ce qui va être fait, le ministre du travail l'a dit, je le répète, c'est la suspension de certaines dispositions, c'est temporaire, et nous demandons à la population de travailleurs de croire en notre bonne foi et de nous faire confiance.

Les autres critiques: mon collègue Alan Ganoo a répondu à différentes critiques concernant les libertés publiques ou la sévérité de la loi. Rappelons que les mesures de renforcement, les punitions pour les infractions ne s'inscrivent pas dans une logique répressive, mais dissuasive, parce qu'elles accompagnent tout un travail de conscientisation qui se fait. Et, la durée des débats: mon ami le député Khushal Lobine a en parlé. Mais la durée des débats, vous avez vu en France, au Sénat ? Je crois qu'il y avait quatre heures de débat, avec possibilité seul pour les chefs des groupes parlementaires d'intervenir. En Angleterre, tous les députés ne vont plus à l'Assemblée, c'est un groupe restreint qui y va. Nous vivons des circonstances exceptionnelles. Le Parlement est suspendu au Canada, en Nouvelle-Zélande. Voyons les faits : il ne peut y avoir de consensus. La Première ministre de la Nouvelle- Zélande est donnée en exemple au monde entier, Madame Ardern. Et pourtant, elle est très contestée chez elle, en Nouvelle Zélande. Il ne peut y avoir de consensus. Mais, je pense qu'il faut reconnaître que les Mauriciens ont été dérangés dans leurs habitudes les plus profondes et que c'est un moment difficile, c'est une pilule amère et, donc, désagréable, mais il faut y faire face. Et, évidemment, nous comptons sur la responsabilité de l'opposition. Je pense que le Leader de l'opposition, durant toute cette épisode ces derniers mois, a donné

l'exemple de ce que peut être une opposition respectable, soutenant le gouvernement dans les mesures les plus difficiles et reconnaissant la bonne foi de tout un chacun.

Et l'avenir, M. le président ! D'abord, permettez-moi de dire que nous allons avancer avec la même formule, en privilégiant la santé, la sécurité sanitaire, en dégagant une stratégie qui fait la part belle à la sécurité sanitaire, mais aussi à la relance économique et la solidarité avec les plus vulnérables, l'engagement personnel du Premier ministre entouré d'une équipe de ministres soudés et surtout le parler vrai, la transparence et la communication. Rien n'est certain, aucun projet de loi n'est parfait, d'où les amendements que nous apportons encore aujourd'hui, et nous aurons toujours demain la possibilité de corriger le tir si jamais c'était nécessaire.

Tout comme en 1982/84, ces mesures difficiles peuvent être le point de départ d'un grand bond en avant. Souvenez-vous après 1982, 83, 84, nous avons connu la période de croissance économique la plus soutenue, de croissance soutenue la plus longue de notre histoire. Et pourquoi ne serait-ce pas le cas cette fois-ci encore ? Il s'agit d'élaborer une nouvelle vision. C'est l'occasion de réinventer notre vivre ensemble aujourd'hui. Les gens n'auront plus la possibilité de cracher dans un espace public. C'est cela aussi, réinventer le vivre ensemble. M. le président, le travers distance l'administration publique en ligne, mais il faut reconstruire l'espoir de lendemain meilleur, celui de retrouver le plein emploi, une croissance soutenue permettant d'investir dans l'écologie, dans une société du mieux vivre et à nouveau, de pouvoir refaire l'expérience de la convivialité mauricienne, évidemment, qui est lourdement affectée par l'épisode du confinement.

M. le président, les temps sont difficiles et vont demeurer difficiles pour les mois, peut-être les années à venir. Et, c'est pour cela que c'est une occasion rêvée pour tout démagogue. Si l'opposition veut faire de la démagogie, elle aura tout le loisir de la faire. Mais, moi, j'en appelle au sens de responsabilité. Je demandais tout à l'heure aux membres de l'opposition de prendre l'exemple sur le leader de l'opposition qui a joué son rôle institutionnel, en rencontrant le Premier ministre à plusieurs reprises, en discutant des questions essentielles à la nation, donc, de prendre l'exemple sur ce que peut être une opposition. Aujourd'hui, j'ai écouté avant moi, mon vieil ami, le député Rajesh Bhagwan, j'ai écouté le député Patrick Assirvaden, pas une seule proposition, rien que des critiques, rien n'est bon, rien ne marche ne va, mais pas une seule proposition nous disant comment mieux faire, qu'est-ce que nous faisons, M. le président.

Donc, M. le président, je voudrais terminer en rappelant, que je me suis joint à cette équipe, les militants se sont joints à l'Alliance Morisien.

(Applause)

Les militants se sont joints à l'Alliance Morisien pour poursuivre les avancées sociales vu le palmares du Premier ministre...

(Interruptions)

Twa ki pou done mwa leson militan la?

(Interruptions)

Mr Speaker: Hon. Shakeel Mohamed!

Mr Obeegadoo: M. le président...

(Interruptions)

Mr Speaker: Let the hon. Minister make his speech!

(Interruptions)

Mr Obeegadoo: M. le président...

(Interruptions)

Mr Speaker: What is this?

Mr Obeegadoo: M. le président...

(Interruptions)

Mr Speaker: What is this? You have no special right to talk everywhere of the time!

Mr Obeegadoo: M. le président, je disais que nous nous étions joints à l'Alliance Morisien pour poursuivre les avancées sociales vu le palmares du Premier ministre, et non pour défaire ce que le Premier ministre, lui-même, avait réalisé. Donc, aujourd'hui, je voudrais que nous renouvelions notre engagement de solidarité, d'une solidarité agissante et conséquente envers les plus vulnérables et les plus pauvres et les travailleurs de ce pays. Nous voulons prendre l'engagement, nous voulons nous porter garants que les mesures qui suspendent certaines clauses du droit du travail seront temporaires et seront rétablies dès que possible.

Donc, j'appelle, M. le président, pour terminer à soutenir ce projet de loi car je crois en mon âme et conscience qu'il nous permettra d'assurer la sécurité des mauriciens face aux défis que nous présente et nous présentera la COVID-19. J'appelle à voter cette loi car j'ai l'intime conviction qu'il nous offre une voix prometteuse pour affronter les défis économiques du jour et pour créer les conditions d'une relance économique nous permettant de reprendre au plus vite, après la COVID-19, le chemin du progrès social.

Merci, M. le président.

Mr Speaker: Honourable Mrs Jutton!

(6.21 p.m.)

Mrs T. Jutton (Second Member for Vieux Grand Port & Rose Belle): Mr Speaker, Sir, a moment comes, which comes but rarely in life, when we are called upon to transcend our petty quibbling and emerge as one single bulwark against the invisible enemy, a moment which warrants all worthy citizens to take up the cudgels and muster a courage hitherto unheard of and to herald measures to save a nation from a calamity of apocalyptic dimension.

Mr Speaker, Sir, it is precisely at such a solemn moment of our history that this Government, under the able leadership of the hon. Prime Minister Pravind Kumar Jugnauth is offering today, through the COVID-19 (Miscellaneous) Bill, a Noachian Arc which will steer our countrymen from this viral deluge of biblical proportion to safe haven, and in the process serving a larger cause to humanity.

Mr Speaker, Sir, I wish to point out that - this is respect from the other side of the House. Mr Speaker, Sir, I consider it a singularly immense honour to be part of this great team of well-meaning people and to have the opportunity to be in this august House today to bring my humble contribution to the debates. The Coronavirus: invisible yet powerful; tiny yet deadly. More than for four months through this pandemic one is still in awe as to how, despite the exponential progress made in science and technology, a micro, nay, a nano organism like the Coronavirus still wrecks such a universal pandemonium, infecting in its wake no less than 4.2 million people and killing nearly 300,000 people.

Mr Speaker, Sir, allow me to express my deepest sympathies to the bereaved families for their losses.

The COVID-19 pandemic took the world by storm and it is undeniable that the world was not prepared for this. Well, Mr Speaker, Sir, who was? Hearing some hon. Members from the other side of the House, one may infer whether they had a crystal ball or could have foreseen things. I was saying, Mr Speaker, Sir, we need to look at what has happened and what is happening in the world since the outbreak of this pandemic. Never since the World War II, which ended 75 years ago, had such havoc wrecked the human race as the COVID-19 has. Very advanced European countries and the United States were almost on their knees until a few weeks ago and are now, as I speak facing untold, unseen and envisaged issues trying to gradually ease up the lockdown while grappling to keep the virus at bay.

Mr Speaker, Sir, this is the scary magnitude of the problem faced by countries 4 months into the pandemic. Today, France is still battling with its way for *déconfinement* and we all know what happened in Italy, Spain, Germany, etc. The reality is too glaring for us not to see. This is why the very philosophy of a COVID-19 Bill tabled today, has been evolved, taking into account the near-fatalistic prospectus and aims at plugging all loopholes that might trigger a much-feared second surge of this lethal infection.

We are all very much alive to the fact that a vaccine may be a far cry, ‘*Anne, ma soeur Anne*’, and this Bill has been so meticulously and intricately worked out with the underlying principle of shielding our population from the outbreak of a second scourge.

I said, Mr Speaker, Sir, that the reality is glaring, too glaring for us not to see. Yet, unfortunately, some hon. Members on the other side of the House apparently have the knack to see the spectre in other well-intentioned people’s eyes rather than noticing the log in their very own eyes.

As the COVID-19 pandemic is unprecedented and each country and each respective Government had its own ways of dealing with it, on this side of the House, under the leadership of the able Prime Minister, bold measures were taken rapidly which has even been applauded by researchers from top five universities as my colleague hon. Obeegadoo mentioned, the Oxford University and many other Universities. In fact, the higher score for Stringency Index has also been assigned to the Republic of Mauritius. Yesterday, the hon. Leader of Opposition said that Mauritius is neither here nor there in Africa, yet independent studies proved that Mauritius was better geared than most countries of the Sub-Saharan Africa, I quote –

“(...) because it had stronger social buffers.”

And here, we are accused of all sorts of shortcomings in handling this pandemic while other countries in the world are still struggling and here, in Mauritius, we have been able to control the proliferation of the virus to the extent of having no new infected people over the last 16 days or so. I hereby strongly suggest hon. Members on the other side of the House to table a motion of no confidence against the Oxford University, not the least, for praising the efficiency of Mauritius in dealing effectively with this pandemic.

Now, that this Government has come up with a COVID-19 (Miscellaneous) Bill - a comprehensive piece of legislation - to safely and gradually steer the economy towards normalcy and more sanity, we hear all kinds of unwarranted criticisms, gratuitous accusations and *des procès d'intention* of all sorts. *Mais la caravane doit passer et elle passera, laissant les autres aux abois.*

Mr Speaker, Sir, as some Members on the other side were also making baseless accusations about transparency over Government hiding facts, I just wish to remind that since the first cases of COVID-19 detected in Mauritius on 18 March 2020, the hon. Prime Minister himself announced on national television, and we all know that in times of crisis, timely information and effective communication is a *sine qua non*. I will not go into the number of measures which have been set up to ensure that there has been proper communication with the daily Press briefings to the App setup by the Ministry of Information Technology, Communication and Innovation and so many sensitisation campaigns as well.

All these reflect the goodwill of the Government to establish and maintain a clear and transparent communication system. Mr Speaker, Sir, a true leader consciously chooses steadiness and imbibes courage in trying times when people are in panic. When the virus started spreading like wildfire and supermarkets were still being flooded, a total sanitary curfew was ordained not as punitive measure, but as protective measure to safeguard our families, children, elderly.

Mr Speaker, Sir, this Government has not thought twice before putting health of the people first, the citizens first. One of the reasons why this pandemic has swept away so many lives is actually because people hesitated. Many waited to see what the pandemic would cause before taking action. However, Mr Speaker,

Sir, just like in a war, a second of hesitation may cost lives, too much rumination can put whole nations at stake. The swiftness and boldness with which our hon. Prime Minister acted is exemplary and is confirmed by recent studies such as one by Dr. Sukon and Dr. Jeeneea.

Mr Speaker, Sir, I refer to the statement by the hon. Prime Minister at the sitting of 05 May, reckoning all the measures taken for the containment of the COVID-19 virus, which I will not enumerate again to save the time of the House. However, Mr Speaker, Sir, as I mentioned previously that this Government has goodwill, I wish to elaborate on a few key measures taken which reflect the will to do good. For instance, more than 12,000 families under the Social Register of Mauritius and 19,000 recipients of a Carer's Allowance were provided with food packs during the total lockdown period. The provisions made in these two schemes now form an integral part of the COVID-19 Bill in a quest to render everyone accountable for the claims made.

This Government has always given due respect to the elderly and caring about them has always been a priority. In this time of crisis, so that they do not encounter any difficulties or expose themselves to underlying risks such as having to go to Post Offices to get their pension, provisions have been made to give them their Basic Pension at their place of residence. Moreover, vaccination exercise for about 130,000 of our seniors was also carried out.

Mr Speaker, Sir, this reminds me of Mahatma Gandhi's words, I quote –

“A nation's greatness is measured by how it treats its weakest members.”

Mr Speaker, Sir, it would not have been possible to act on the above measures without the collaboration of those who have been ready to serve without trepidation at all times: the frontliners, Police Officers and all other Officers engaged in essential services. Moreover, talking about bravery, allow me to also salute our healthcare workers who have been selflessly giving themselves to others. We honour their dedication to save lives, for risking their own in the fight against the invisible enemy, just like the late Dr. Bruno Cheong.

Mr Speaker, Sir, yesterday, hon. Mohamed questioned the medical treatment provided to patients affected with Covid-19. Mr Speaker, Sir, just like hon. Callichurn mentioned, I believe that this is sheer disrespect to those doctors akin to warriors in this time. All our frontliners and those in essential services are verily unsung heroes and we are more than grateful for their courage, patience and efforts to serve unconditionally. The Prime Minister of India, Shri Narendra Modi rightly drew the similarity between Lord Buddha and the frontliners. Buddha being the synonym of service and dedication, sacrificing oneself for the happiness of others and indeed they are worthy of praise and worthy of salute.

Mr Speaker, Sir, the Managing Director of the IMF said that this virus knows no boundaries and indeed it has been transcending boundaries without any passport. Yes, the global forecasts are bad and global recessions are being predicted. Yet, we are still here as a caring Government to take measures for the population. I just wish to speak on two measures, one is the Wage Support Scheme which provided assistance to some 276,000 employees who became technically unemployed on a temporary basis and the Self-employed Assistance Scheme from which 180,000 people benefitted in the informal sector.

Mr Speaker, Sir, I will not go again into the financial crisis of 2008 where we all know, as hon. Ganoo mentioned about the Stimulus Package and we all know the cronies who were used and who pocketed millions of taxpayers' money to cynically then close down their businesses leaving hundreds of workers in grief and despair, and, Mr Speaker, Sir, today when we are giving Rs5,100 to people in the informal sector, they are saying it's not enough while they gave zero cent to those who were unemployed at that time.

Mr Speaker, Sir, I quote –

“A nation should not be judged by how it treats its highest citizens, but its lowest ones.”

This is from Nelson Mandela. And I also wish to answer something which hon. Ms Anquetil mentioned about domestic violence and I would like to put it on record that the foursquare leadership demonstrated by our hon. Prime Minister is reflected at every level of his Government and each Ministry and each Ministry has been preparing for the challenges associated with this pandemic. This Government did take into account the women, the girls or the victims of domestic violence and be it access to 24/7 reporting facility or infallible support from the Police, Psychologists and Welfare and Protection Officers, no stones were left unturned in addressing these reported cases.

Mr Speaker, Sir, I also wish to point out that according to a survey by Verde, 91.3% of the population approve of the bold measures taken by this Government so far to contain the virus and it comes to the conclusion that anyone can lead during great times but the great ones lead when things fall apart and that success is not about never falling and never failing but it is about refusing to be defeated by defeat. The elaborate and well-thought Covid Bill indeed provides an effective and tailored response which can pervade and benefit sectors of the economic and social landscape. It will trigger consequential amendments to no less than 56 existing legislations which will be updated and strengthened in the light of exceptional circumstances. As a matter of fact, it is comforting to note that the enabling legislations of all

utilities service providers such as CWA and CEB will be amended to provide the much-needed relief to citizens, particularly those who are at the lower rung of the economic ladder. I hereby thank the Deputy Prime Minister and Minister of Energy and Public Utilities, hon. Ivan Collendavelloo for all the measures.

Moving to the Consumer Protection Act, which will be amended to give traction to deal more effectively against unscrupulous businesses, who believe that their vile acts to exploit consumers, will remain unpunished. The necessary power is given in this Bill for the issuance of fixed penalty notices to those in breach of the law. Such measures will act as a strong deterrent to those who are tempted to act dishonestly in unfair trade practices towards vulnerable customers.

Mr Speaker, Sir, the Public Health Act has also been amended to allow the Minister to make appropriate measures to prevent the spread or resurgence of diseases and to protect our population. It further stipulates that any breach will be punishable and the offences will be more severe.

Coming to the Workers' Rights Act, section 17 of the Act has been amended to allow employees to work from home within 48 hours' notice by their respective employers. In this era of millennials, many of our youths are actively involved in working via online platforms. Hence, catering for a virtual and flexible workforce is another step towards transforming Mauritius through artificial intelligence, Blockchain and Fintech and this Bill proves to embrace this vision and innovation. Work from home can also be particularly beneficial for women and mothers who can benefit from a work life balance which suits the individual needs. In all, the legislation offers flexibility both in terms of working schedules and promises of a better work-life balance for the Mauritian population.

Mr Speaker, Sir, you will recall that during my first intervention on the occasion of the opening speech, I made reference to the creation of a Redundancy Board as new quasi-judicial institution. This Board is to be a safeguard to abuses against workers who often find themselves victims of unfair dismissal. We are here talking about those enterprises which reduce their labour force or even close down on economic, financial and structural grounds. It has the duty in law to conclude whether such reduction or closing down is justified. If it is justified, a one month notice is given to terminate the employment contract, otherwise if unjustified, the employer is bound to make good three months' salary per year of service per employee.

Mr Speaker, Sir, it is all a question of perception, just like a glass which is half empty and half full can be seen by others as half empty, others see it as half full. The (Amendment) Bill can also be seen to bring additional flexibility and even safeguard, the employees can enter into an agreement with the employer who falls within the Third Schedule to this Bill and safeguard the jobs. In other words, the employer is not to consider reducing its personnel during the confinement period or as long as he is reasonably required and to allow its employees leave without pay. Of course, it requires the consent of the workers and the workers will resume work when such leave is over. The amendment empowers the Redundancy Board to validate such agreement. So, instead of losing their jobs, the workers will be able to retain their employment contract.

Furthermore, a speedier justice is imposed on the Board to deal with such matters within a fortnight instead of a month like in other cases.

Mr Speaker, Sir, the changes in the Employment Relations Act are specially related to making the award within 13 days of referral by the Commission for Conciliation and Mediation and, once again, I want to add to what hon. Ganoo said earlier that there seems to be a kind of *psychose* which is, I don't know, created by what kind of parties outside and to generate a fear in the minds of employees outside.

We wish to reassure the employees that their rights will be respected. Coming to the Education Act, Mr Speaker, Sir, I wish to commend the hon. Mrs Dookun-Luchoomun, Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology, for having devised a strategy which places the learner at the centre of the processes. One such laudable initiative is the setting up of this Student Support Portal (SSP) and its operation in collaboration with the Open University of Mauritius, MIE and the MGI. This project has played a pivotal role during the sanitary curfew period to accompany learners. Learners of Grade 7 to Grade 9 can indeed find a large number of videos explaining the concepts and teaching, as if an educator is teaching in a traditional classroom. Educators, including teachers, lecturers have been giving their best to accompany the students with online teaching tutorial and videos. In this way, the student is also empowered to become an independent learner.

Mr Speaker, Sir, those who had difficulty to have access were also being given tablets. I am happy to see that there are a lot of provisions with respect to distance learning through digital innovative educational technologies. However, as a former lecturer, I am also

sad of the unjustified comments made on such an important area. I sincerely hope that there will be consensus on the countless benefits that these amendments will bring.

Mr Speaker, Sir, the Minister of Education already dealt with all the other changes that the Act is bringing. Before ending, we would like us to ponder over what COVID-19 may read to humanity. Who would have imagined that the time would come when princes, Ministers, Statesmen and the world over, despite seemingly impenetrable shields would be victims of this viral onslaught and that billionaire business captains and penniless paupers would be meeting the same fate in death caused by the Coronavirus.

Mr Speaker, Sir, all this is a great lesson of humility as well as a wake-up call that mother nature has heralded through this pandemic because the inhabitants of the third millennium have been too reckless and callous towards her. The Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change, hon. Ramano, will, I am sure, concur. So, let us all be driven by compassion for others and let us all contribute and play our roles to help heal the world.

Mr Speaker, Sir, just like a caring father looks after his family, invest for enhanced prosperity and the savings, especially for bad days, one such bad day is when his child falls sick and needs urgent treatment *et le père devra puiser de ses économies*. Along the same veins, in exceptional circumstances, the Central Bank can provide strong safeguards; I repeat it, Mr Speaker, Sir, in exceptional situations. As the hon. Prime Minister stated yesterday, just like a pill which may have a bitter taste, but is necessary for prompt recovery, in the same way, the Bills are essential as a foolproof protective net and a reliable safety valve. Moreover, just like the vulnerable child does not know of the efficacy of the pill, but trust in the father who wants his wellbeing, we also ask the nation to trust. Let it be reminded again that the citizen is at the heart of all actions that this committed, caring and compassionate Government is taking.

Mr Speaker, Sir, we ask that just like that family with a sick child willingly sacrificing planned holidays to care for the child, this time calls for sacrifice, like hon. Minister Callichurn explained yesterday, given the exceptional forced confinement, out of 38 annual leaves, 11 leaves may be deducted. It is foregoing something now for a higher good and for a better tomorrow. In a world driven by uncertainty and survival of the fittest, change is a constant, we either adapt or perish.

Mr Speaker, Sir, rigour, discipline, collaboration are the keywords for forging ahead together and building our resilience. I hereby invite everyone in this House and every citizen of the Republic of Mauritius to join hands so that things get back to normal at the earliest and we suffer less.

Mr Speaker, Sir, allow me to end on the following note -

“Out of the mud, the lovely lotus blossoms; out of trials, something higher vies.”

Thank you.

Mr Speaker: Hon. Ramful!

(6.47 p.m.)

Mr D. Ramful (First Member for Mahebourg & Plaine Magnien): Thank you, Mr Speaker, Sir. Mr Speaker, Sir, let me start by expressing my deepest condolences to those who have lost their dear ones during this pandemic.

Mr Speaker, Sir, it is very unfortunate that the population is still recovering from the bruises of an unprecedented sanitary shock. They are now being afflicted by a second shock, which is the COVID-19 (Miscellaneous Provisions) Bill.

Ce projet de loi est une pilule amère pour la population, M. le président, et surtout pour nos travailleurs.

I have listened to the hon. Members on the Government side and they have made a call. They are asking us, the Opposition, to vote with them on this Bill. So, let us see what are they exactly asking us to vote for. This Bill, Mr Speaker, Sir, will amend not less than 56 other legislations. And those amendments are going to give very wide-ranging powers to Ministers of this Government who are going *en catimini* in regulations, come with regulations on crucial issues affecting the people's liberty, affecting the people's way of life, education, business, taxation and not the least, rights and working conditions of our respected workers. This is what they are asking us to vote for. They dare to ask us to vote with them to suspend and curtail the rights of our respected workers to go on strike. They want us to vote with them to establish unwarranted State control over foreign reserves which have been built up over the years by our forefathers. They want us to vote with them to remove all controls over a Government which is in a massive spree of spending public funds, raising our debt to a record level. So, this is what they want us to vote for. I should be a fool to accept their proposition. Now, it is unfortunate, and I join my other colleagues, that we have just listed so

many amendments, so many implications and we are given only 20 minutes. We, Opposition Members, are supposed to be the bulwarks of democracy; we are given only 20 minutes per Member to debate on such an important Bill. Unfortunately, given the constraint of time, I will have to limit my intervention, Mr Speaker, Sir, to a few issues, in particular, the amendments to the Education Act and, if time permits, maybe I am going to talk about the amendments to the Bank of Mauritius Act and the Public Debt Management Act. But before I come to these issues, Mr Speaker, Sir, I think the workers of this country deserve that I say a few words *sur ce que ce gouvernement a réservé pour eux dans ce projet de loi*.

Since the start of the confinement, Government has consistently been trying to instill fear in the minds of our workers that unless we come with stringent amendments to the law, thousands of workers will lose their job. They just give figures off their head, 20,000, 100,000, but my question is this: has there so far been any groundwork done? Is there any credible report that has been presented before this House or to the population? In each different sectors, how many job losses are we expecting? So, they want us to vote, give them powers to fire people in mass, but they don't come with any credible report to sustain what they are saying. I personally believe, Mr Speaker, Sir, this is a mere sham. *C'est un prétexte*. Because the real motive and I'll come to the real motive of this Government behind these amendments and I think I have an idea. There is outside there, at the time we are debating, I put this question: who needs to fire workers imminently? Which company needs to fire workers now? There is a company, Air Mauritius Ltd, where two Administrators have been appointed. There are time limits in the Insolvency Act. If the Administrator does not take any decision in relation to the employees of the Air Mauritius, not only Air Mauritius, Airmate also where thousands of our workers are working. If the Administrator takes a decision, he shall be liable personally vis-à-vis the employees, unless he gets protection from the law. And this is what this amendment is all about, to facilitate the task of Mr Sattar Hajee Abdoula to get rid of thousands of our employees in Air Mauritius and in Airmate.

I have a second guess and this is very dear to the hon. Deputy Prime Minister. *Le contrat d'affermage* CWA, the report is ready, the recommendation of the World Bank is ready. Go for what he called *affermage*, but for *affermage*, you need a private partner but for the private partner to come in, you need to clear the way, get rid of the employees. This is what this amendment is all about, Mr Speaker, Sir.

I am not going to be very long. Let me come to the Education Act. I have been listening to the hon. Minister of Education. Our teaching staffs are our greatest public

servants. They spend their lives educating our young people and shaping our nation for tomorrow. They deserve to be treated with dignity and respect. Because the issue that has cropped up during the confinement is about a question of training! Teaching staff has been saying that well we are being asked to use a new mode of teaching, but we have not received any training. We are being asked to use our personal logistics; we have been given the logistics. There is a question of privacy. I was just reading the debates when the Public Debt Management Act was passed, but, coincidentally, I came across the intervention of the Minister of Education who was sitting in the Opposition at that time. Look at her very commendable attitude! They were talking about bringing a new way of budgeting. So, she said this is why I feel that we should have had a transitional period during which public officers and other cadres could get trained. Training is a very important aspect of any reform. We have to consider that unless the Government ensures the commitment of public officers. It is true that reforms cannot bring about what we expect from them. The commitment of public officers is a *sine qua non* factor if we want to effect any change. Did we give enough time for capacity building? *Combien de nos officiers ont épousé les principes inhérents de cette approche?* So, this was the stand of the hon. Minister of Education at that time when she was sitting on the Opposition side. Now, she has changed completely. She wants our teaching staff to get on the job without any training. The Ministry has even taken disciplinary action against the Head of the Union of the Secondary Schools during the confinement, but are they to be blamed? Who is to be blamed, our teaching staff or the Ministry? Who is to be blamed today? If I were to run or sitting at home, not getting proper education, who is to be blamed today if our children are not even aware when the examinations are going to be taken? Who is to be blamed today if they don't know if the syllabus is going to be completed or not? Is it going to be the teaching staff? Is it going to be the Head of the Union of Teachers? It is the Ministry which is to be blamed and I am going to say why.

The SchoolNet 2 Project, does that ring a bell? Let me refer to the SchoolNet2 Project. You know, Mr Deputy Speaker, Sir, five years back, *en 2015, le gouvernement* and the current Minister of Education was Minister of Education at that time. They came up with a project. The SchoolNet Project and do you know what was the objective of that project? It was to install high speed connectivity internet facilities in all our secondary schools. They gave a contract to a private company. The contract value was Rs122 m. They have even paid Rs81.7 m. to the contractor. And you know what happened. Till now, the company has gone

bankrupt, till now there is no connectivity in our secondary schools. No action has been entered against that contractor so far to recover that money back. *Depuis 5 ans!* And they are talking about blaming our teachers! The Ministry has been taken to task under the Audit Report for that. Taken to task! I saw on the TV the other day, Cabinet now is going to buy *2000 tablettes pour les enfants pauvres*.

Let me refer to the audit report. Now, they are going to purchase tablets - Supply and Commissioning of 23,400 Tablets for Form IV students and Educators. Contract value Rs108 m. Well, I will not go into the details. Consequently, 'due to delay in taking necessary actions against the defaulting Contractor for breach of contract, three years later, advance payment of Rs21.7 million was already not recovered by the Ministry and so far we have not obtained any tablets.

What happened to the E-education program or whatever? Nothing. Management of the E-education projects - this is what the Director of Audit says? There was no Memorandum of Understanding signed between the...

Mr Speaker: Point of order, please.

Mrs Dookun-Luchoomun: On a point of order, Mr Speaker, Sir. I would like the hon. Member to state when this transaction was done? Because he is talking about something and he is not stating when this contract was given.

Mr Speaker: So, will the hon. Member, for the benefit of the House...

Mr Ramful: Yes, I will.

Mr Speaker: say when the contract was awarded.

Mr Ramful: No, you see, I always come with clean hands, Mr Speaker, Sir. The contract was signed on the 12 of June 2015.

(Interruptions)

In the report. Ask her to go and read the report of the Director of Audit.

(Interruptions)

So, now they are blaming the teaching staff, taking disciplinary action against the union leader when they have to put order in their own house. They have to be disciplined themselves. Today, if our children are not getting the proper education, it is the Ministry and only the Ministry which has to be blamed for that.

Mr Speaker, Sir, let me come to the economy very briefly because I am not going to be very long.

As regards the amendments of the Bank of Mauritius Act and the debt ceiling, the Ministry of Finance is trying to justify these amendments by putting everything on the back of coronavirus. He is saying that our economy has been infected and is now in the ICU, on ventilator, under artificial respiration, but he has to ask this question: how did we get there? Because of Coronavirus? Our economy was already on the way to the ICU when it was struck by Coronavirus. It was already on the way. One needs not be an expert to go and check the economic indicators - *une dette valant 320 milliards de roupies*. You look at the growth rate in all these sectors: tourism, etc. Recently, we have been blacklisted on the EU list and then the hon. Minister is saying that it is because of coronavirus that our economy has gone in the ICU. Well, look again at the audit report on public sector debt. This is what it says, Mr Speaker, Sir. The government debt servicing, under this Government, represented more than 19% of total Government expenditure in 2018-2019. The audit report talks about high dependence of Government on borrowings to finance its expenditure.

“During the past three financial years, Government was highly dependent on borrowings to finance its expenditure. Borrowings ranked second as a source of Government revenue, and represented some 20 per cent of total revenue for the year ended 30 June 2019.”

Now that they have this debt ceiling of 60% of GDP, what do they do? They cannot move past that post. They don't even think about moving that post. They remove the post altogether. *C'était 60%* - they don't think about even increasing it, they remove that ceiling altogether and they say that they need money. Why? There are provisions. The law as it stands now - the Banking Act - allows for the Minister of Finance to take money and go beyond that ceiling of 60% but under a condition: he has to come with an economic plan, a report and explain to the public. The report has to be made public. How is he going to redress the economy in a span of three years? This is his duty under the Public Debt Management Act. He can go beyond that ceiling, but then he has a duty vis-à-vis the population to come

and explain in a report how he is going to redress the economy. But do you know what he has done? He has removed this safeguard as well so that he can take how much money he wishes and is not answerable to the people.

So, as I have said, Mr Speaker, Sir, I won't be very long. These would be my remarks about this Bill, but let me end with a quotation. Well, the Government Members, I am sure, know about this famous sentence of Abraham Lincoln, but it is good that we remind them of this in this context, and it goes as follows –

‘You can fool all the people some of the time, and some of the people all the time, but you cannot fool all the people all the time’

Thank you, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Hon. Minister Bodha!

(7.08 p.m.)

The Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade (Mr N. Bodha): Thank you, Mr Speaker, Sir.

When I listened to the Members on the other side, I ask one question: have they been under the trauma of a PCR test? And my second question is: have they been under the trauma of a family who has one of its loved ones being tested positive, going to the hospital and to Bigarah on a one-way journey?

What would this Opposition have said if we had no PPEs, if we had no ventilators, if we do not have enough ICU beds, if we did not have enough tablets of hydroxychloroquine? It is very easy to come and say nothing was done.

The hon. Leader of the Opposition compared islands. I would refer him to Mayotte, which is a French territory; to Maldives. I think, Mr Speaker, Sir, that the most important thing is that this virus is a terrible challenge to humanity, to our way of life, to our economy and the world will not be the same again. You will have a post COVID-19 world and I would like to dwell on three things: uncertainty, responsibility and solidarity. What an uncertain world we are living in today? It is not because that we haven't had a case for the last 16-17 days that we know what is going to happen? Can we know what is going to happen to France, one of the best healthcare systems in the world? It collapsed. The NHS is on the criticism everyday for the last 60 days. What would have happened if our system had collapsed? We would have had people in the corridors of the hospitals. We would have to choose whom to

put on a ventilator. We would have to choose whether we leave our elderly in the homes. So, what we have done, we are humble about it. It is only the end of the beginning, Mr Speaker, Sir. The world's situation is today more than 4 million people tested positive. Will it go to 5? Will it go to 10? Will it go to 15?

What is happening in the United States and you have the threat of the resurgence, Mr Speaker, Sir. We want to see to it there is no resurgence of the disease. Let me tell you now, Mr Speaker, Sir, that we have had 334 cases. We had 28 around the island. We did contact tracing for 216. Do you know what is contact tracing, Mr Speaker, Sir? It is taking a leaf, going to the tree and the roots. This is what we have done throughout the island. And the uncertainty of what can happen to Mauritius with regard to health, with regard to the economy, the uncertainty of what can happen to the world, the uncertainty at what will happen to all our markets, all our economic partners, how things are going to evolve. When you have uncertainty, you need leadership and you should be able to take the right decisions.

We had the disease late, we had the lockdown early, we have the result and one day we had 41 cases, Mr Speaker, Sir. What would have happened if the next day we had 60 and it would have doubled every five days? Where would Mauritius have been? We are talking about confinement, that's what I ask them. Do you know what is the trauma of doing a PCR test and wait for 24 hours? This, we have done it. And then, you will understand what is happening to this country. What are we asking now? We are asking for a legal framework to be able to deconfine. As said going downhill can be more hazardous than going uphill. We have seen South Korea, we have seen Singapore, we have seen so many, Japan, Germany.

Now, let me tell you one thing, Mr Speaker, Sir. 83 people came from abroad, were tested positive and were treated. Our treatment level has been among the highest in the world. We treated 324 and 10 persons passed away. Mr Speaker, Sir, we have done about 40,000 PCR tests to see to it whether the virus is there. We have done now about another 50,000 rapid tests which can be done in 30 to 40 minutes. So, we have tested so far about 70,000 to 80,000 people. By the 15th, that is, by Monday, we were doing about 5,000 to 7,000 tests per day, we would have reached about a hundred thousand tests. At the end of the month, we would have tested 150,000 people, maybe more. What does that show? It will show how the virus is spreading in Mauritius. They make as if they are not in that world at all. We say that the devil is in the detail, I will say the devil is in the demagoguery.

You make a total abstraction of the situation where we are in. Let me tell you, Mr Speaker, Sir, we airlifted one thousand tons of medical supplies from Beijing, Guangzhou, Hong Kong, South Korea. We have today millions of tablets of chloroquine. We have today hundreds of thousands of tests. This is preparedness in the uncertainty, because we are in a cloud, but we want to have one priority, the safety and health of our citizens. We have done by the end of the month about 150,000 to 200,000 tests and then we would have an idea, we would have a better visibility of the spread of the virus in Mauritius. In the meantime, we need a legal framework to open the economy smoothly, slowly. Nobody has the magic formula of deconfinement. Do they have it in Britain? Have you seen how Britain has managed this crisis? Do they have a deconfinement system and miracle in France or in Germany? Nobody has it. We have to be responsible. That is why I said, my first issue was uncertainty. We are in a totally uncertain world as regards health, as regards the economy, as regards our social life. When are we going to go to school? We are seeing what is happening in Denmark, in France. When are we going to have a normal life? We don't know. So, we have to be able to organise to some extent.

Mr Speaker, Sir, I believe that by the end of this month, after having done about 200,000 tests, we would be in a position to take some decisions, major decisions for the economy, for the school and for life in general. Now, we have the responsibility. The first responsibility for us is to do the testing of the whole nation as far as possible which is being done now in the UK, in France. What was the other challenge is to bring all the PPEs, the medicine, the medical supplies, to have the quarantine facilities, to have the treatment facilities because that was the number one priority of the nation. Now, we have to unlock the lockdown and we have to bring the activities, we have to bring people to gradually resume their work, school and we have to do it very cautiously. This is what we are doing.

Mr Speaker, Sir, I have heard a lot of comments about the Bank of Mauritius whether we should take the money or we should not take the money. We know that other Central Banks are doing it and I was amazed when I heard the Leader of the Opposition saying that we could go to the IMF. We refused the IMF medicine under Sir Anerood Jugnauth in 1982. We are going to refuse it now as well. We need to tread cautiously - he says so, where angels fear to tread – take the measures that we can and shoulder our responsibility as regards those people who can lose their job. I heard hon. Xavier Duval making a lot of comments. Can he tell us how he would deconfine and restart the tourism industry in Mauritius? Does he have a magical formula? This is Rs60 billions of

direct revenue and another Rs40 billions in indirect revenue. Does he have a magic formula? I know he knows this sector well. I know that he comments about it. Nobody has it. Does he know when the plane is going to come to Mauritius? Does he know what do we do with the 60,000 people who are in the hotels for the next 8 months? It is a good thing. The first right of a worker is work. He should be in a position to retain his job. This is what we want to do and this is what the hon. Minister of Finance wants to do. That was the purpose of the Wage Assistance Scheme. For the first time we have a database of the informal sector. We never had it. It is true that we gave some thousands rupees. The lockdown costs Rs1 billion per week just for salaries, Mr Speaker, Sir.

So, it is clear that now we have to take our responsibility. Le poêle est très chaud comme on 1982. Le poêle est très, très chaud. Mais il nous faut un Premier ministre, un gouvernement qui est responsable. Now, what we are asking with this law. They see that everything is cynical; we want to do this because we have a hidden agenda. There is no hidden agenda. The only thing we want to do is to see to it that we steer this country through this terribly difficult patch. History will recall this, Mr Speaker, Sir.

I will say one word about Labour Laws. Let us see the history of Labour Laws in the 80s. We know what were the Labour Laws and the laws about strikes in the 80s. How long has the MMM fought for the POA and the IRA? When was it changed? The MMM has a track record of fighting for workers' rights. But does the Labour Party has a track record for defending workers' rights? There was one budget, it was in 2006, where the then Minister of Finance came with the Bill and in one sentence, he said: 'We would like to reduce the cost of separation'. What was separation? This was a word by the IMF and the World Bank is when you sack people; that was hire and fire. You know what he did in the same budget? That was the Minister of Finance from Labour Party, cost of separation lowered, corporate tax lowered from 25% to 15%, by 10%. How many billions were that?

Mr Speaker, Sir, we have no lessons to learn as regards Labour Laws from the Labour Party. When hon. Bunwaree came with the new laws, the Labour Laws, we were here, and hon. Soodhun came with 34 amendments to that law, but they went because they had a majority. What we are asking to the workers: is it this the same Minister who came with the workers' rights? Isn't it the same Prime Minister who came with the minimum salary increase in the income of workers, of elderly, of the handicapped and those having on social benefit? Isn't the same Minister? And that Minister he will come again. *Dieu merci, comme my friend*

hon. Ganoo says, he will come again, he has given the reassurance that we have a terribly difficult patch and we have to go through it together.

As regards my third item which is solidarity, we have to be in full solidarity with the weaker classes, with the workers and we should see to it that they share the burden equally. I rely on the Prime Minister; I rely on the Minister of Finance to be able to do this, that we should share this burden equitably so that we can go beyond the difficult months, years to come.

Mr Speaker, Sir, in the tourism industry, that industry has been having, I would say, a good revenue over the last 10 years. So, those who are in the industry should also share the burden together with the workers. In France, *ils ont renoncé au paiement de dividende, les compagnies qui marchent bien et qui sont profitables, les grandes compagnies. C'est quelque chose que, moi, je voudrais demander, qu'il y ait un renoncement au paiement de dividende pour que, au moins il y a un partage équitable de l'effort national et solidaire, nécessaire pour sortir le pays de la situation où nous sommes.*

Mr Speaker, Sir, before I conclude, I would like to say one word about repatriation,. We have thousands of Mauritians abroad and it is increasing by the day. Now, a lot of people for a number of reasons want to be here, because they feel safe in Mauritius. They want to be with their love ones. But the thing is it has to be orderly and we have the facilities in quarantine, we have the facilities in the treatment centres, and then, we have to have 150 to 200 beds for the health staff, because they are there to recuperate. So, this is the challenge for us.

I understand totally that each case is a tragedy. Now, we are going to have another flight to London and to Paris. We are going to have another flight to Chennai and to Mumbai. We are thinking of Madagascar and we are thinking of Australia. If we do all this, then we would have brought a good number of those who have been stranded, then we are left with the cruise workers and that is really going to be a tough one, but we have to find solutions for that, working with the cruise companies. But I think that by the end of May, we would be in a better position to have a visibility as regards to the spread of the virus in Mauritius. The economic situation and the lifting of the lockdown in countries like France, in Europe, we will be in a better position, as regards airlines, as regards flights, as regards other facilities, Mr Speaker, Sir.

To end, Mr Speaker, Sir, this is a very testing time. We can, as usual, do the usual politics about being in the Opposition. We can do, as usual, I said the devil is in the demagogy, *la surenchère*, but *le poêle est ici, le poêle est chaud. Vous avez besoin de quelqu'un qui a la poigne, qui a la vision, le courage et une équipe, ensemble avec le peuple pour traverser cette phase. C'est ce que nous demandons avec ce projet de loi. Il n'y a rien de cynique, il n'y a de machiavélique. C'est seulement un cadre juridique qui devrait nous permettre de traverser une période extrêmement difficile.*

Voilà, ce que j'avais à dire, M. le président. Je vous remercie.

Mr Speaker: Hon. Gobin!

Mr Gobin: Mr Speaker, Sir, I move that the debate be now adjourned.

The Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management (Dr. A. Husnoo) seconded.

Question put and agreed to.

Debate adjourned accordingly.

ADJOURNMENT

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that this Assembly do now adjourn to Friday 15 May 2020 at 3.00 p.m.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.

Mr Speaker: The House stands adjourned.

MATTERS RAISED

(7.29 p.m.)

FACTORY WORKERS – SOCIAL DISTANCING

Mr R. Uteem (Second Member for Port Louis South & Port Louis Central): Thank you Mr Speaker, Sir. I have an issue addressed to the hon. Minister of Labour and it concerns workers of companies who have been operating during the confinement period.

I have been approached by certain workers of the factory operating in Port Louis and I am going to give the name to the hon. Minister outside the Parliament.

According to these workers, the factory is not respecting the social distancing inside the factory line because there is already a machine. So, every worker has to be on line next to each other and there is certainly not one metre, the space between the two. So, I would like to know from the hon. Minister, from this specific case, whether at the level of his Ministry, he has had officers, inspectors going and inspecting all these factories which have been operating during the confinement period.

The Minister of Labour, Human Resource Development and Training (Mr S. Callichurn): Mr Speaker, Sir, yes, I can tell you that my officers are on the ground and then we are in the process of making a regulation in regard to the sanitary measures to be taken in enterprises, in factories. I am not aware of this particular case, but I shall look into it once I am made aware of the name of the company.

Mr Speaker: Hon. Ms. Bérenger!

(7.30 p.m.)

HOSPITALS - NEW BORN - BABY PACK

Ms J. Bérenger (First Member for Vacoas & Floreal): Merci M. le président. Ma question était adressée à l'honorable Ministre de l'intégration sociale, de la sécurité sociale et de la solidarité nationale mais qui n'est malheureusement pas présente.

Je souhaitais attirer l'attention de l'honorable ministre sur la situation des femmes qui doivent accoucher pendant la période de confinement. Nombreuses sont les familles qui non seulement se retrouvent en situation de grande difficulté financière mais aussi n'ont pas eu le temps de préparer comme il se doit la venue d'un enfant étant donné la fermeture subite des magasins du jour au lendemain.

Je souhaiterais donc demander à l'honorable ministre s'il serait possible de fournir dans nos hôpitaux un *baby pack* à chaque nouveau-né comme cela se fait en Finlande par exemple.

Ce soutien aux parents leur permettrait de mieux assumer leur nouvelle responsabilité en cette période de crise et je remercie donc l'honorable ministre de bien vouloir considérer ma requête.

Merci.

The Minister of Housing and Land Use Planning (Mr S. Obeegadoo): M. le président, je m'engage à transmettre les observations, la requête de madame la députée à ma collègue, la Ministre de la Sécurité sociale.

Mr Speaker: Hon. David!

(7.32 p.m.)

PARTIAL DECONFINEMENT – FISHERMEN

Mr F. David (First Member for GRNW & Port Louis West): Merci, M. le président.

Ma requête s'adresse au ministre de l'Economie bleue, des Ressources marines, de la Pêche et de la marine.

M. le ministre, nous sommes à la veille de la date prévue par le gouvernement pour la reprise partielle et contrôlée des activités et vu les nombreux appels que je reçois, et encore aujourd'hui, de plusieurs pêcheurs, je me rends compte de leur confusion la plus totale.

Ma question est donc la suivante, M. le ministre: à partir de demain 15 mai, les pêcheurs aux casiers et les pêcheurs à la ligne peuvent-ils reprendre leurs activités et, si oui, doivent-ils être munis d'un Work Access Permit ou est-ce que leurs carte de pêcheur et carte d'identité seront suffisantes? Merci pour eux.

The Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping (Mr S. Maudhoo): Mr Speaker, Sir, indeed tomorrow all the fishermen are going to fish. They do not need the WAP, they need only their fisherman card, even for the fishmongers, but they need to have their fishmonger's card with them while going for sale.

Mr Speaker: Hon. Dr. Gungapersad!

(7.33 p.m.)

ZEP SCHOOLS - MEALS

Dr. M. Gungapersad (Second Member for Grand' Baie & Poudre d'Or): Thank you, Mr Speaker, Sir.

My request is addressed to the hon. Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity. Would he kindly consider to come up with a humane mechanism to support all those children attending the *Zone d'Education Prioritaire* schools because, apart from tablets to follow online or distance education, they also need a proper meal.

I know she will consider this request with compassion because we cannot allow our needy kids to forgo a descent daily meal up till 03 of August.

On behalf of these children from the whole island, I thank the hon. Minister in anticipation because this request was turned down yesterday.

Thank you.

The Minister of Housing and Land Use Planning (Mr S. Obeegadoo): Mr Speaker, Sir, I shall convey the request to my colleague.

Mr Speaker: Hon. Mrs Luchmun Roy!

(7.34 p.m.)

CONGOMAH - BUS SERVICE

Mrs S. Luchmun Roy (Second Member for Port Louis North & Montagne Longue): Thank you, Mr Speaker, Sir.

I wish to raise an issue with regard to my Constituency - Port Louis North-Montagne Longue addressed to the Minister of Land Transport and Light Rail.

It is a concern on behalf of the inhabitants of Congomah. As you are aware, tomorrow there is the gradual lifting of the curfew so the inhabitants of Congomah have a humble request to ensure that there is no delay in the bus services as there is only one bus which serves that region.

So, we humbly request the hon. Minister to look into the matter.

Thank you.

The Minister of Land Transport and Light Rail (Mr A. Ganoo): Yes, Mr Speaker, Sir.

Congomah is along routes 110 and 117 serviced by Luna Transport. In fact, during the last week, they provided a minimal service in view of the decreasing number of passengers.

I understand, Mr Speaker, Sir, as from tomorrow, with the gradual resumption of activities, NLTA has informed that the operator will increase his fleet of buses.

Mr Speaker: Hon. Nuckcheddy!

(7.35 p.m.)

CENTRAL FLACQ - AYURVEDIC CLINIC

Mr S. K. Nuckcheddy (Third Member for Flacq & Bon Accueil): Thank you, Mr Speaker, Sir.

My request is addressed to the Minister of Health and Wellness. It concerns the Ayurvedic Clinic of Central Flacq.

Actually, the clinic operates only three days a week. So, as the demand for ayurvedic treatment is increasing and also the catchment area of Flacq is quite wide spread, I, therefore, request the Minister if he could make the necessary arrangement that the clinic operates, at least, six days a week. Thank you.

The Minister of Health and Wellness (Dr. K. Jagutpal): Mr Speaker, Sir, I will look into the demand and if it is feasible, we are going to do so.

Mr Speaker: Hon. Bhagwan!

(7.36 p.m.)

METRO EXPRESS - SECURITY MEASURES

Mr R. Bhagwan (First Member for Beau Bassin & Petite Rivière): My request is to the hon. Minister responsible for Metro.

With the coming into operation of the Metro Service, can I ask the hon. Minister whether the Metro Service has taken all consideration with regard to the security? There were Police Officers at different junctions and also within the Barkly area, which is a very special area. Have all the necessary steps been taken with regard to policing and security for the children who are roaming around, especially the whole day.

So, can the Minister, at least, give us the guarantee that the Metro Express has taken all the necessary security measures?

The Minister of Land Transport and Light Rail (Mr A. Ganoo): Yes, Mr Speaker, Sir, I understand that MEL has been preparing itself for the past few days in view of the resumption of activities as from tomorrow.

I understand everything is ready, all the security measures have been taken on the stations and also at the intersections.

So, I can assure my hon. friend that the needful has already been done.

Mr Speaker: Hon. Mrs Tour!

(7.37 p.m.)

RICHE TERRE - STORM DRAINS - SEPTIC TANK - ILLEGAL DISCHARGE

Mrs J. Tour (Third Member for Port Louis & Montagne Longue): Thank you Mr Speaker, Sir.

I would like to raise an issue addressed to hon. Dr. Husnoo, Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management, regarding a problem in my Constituency.

Sir, it has been brought to my attention that there is illegal discharge of a septic tank in the storm drains along Saint Michel road in Riche Terre and this is affecting the lives of the inhabitants considerably.

I would press on the Minister to kindly look into the matter urgently.

Thank you.

The Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology (Mrs L. D. Dookun-Luchoomun): Mr Speaker, Sir, I will inform my colleague on that issue.

Mr Speaker: Hon. Dr. Aumeer!

(7.38 p.m.)

WARD IV - DESROCHES STREET SEWAGE PIPE – LEAKAGE

Dr. F. Aumeer (Third Member for Port Louis South & Port Louis Central): My request is addressed to the hon. Deputy Prime Minister, Minister of Energy and Public Utilities.

I have had representations from the inhabitants of Desroches street in the region of Ward 4 of Port Louis regarding suspected broken water pipes leading to accumulation of wastewater with faecal products in the alley leading to certain premises.

As you can appreciate, there is due concern with regard to contamination, sanitary hygiene and the risk of dengue fever. Will the hon. Deputy Prime Minister please see with the relevant authorities as to whether this situation can be remedied? Thank you in anticipation.

The Deputy Prime Minister: Mr Speaker, Sir, the hon. gentleman was extremely kind this afternoon to give me notice of this intervention and, in his presence, I phoned the Chairperson of the Authority.

It is not a water pipe but it is a leaking sewage pipe which makes it all the more serious.

I thank him for the attention that he gives to this matter.

I understand from the Chairperson that the intervention has already been effected, but I will check tomorrow.

Mr Speaker: Hon. Ms Foo Kune!

(7.39 p.m.)

HIGH LEVEL ATHLETES – OUTDOOR TRAINING

Ms K. Foo Kune (Second Member for Beau Bassin & Petite Rivière): Merci, M. le président.

Je m'adresse à l'honorable ministre des sports concernant nos athlètes de haut niveau.

Certes, cette pandémie offre un avenir incertain au monde du sport mais néanmoins, il faut rester optimiste. Et une chose qui est certaine c'est la nécessité primordiale pour nos athlètes de haut niveau de maintenir leur forme physique et c'est un effort quotidien. Bien sûr, leur sécurité et leur santé sont une priorité mais puisque désormais la situation sanitaire le permet et que l'île Maurice est en phase de desserrement du confinement, et une reprise partielle, je fais un appel à l'honorable ministre de penser dorénavant à la relance du sport de haut niveau.

Je demande humblement au ministre de donner à nos athlètes, qui sont bénéficiaires de la bourse de haut niveau, de pouvoir sortir quotidiennement, seuls bien sûr, pour une durée limitée pour entamer une activité physique en extérieur, bien sûr à proximité de leur domicile et sous des conditions strictes. Et aussi que les athlètes du handisport de cette même liste puissent sortir en compagnie d'un entraîneur, tout en respectant...

Mr Speaker: Raise the issue!

Ms Foo Kune: Mais c'est cela, je fais un appel pour que ces athlètes puissent avoir une permission spéciale pour pouvoir sortir pendant le confinement et de maintenir leur sport...

Mr Speaker: That's it!

The Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation (Mr S. Toussaint):

M. le président, nous sommes certainement dans une situation très compliquée. La santé de la population est prioritaire et quand je dis la population, cela comprend bien sûr aussi nos athlètes.

Les officiers de mon ministère, depuis le confinement, fait un suivi avec les différentes fédérations et nous attendons des rapports de la part de chaque fédération pour voir ce que nos athlètes sont en train de faire pendant le confinement et s'ils ont aussi besoin d'aide. Il faut savoir que ce sont les fédérations qui ont la responsabilité de veiller à ce que leurs athlètes ont tout ce dont ils ont besoin pendant le confinement pour rester en forme.

En ce qu'il s'agit de redémarrer les entraînements, il y va de soi qu'il y a plusieurs paramètres à prendre en considération. Néanmoins, aussi les techniciens sont en contact avec les fédérations et ont déjà demandé à toutes les fédérations sans distinction de nous proposer leur plan et nous allons étudier les différentes propositions qui arrivent et bien sûr en prenant en considération la situation sanitaire dans le pays. À partir de là, nous prenons une décision. Mais je le répète, la santé de la population, y compris de ceux de nous athlètes, reste primordial.

Mr Speaker: Hon. Ms Anquetil!

CORRECTIONAL YOUTH CENTRES - CORONAVIRUS - SAFETY MEASURES

Ms S. Anquetil (Fourth Member for Vacoas & Floreal): Je vous remercie, M. le président. Ma requête s'adresse au Premier ministre.

Avec la pandémie du coronavirus qui sévit actuellement, j'interpelle le Premier ministre pour s'assurer que les mesures de protection ont bien été appliquées dans les *Correctional Youth Centres* pour protéger les droits des enfants, ainsi que le personnel dans ces lieux de détention. C'est assez inquiétant, car un détenu a été retrouvé mort en prison récemment.

Merci, M. le président.

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I must say that a protocol is already being worked out, not only concerning this sector but also so many sectors, because we have to see to it that in all institutions we make sure that first and foremost, as has been said, the health of

everyone should be a priority and we are, of course, coming up with different protocols with regard to admission to an institution or to anyone who has to attend any other institution.

Mr Speaker: No other adjournment matter.

At 7.44 p.m., the Assembly was, on its rising, adjourned to Friday 15 May 2020 at 3.00 p.m.